



Nations Unies

**Commission pour
la prévention du crime
et la justice pénale**

**Rapport sur la vingt-quatrième session
(5 décembre 2014 et 18-22 mai 2015)**

Conseil économique et social
Documents officiels, 2015
Supplément n° 10

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

**Rapport sur la vingt-quatrième session
(5 décembre 2014 et 18-22 mai 2015)**



Nations Unies • New York, 2015

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Le rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur la reprise de sa vingt-quatrième session, qui se tiendra les 10 et 11 décembre 2015, sera publié comme *Supplément n° 10A des Documents officiels du Conseil économique et social, 2015* (E/2015/30/Add.1).

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
Résumé.	v
I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention. . .	1
A. Projets de résolutions dont il est demandé au Conseil économique et social de recommander l'adoption à l'Assemblée générale.	1
I. Treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.	1
II. Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Mandela)	18
III. Adoption de mesures contre le meurtre sexiste de femmes et de filles.	54
IV. Assistance technique à apporter en vue de l'application des conventions et protocoles internationaux relatifs à la lutte contre le terrorisme.	59
B. Projets de résolutions dont l'adoption est recommandée au Conseil économique et social . .	64
I. Mise en œuvre du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes.	64
II. Améliorer la qualité et la disponibilité des statistiques sur la criminalité et la justice pénale pour l'élaboration des politiques	68
C. Projets de décisions dont l'adoption est recommandée au Conseil économique et social. . .	70
I. Améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime: prorogation du mandat du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime	70
II. Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa vingt-quatrième session et ordre du jour provisoire de sa vingt-cinquième session	72
III. Nomination d'un membre du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice.	73
D. Questions portées à l'attention du Conseil économique et social	73
Résolution 24/1 Améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime: recommandations du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime	74
Résolution 24/2 Renforcement des mesures de prévention du crime et de justice pénale relatives au trafic de biens culturels et aux autres infractions connexes . .	77
Décision 24/1 Rapport du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice.	80
II. Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique	81
A. Délibérations	82
B. Mesures prises par la Commission.	84

III.	Débat thématique sur la suite à donner au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale	86
A.	Résumé du Président.	87
B.	Atelier sur la suite à donner au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale – mise en œuvre de la Déclaration de Doha	88
IV.	Intégration et coordination de l’action de l’Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale. .	90
A.	Délibérations	91
B.	Mesures prises par la Commission.	94
V.	Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale	96
A.	Délibérations	97
B.	Mesures prises par la Commission.	97
VI.	Tendances de la criminalité dans le monde, et nouvelles questions et mesures prises dans le domaine de la prévention du crime et la justice pénale	99
A.	Délibérations	99
B.	Mesures prises par la Commission.	101
VII.	Suite à donner au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale	103
A.	Délibérations	103
B.	Mesures prises par la Commission.	104
VIII.	Ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session de la Commission	105
	Mesures prises par la Commission.	105
IX.	Autres questions	106
X.	Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa vingt-quatrième session.	107
XI.	Organisation de la session	108
A.	Consultations informelles d’avant-session	108
B.	Ouverture et durée de la session.	108
C.	Participation.	108
D.	Élection du Bureau	109
E.	Adoption de l’ordre du jour et organisation des travaux	110
F.	Documentation.	110
G.	Clôture de la partie de session en cours.	110

Résumé

Le présent résumé a été établi conformément à l'annexe de la résolution 68/1 de l'Assemblée générale, intitulée "Examen de l'application de la résolution 61/16 de l'Assemblée générale sur le renforcement du Conseil économique et social", dans laquelle il est indiqué que les organes subsidiaires du Conseil devraient, entre autres, insérer un résumé dans leurs rapports.

La Commission a tenu sa vingt-quatrième session ordinaire du 18 au 22 mai 2015. Le présent document comporte le rapport de la session et, au chapitre premier, le texte des résolutions et décisions que la Commission a adoptées ou dont elle a recommandé l'adoption par le Conseil économique et social ou l'Assemblée générale.

À sa vingt-quatrième session, la Commission a examiné des questions budgétaires, administratives et de gestion stratégique, l'intégration et la coordination de l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale, notamment les questions relatives à la ratification et à l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, de la Convention des Nations Unies contre la corruption, des instruments internationaux visant à prévenir et à combattre le terrorisme, et d'autres questions touchant à la prévention du crime et à la justice pénale, et la suite à donner au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. En outre, elle a débattu de l'utilisation et de l'application des règles et normes des Nations Unies ainsi que des tendances et nouveaux problèmes en matière de criminalité dans le monde et des mesures de prévention du crime et de justice pénale prises à cet égard.

Le thème principal de la session et sujet du débat thématique qui s'est tenu le 19 mai 2015 était "Suite à donner au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale". Le débat thématique était constitué de tables rondes qui ont porté, en particulier, sur les sous-thèmes suivants: a) De Doha à New York: contribution du treizième Congrès aux discussions concernant le programme de développement pour l'après-2015; et b) Mise en œuvre de la Déclaration de Doha: préparatifs pour le Japon.

La Commission a recommandé au Conseil économique et social d'approuver les projets de résolutions suivants en vue de leur adoption par l'Assemblée générale: a) "Treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale"; b) "Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Mandela)"; c) "Adoption de mesures contre le meurtre sexiste de femmes et de filles"; et d) "Assistance technique à apporter en vue de l'application des conventions et protocoles internationaux relatifs à la lutte contre le terrorisme".

La Commission a recommandé au Conseil économique et social d'adopter les projets de résolutions suivants: a) "Mise en œuvre du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes"; et b) "Améliorer la qualité et la disponibilité des statistiques sur la criminalité et la justice pénale pour l'élaboration des politiques". Elle lui a aussi recommandé d'adopter les décisions suivantes: a) "Améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime: prorogation du mandat du groupe de

travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime"; b) "Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa vingt-quatrième session et ordre du jour provisoire de sa vingt-cinquième session"; et c) "Nomination d'un membre du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice".

Elle a en outre adopté deux résolutions et une décision: a) "Améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime: recommandations du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime"; b) "Renforcement des mesures de prévention du crime et de justice pénale relatives au trafic de biens culturels et aux autres infractions connexes"; et c) "Rapport du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice".

Chapitre I

Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention

A. Projets de résolutions dont il est demandé au Conseil économique et social de recommander l'adoption à l'Assemblée générale

1. La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale recommande au Conseil économique et social d'approuver les projets de résolutions ci-après en vue de leur adoption par l'Assemblée générale:

Projet de résolution I

Treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

L'Assemblée générale,

Soulignant la responsabilité que l'Organisation des Nations Unies assume dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale en vertu de la résolution 155 C (VII) du Conseil économique et social, en date du 13 août 1948, et de sa propre résolution 415 (V) du 1^{er} décembre 1950,

Sachant que les congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, qui constituent une importante tribune intergouvernementale, influent sur les politiques et pratiques nationales et favorisent la coopération internationale dans ce domaine en facilitant l'échange de vues et d'expériences, en mobilisant l'opinion publique et en recommandant différentes politiques possibles aux niveaux national, régional et international,

Rappelant sa résolution 46/152 du 18 décembre 1991, à l'annexe de laquelle les États Membres affirmaient que les congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale devaient se réunir tous les cinq ans pour permettre, notamment, l'échange de vues entre États, organisations intergouvernementales, organisations non gouvernementales et experts représentant diverses professions et disciplines, l'échange de données d'expérience en matière de recherche, de droit et d'élaboration des politiques et le recensement des tendances et des questions nouvelles dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale,

Rappelant également sa résolution 57/270 B du 23 juin 2003, relative à l'application et au suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social, dans laquelle elle soulignait que tous les pays devaient promouvoir des politiques s'inscrivant dans la logique des engagements pris lors de ces conférences et réunions, insistait sur le fait que le système des Nations Unies était chargé de l'importante responsabilité d'aider les gouvernements à ne pas faiblir dans leur volonté de suivre et d'appliquer les accords et les engagements contractés à ces occasions, et invitait les organismes intergouvernementaux du système des Nations Unies à continuer de promouvoir l'application des textes issus de ces manifestations,

Rappelant en outre sa résolution 69/191 du 18 décembre 2014, dans laquelle elle priait la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale d'accorder, à sa vingt-quatrième session, un rang de priorité élevé à l'examen de la déclaration du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, afin de lui présenter, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, les suites qu'elle lui recommandait d'y donner à sa soixante-dixième session,

Ayant à l'esprit ses résolutions 67/1 du 24 septembre 2012, sur la déclaration de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'état de droit aux niveaux national et international, et 69/195 du 18 décembre 2014, sur l'état de droit, la prévention du crime et la justice pénale dans le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015,

Ayant également à l'esprit sa résolution 69/244 du 29 décembre 2014, sur l'organisation du sommet des Nations Unies consacré à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015,

Tenant compte de la résolution 2014/22 du Conseil économique et social en date du 16 juillet 2014, sur le treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et le programme de développement pour l'après-2015, et du rapport du Directeur exécutif sur la contribution du treizième Congrès aux discussions sur le programme de développement pour l'après-2015¹, dont le Congrès a été saisi en application de cette résolution,

Ayant pris connaissance du résumé de la Présidence du Débat thématique de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'intégration de la prévention de la criminalité et de la justice pénale dans le programme mondial de développement pour l'après-2015, tenu à New York le 25 février 2015²,

Ayant également pris connaissance du rapport du Secrétaire général intitulé "Suivi de la Déclaration de Salvador sur des stratégies globales pour faire face aux défis mondiaux: les systèmes de prévention du crime et de justice pénale et leur évolution dans un monde en mutation"³,

Encouragée par le succès du treizième Congrès, qui a offert un cadre international des plus vastes et divers à l'échange de vues et de données d'expérience en matière de recherche, de droit et d'élaboration de politiques et de programmes entre États, organisations intergouvernementales et non gouvernementales et experts représentant diverses professions et disciplines,

Ayant examiné le rapport du treizième Congrès⁴ et les recommandations que la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale a faites sur le sujet à sa vingt-quatrième session,

1. *Se déclare satisfaite* des résultats du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, qui s'est tenu à Doha du 12 au 19 avril 2015, notamment de la Déclaration de Doha sur l'intégration de la prévention de la criminalité et de la justice pénale dans le programme d'action plus large de l'Organisation des Nations Unies visant à faire face aux problèmes sociaux

¹ A/CONF.222/5.

² A/CONF.222/15.

³ A/CONF.222/3.

⁴ A/CONF.222/17.

et économiques et à promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et la participation du public⁵, qui a été adoptée au débat de haut niveau;

2. *Prend note avec satisfaction* du rapport du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale⁴;

3. *Remercie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime du travail accompli pour préparer le Congrès et y donner suite, et adresse ses remerciements aux instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale pour leur contribution au Congrès, en particulier aux ateliers qui se sont tenus dans ce cadre;

4. *Fait sienne* la Déclaration de Doha qui a été adoptée au treizième Congrès et approuvée par la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à sa vingt-quatrième session, et qui est annexée à la présente résolution;

5. *Se félicite vivement* que le Gouvernement qatarien ait pris l'initiative, en coopération avec la Fondation du Qatar, d'organiser avant l'ouverture du Congrès un forum des jeunes qui constituait une première, salue les résultats du Forum des jeunes de Doha sur la prévention du crime et la justice pénale, qui ont été communiqués au treizième Congrès dans la Déclaration du Forum des jeunes de Doha⁶, encourage les États Membres à accorder l'attention voulue aux recommandations qui y sont formulées, et invite les pays qui accueilleront les futurs congrès à envisager de tenir des manifestations de ce type;

6. *Invite* les États à s'inspirer de la Déclaration de Doha adoptée par le treizième Congrès pour élaborer des lois et des directives et à mettre tout en œuvre, au besoin, pour appliquer les principes qui y sont formulés, conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies;

7. *Invite* les États Membres à déterminer, parmi les domaines visés par la Déclaration de Doha, ceux pour lesquels il serait nécessaire d'élaborer de nouveaux outils et manuels de formation reposant sur les normes internationales et les meilleures pratiques et à communiquer ces informations à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale afin qu'elle puisse en tenir compte lorsqu'elle réfléchira aux domaines dans lesquels l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pourrait entreprendre des travaux à l'avenir;

8. *Se félicite* que le Gouvernement qatarien entende veiller avec l'Office à ce que la suite voulue soit donnée aux conclusions du treizième Congrès, en particulier à ce que la Déclaration de Doha soit suivie d'effets;

9. *Se félicite également* que le Gouvernement qatarien ait créé un fonds régional pour l'éducation et la formation des enfants et des jeunes déplacés et réfugiés au Moyen-Orient, dans le but d'intégrer les dimensions sociales et culturelles aux stratégies et politiques de prévention de la criminalité;

10. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de viser, par la conception et l'exécution de ses programmes d'assistance technique, l'obtention de résultats viables et durables lorsqu'il aide les États Membres à rétablir, moderniser et renforcer les systèmes de justice pénale, et lorsqu'il promeut l'état de droit, et de concevoir ces programmes de telle sorte que ces objectifs soient atteints

⁵ Ibid., chap. I, résolution 1.

⁶ A/CONF.222/16.

pour toutes les composantes du système de justice pénale, de manière intégrée et dans une perspective à long terme;

11. *Prie également* l'Office de continuer à fournir une assistance technique pour faciliter la ratification et l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption⁷, de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant⁸, et des instruments internationaux relatifs à la lutte contre le terrorisme;

12. *Appelle* de ses vœux une plus grande cohérence et une coordination plus étroite entre l'Office et les organismes des Nations Unies compétents, de manière à ce qu'une démarche pleinement coordonnée soit suivie pour intégrer la prévention de la criminalité et la justice pénale au programme d'action plus large de l'Organisation des Nations Unies, et invite les autres organisations internationales, le secteur privé et les organisations non gouvernementales à coopérer avec l'Office à l'exécution de son mandat;

13. *Prie* la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale d'examiner l'application de la Déclaration de Doha au titre du point permanent de son ordre du jour intitulé "Suite à donner au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale";

14. *Prie* le Secrétaire général de distribuer aux États Membres, aux organisations intergouvernementales et aux organisations non gouvernementales le rapport du treizième Congrès et la Déclaration de Doha qui y figure, afin qu'ils soient diffusés le plus largement possible, et de solliciter auprès des États Membres des propositions quant aux moyens de donner la suite voulue à la Déclaration de Doha, de sorte que la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale les examine et se prononce sur les mesures à prendre en conséquence à sa vingt-cinquième session;

15. *Prend note avec satisfaction* de l'offre du Gouvernement japonais d'accueillir en 2020 le quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale;

16. *Exprime sa profonde gratitude* au peuple et au Gouvernement qatarien pour la chaleureuse et généreuse hospitalité qu'ils ont accordée aux participants au treizième Congrès et pour les excellentes installations mises à la disposition du Congrès;

17. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa soixante et onzième session un rapport sur la suite donnée à la présente résolution.

⁷ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2349, n° 42146.

⁸ *Ibid.*, vol. 2225, 2237, 2241 et 2326, n° 39574.

Annexe

Déclaration de Doha sur l'intégration de la prévention de la criminalité et de la justice pénale dans le programme d'action plus large de l'Organisation des Nations Unies visant à faire face aux problèmes sociaux et économiques et à promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et la participation du public

Nous, chefs d'État et de gouvernement, ministres et représentants des États Membres,

Réunis au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, à Doha, du 12 au 19 avril 2015, pour réaffirmer notre volonté partagée de faire prévaloir l'état de droit et de prévenir et combattre la criminalité sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, aux niveaux national et international, de veiller à ce que nos systèmes de justice pénale soient efficaces, équitables, humains et responsables, d'assurer l'accès à la justice pour tous, de mettre en place des institutions efficaces, responsables, impartiales et non exclusives à tous les niveaux, et de défendre le principe de la dignité humaine ainsi que la reconnaissance et le respect universels de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales,

Déclarons à cet effet ce qui suit:

1. Nous reconnaissons le rôle influent que jouent depuis 60 ans et aujourd'hui encore les congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, en offrant un cadre international des plus vastes et divers à l'échange de vues et de données d'expérience en matière de recherche, de droit et d'élaboration de politiques et de programmes entre États, organisations intergouvernementales et experts représentant diverses professions et disciplines, aux fins de la mise en évidence des tendances et questions nouvelles dans le domaine de la prévention de la criminalité et de la justice pénale. Nous sommes conscients des contributions importantes et sans pareil que les congrès ont apportées à l'élaboration de lois et de politiques, ainsi qu'à la mise en évidence des tendances et questions nouvelles dans le domaine de la prévention de la criminalité et de la justice pénale.

2. Nous réaffirmons que les questions de prévention de la criminalité et de justice pénale sont de nature transversale et qu'il faut donc les intégrer au programme d'action plus large de l'Organisation des Nations Unies afin de renforcer la coordination à l'échelle du système. Nous attendons avec intérêt les contributions qu'apportera la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à la conception et la mise en œuvre de politiques et de programmes nationaux et internationaux de prévention de la criminalité et de justice pénale qui tiennent compte et tirent parti des recommandations des congrès.

3. Nous sommes conscients de l'importance que revêtent, en tant qu'éléments fondamentaux de l'état de droit, les systèmes de prévention de la criminalité et de justice pénale qui sont efficaces, équitables, humains et responsables ainsi que les institutions qui les composent. Nous nous engageons à suivre des démarches globales et intégrées pour combattre la criminalité, la violence, la corruption et le terrorisme sous toutes leurs formes et dans toutes leurs manifestations et pour faire en sorte que ces interventions soient menées de manière coordonnée et cohérente parallèlement à la mise en œuvre de programmes ou

mesures plus vastes en faveur du développement social et économique, de l'élimination de la pauvreté, du respect de la diversité culturelle, ainsi que de la paix et de l'inclusion sociales.

4. Nous reconnaissons que le développement durable et l'état de droit sont fortement interdépendants et se renforcent mutuellement. Nous nous félicitons donc du processus intergouvernemental sans exclusive et transparent visant à établir le programme de développement pour l'après-2015, c'est-à-dire à arrêter des objectifs de développement durable de portée mondiale devant être adoptés par l'Assemblée générale, et notons que c'est principalement sur la base des propositions du Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale sur les objectifs de développement durable que ces objectifs seront incorporés dans le programme de développement pour l'après-2015, sachant que d'autres contributions seront aussi examinées. Dans ce contexte, nous réaffirmons que, pour parvenir au développement durable, il importe de promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques, exemptes de corruption et sans laissés-pour-compte, en privilégiant une démarche axée sur l'être humain propre à assurer l'accès à la justice pour tous et la mise en place, à tous les niveaux, d'institutions efficaces, responsables et bénéficiant à tous.

5. Nous réaffirmons notre engagement et notre ferme volonté politique d'agir en faveur de systèmes de justice pénale efficaces, équitables, humains et responsables ainsi que des institutions qui les composent, et encourageons la participation et l'association effectives de tous les secteurs de la société, de sorte que soient créées les conditions nécessaires à la poursuite du programme d'action plus large de l'Organisation des Nations Unies, dans le respect intégral des principes de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États et considérant qu'il appartient aux États Membres de défendre la dignité humaine ainsi que l'ensemble des droits de l'homme et libertés fondamentales pour tous, en particulier les personnes touchées par la criminalité et celles qui peuvent avoir affaire au système de justice pénale, y compris les membres vulnérables de la société, indépendamment de leur statut, qui peuvent être victimes de formes multiples et aggravées de discrimination, et de prévenir et combattre la criminalité motivée par l'intolérance ou les discriminations quelles qu'elles soient. À cette fin, nous entendons:

a) Adopter des politiques et programmes de prévention de la criminalité et de justice pénale globaux et non exclusifs qui accordent toute l'attention voulue aux faits et à d'autres facteurs pertinents, notamment aux causes profondes de la criminalité et aux circonstances qui la favorisent, et, conformément à nos obligations au regard du droit international et compte tenu des règles et normes pertinentes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, former comme il convient les agents chargés de faire prévaloir l'état de droit et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales;

b) Garantir le droit de chacun à ce que sa cause soit entendue sans retard excessif par un tribunal compétent, indépendant et impartial établi par la loi, son droit à un égal accès à la justice et à une procédure régulière et, si nécessaire, son droit à un avocat et à un interprète, et le respect des dispositions de la Convention de Vienne sur les relations consulaires⁹ applicables en la matière; exercer la diligence voulue pour prévenir et combattre les actes de violence; et prendre des mesures législatives, administratives et judiciaires efficaces pour prévenir, réprimer

⁹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 596, n° 8638.

et punir toutes les formes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et pour mettre fin à l'impunité;

c) Passer en revue et réformer les politiques suivies en matière d'aide juridique pour assurer un plus large accès à une aide juridique efficace dans les procédures pénales lorsque celles-ci visent une personne indigente ou lorsque l'intérêt de la justice l'exige, y compris, si nécessaire, par la mise au point de plans nationaux dans ce domaine, et renforcer les capacités existantes pour offrir et garantir l'accès à une aide juridique efficace, sous toutes ses formes et sur toutes les questions, compte tenu des Principes et lignes directrices des Nations Unies sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale¹⁰;

d) Tout faire pour prévenir et combattre la corruption, et prendre des mesures visant à améliorer la transparence de l'administration publique et à promouvoir l'intégrité et la responsabilité de nos systèmes de justice pénale, conformément à la Convention des Nations Unies contre la corruption¹¹;

e) Aborder les questions ayant trait à l'enfance et à la jeunesse dans nos efforts de réforme de la justice pénale, en ayant à l'esprit qu'il importe de protéger les enfants de toutes les formes de violence, d'exploitation et de maltraitance, conformément aux obligations qu'imposent aux Parties les instruments internationaux pertinents, dont la Convention relative aux droits de l'enfant¹² et ses deux Protocoles facultatifs¹³, et compte tenu des dispositions pertinentes des Stratégies et mesures concrètes types des Nations Unies relatives à l'élimination de la violence à l'encontre des enfants dans le contexte de la prévention du crime et de la justice pénale¹⁴, mais aussi élaborer et appliquer en matière de justice des politiques globales adaptées aux enfants et axées sur leur intérêt supérieur, conformément au principe selon lequel, lorsqu'il s'agit d'enfants, il ne faut recourir à la privation de liberté qu'en dernier ressort et que pour une durée aussi courte que possible, de manière à protéger ceux d'entre eux qui ont affaire au système de justice pénale ou qui se trouvent dans toute autre situation nécessitant une procédure judiciaire, en rapport notamment avec leur traitement et leur réinsertion sociale. Nous attendons à cet égard avec intérêt les résultats de l'enquête mondiale sur les enfants privés de liberté;

f) Intégrer la problématique hommes-femmes dans nos systèmes de justice pénale en mettant au point et en œuvre des stratégies et des plans nationaux visant à promouvoir l'entière protection des femmes et des filles contre tous les actes de violence, y compris le meurtre sexiste, conformément aux obligations que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes¹⁵ et son Protocole facultatif¹⁶ imposent à leurs Parties, et compte tenu des Stratégies et mesures concrètes types actualisées relatives à l'élimination de la violence contre les femmes dans le domaine de la prévention du crime et de la

¹⁰ Résolution 67/187 de l'Assemblée générale, annexe.

¹¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2349, n° 42146.

¹² *Ibid.*, vol. 1577, n° 27531.

¹³ *Ibid.*, vol. 2171 et 2173, n° 27531.

¹⁴ Résolution 69/194 de l'Assemblée générale, annexe.

¹⁵ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1249, n° 20378.

¹⁶ *Ibid.*, vol. 2131, n° 20378.

justice pénale¹⁷ et des résolutions de l'Assemblée générale sur le meurtre sexiste de femmes et de filles;

g) Promouvoir des mesures tenant compte des différences entre les sexes qui fassent partie intégrante de nos politiques de prévention de la criminalité, de justice pénale et de traitement des délinquants, y compris pour la réadaptation et la réinsertion sociale des délinquantes, compte tenu des Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes (les Règles de Bangkok)¹⁸;

h) Mettre au point et en œuvre des stratégies et des plans nationaux adaptés et efficaces en faveur de la promotion de femmes aux postes de direction, d'encadrement ou autres des systèmes et institutions de justice pénale;

i) Mieux assurer l'égalité de tous, y compris des sexes, devant la loi pour les personnes appartenant à des groupes minoritaires et aux autochtones, notamment en suivant une démarche globale avec les autres secteurs de l'État, les membres de la société civile concernés et les médias, et en encourageant les institutions de justice pénale à recruter des personnes appartenant à ces groupes;

j) Adopter des politiques en faveur des détenus qui soient axées sur la formation, le travail, les soins médicaux, la réadaptation, la réinsertion sociale et la prévention de la récidive, et améliorer celles qui existent, et envisager de concevoir, ou de renforcer, les politiques voulues pour soutenir les familles des détenus, mais aussi promouvoir et encourager le recours à des peines alternatives à l'emprisonnement, selon qu'il convient, et passer en revue ou réformer nos procédures de justice réparatrice et autres à l'appui d'une réinsertion réussie;

k) Redoubler d'efforts face au problème du surpeuplement carcéral en menant des réformes pénales appropriées devant inclure, selon qu'il convient, un examen des mesures pénales et des pratiques visant à réduire la détention provisoire, à accroître le recours à des sanctions non privatives de liberté et à améliorer l'accès à l'aide judiciaire dans la mesure du possible;

l) Adopter des initiatives efficaces de reconnaissance et de protection des victimes et des témoins et de soutien et d'assistance à leur intention, dans le cadre de mesures de justice pénale visant toutes les infractions, y compris la corruption et le terrorisme, conformément aux instruments internationaux applicables et compte tenu des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale;

m) Mettre en œuvre une démarche axée sur les victimes pour prévenir et combattre toutes les formes de traite des personnes aux fins d'exploitation, y compris l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes, selon qu'il convient, conformément aux dispositions pertinentes du Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée¹⁹, et compte tenu du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la

¹⁷ Résolution 65/228 de l'Assemblée générale, annexe.

¹⁸ Résolution 65/229 de l'Assemblée générale, annexe.

¹⁹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2237, n° 39574.

traite des personnes²⁰, et collaborer, selon que de besoin, avec les organisations régionales, internationales et de la société civile pour surmonter les obstacles qui peuvent entraver l'apport d'une aide sociale et juridique aux victimes de la traite;

n) Prendre des mesures efficaces pour protéger les droits fondamentaux des migrants objet d'un trafic, en particulier des femmes et des enfants, et des enfants migrants non accompagnés, conformément aux obligations qu'imposent à leurs Parties la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée²¹, son Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer²², qui prévoit que les migrants ne doivent pas devenir passibles de poursuites pénales en vertu dudit Protocole du seul fait qu'ils ont été l'objet d'un trafic, et les autres instruments internationaux pertinents, et faire tout notre possible pour prévenir de nouvelles pertes en vies humaines et traduire en justice ceux qui se livrent à ce trafic;

o) Prendre des mesures efficaces pour éliminer la violence à l'encontre de tous les migrants, des travailleurs migrants et de leurs familles, et prendre toutes les mesures juridiques et administratives nécessaires pour prévenir et combattre cette violence;

p) Approfondir les recherches et recueillir des données sur la victimisation résultant de toute discrimination de quelque sorte que ce soit et échanger des données d'expérience et des informations sur les lois et les politiques efficaces pouvant permettre de prévenir de tels actes, d'en traduire les auteurs en justice et d'en soutenir les victimes;

q) Envisager de dispenser aux professionnels de la justice pénale une formation spécialisée pour qu'ils soient mieux à même de détecter, d'analyser et de réprimer les infractions motivées par la haine et la discrimination quelle qu'elle soit, et d'enquêter à leur sujet et pour qu'ils puissent engager un dialogue effectif avec les groupes de victimes et amener la population à avoir davantage confiance dans les services de justice pénale et à coopérer avec eux;

r) Intensifier les efforts que nous déployons aux niveaux national et international afin d'éliminer toutes les formes de discrimination, dont le racisme, l'intolérance religieuse, la xénophobie et la discrimination fondée sur le sexe, notamment en menant des actions de sensibilisation, en élaborant des supports et des programmes éducatifs et en envisageant, au besoin, de rédiger et d'appliquer une législation contre la discrimination;

s) Prévenir et combattre, au moyen de procédures nationales adéquates d'identification des infractions et de traitement des affaires en temps voulu, les actes de violence relevant de notre compétence qui sont perpétrés à l'encontre de journalistes et de professionnels des médias, que leurs devoirs professionnels exposent souvent à un risque particulier d'intimidation, de harcèlement et de violence, du fait notamment de groupes criminels organisés et de terroristes ou en cas de situations de conflit et d'après-conflit, et veiller à ce que chacun ait à répondre de ses actes grâce à des enquêtes impartiales, rapides et efficaces, conformément à la législation nationale et au droit international applicable;

²⁰ Résolution 64/293 de l'Assemblée générale.

²¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2225, n° 39574.

²² *Ibid.*, vol. 2241, n° 39574.

t) Renforcer la mise au point et l'utilisation d'outils et de méthodes visant à améliorer la disponibilité et la qualité des informations statistiques et des études analytiques sur la criminalité et la justice pénale au niveau international, de façon à pouvoir mieux mesurer et évaluer les effets des mesures de lutte contre la criminalité et à accroître l'efficacité des programmes de prévention de la criminalité et de justice pénale aux niveaux national, régional et international.

6. Nous saluons les travaux du Groupe d'experts sur l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, prenons note du projet d'ensemble actualisé de règles auquel il a mis la dernière main à la réunion qu'il a tenue au Cap (Afrique du Sud) du 2 au 5 mars 2015, et attendons avec intérêt l'examen de ce texte par la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale et la suite qu'elle souhaitera y donner.

7. Nous affirmons avec insistance que l'éducation pour tous les enfants et les jeunes, y compris l'élimination de l'analphabétisme, est essentielle pour prévenir la criminalité et la corruption et promouvoir une culture de la légalité propre à faire prévaloir l'état de droit et les droits de l'homme dans le respect de l'identité culturelle. À cet égard, nous soulignons également que les jeunes ont un rôle fondamental à jouer dans la prévention de la criminalité. Nous entendons donc:

a) Créer dans les écoles des conditions d'apprentissage sûres et motivantes, qui bénéficient du soutien de la collectivité, notamment en protégeant les enfants contre toutes formes de violence, de harcèlement, d'intimidation, de maltraitance sexuelle et d'abus de drogues, conformément à nos lois internes;

b) Intégrer la prévention de la criminalité, la justice pénale et les autres aspects de l'état de droit dans nos systèmes éducatifs respectifs;

c) Intégrer des stratégies de prévention de la criminalité et de justice pénale dans toutes les politiques et tous les programmes sociaux et économiques qui s'y prêtent, surtout ceux en faveur des jeunes, en mettant particulièrement l'accent sur les programmes qui visent principalement à offrir aux adolescents et aux jeunes adultes de meilleures perspectives de formation et d'emploi;

d) Donner à tous accès à l'éducation, y compris à une formation technique et professionnelle, et promouvoir l'acquisition de connaissances tout au long de la vie de chacun.

8. Nous entendons renforcer la coopération internationale sur laquelle repose l'action que nous menons en faveur de la prévention de la criminalité et faire en sorte que nos systèmes de justice pénale soient efficaces, équitables, humains et responsables, ainsi que prévenir et combattre à terme toutes les formes de criminalité. Nous engageons les États parties à appliquer et à utiliser de manière plus effective la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et les Protocoles s'y rapportant, la Convention des Nations Unies contre la corruption, les trois conventions internationales relatives au contrôle des drogues et les conventions et protocoles internationaux de lutte contre le terrorisme, et prions instamment tous les États Membres qui ne l'ont pas encore fait d'envisager de ratifier ces instruments ou d'y adhérer. Nous affirmons avec force que toutes les mesures de lutte contre le terrorisme doivent être conformes à l'ensemble de nos obligations au regard du droit international. Nous entendons en outre renforcer encore la coopération internationale pour mettre fin à l'exploitation systématique de

très nombreuses personnes forcées et contraintes au quotidien de subir maltraitances et humiliations. Nous tendons donc à:

a) Promouvoir et resserrer la coopération internationale et régionale afin de renforcer encore les capacités des systèmes nationaux de justice pénale, notamment en nous efforçant de moderniser et de consolider la législation nationale, selon qu'il convient, ainsi qu'en formant et perfectionnant de concert le personnel de ces systèmes, en particulier pour favoriser la mise en place d'autorités centrales fortes et efficaces qui soient chargées de la coopération internationale en matière pénale, dans les domaines, entre autres, de l'extradition, de l'entraide judiciaire, du transfert des procédures pénales et du transfèrement des personnes condamnées, conclure, selon qu'il convient, des accords de coopération bilatéraux et régionaux, et poursuivre la constitution de réseaux spécialisés composés d'agents des services de détection et de répression, de représentants des autorités centrales, de procureurs, de juges, d'avocats et de prestataires d'aide juridique qui peuvent ainsi échanger des informations et mettre en commun leurs bonnes pratiques et connaissances spécialisées, notamment, s'il y a lieu, en promouvant l'établissement d'un réseau virtuel mondial propre à favoriser, chaque fois que cela est possible, les relations directes entre autorités compétentes et à faciliter de ce fait l'échange d'informations et l'entraide judiciaire, en tirant le meilleur parti des plates-formes d'information et de communication;

b) Continuer d'appuyer la mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités et l'offre de formations à l'intention des agents de la justice pénale afin de prévenir et de combattre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, dans le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris en ce qui concerne la coopération internationale en matière pénale et la lutte contre le financement du terrorisme, l'utilisation d'Internet à des fins terroristes, la destruction du patrimoine culturel par des terroristes et les enlèvements avec demande de rançon ou à des fins d'extorsion, et afin de s'attaquer aux circonstances propices à la propagation du terrorisme, et coopérer, mais aussi aborder, continuer d'analyser et recenser les domaines se prêtant à des interventions communes, grâce, entre autres, à un échange effectif d'informations et à la mise en commun de données d'expérience et de pratiques optimales, afin de rompre tous les liens qui existent, se créent ou peuvent apparaître dans certains cas entre la criminalité transnationale organisée, les activités illicites liées à la drogue, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et de renforcer ainsi les réponses pénales apportées à ces formes de criminalité;

c) Adopter, aux niveaux national et international, des mesures efficaces pour empêcher les groupes terroristes de retirer un bénéfice du versement de rançons;

d) Resserrer la coopération aux niveaux international, régional, sous-régional et bilatéral pour faire face à la menace que représentent les combattants terroristes étrangers, notamment en intensifiant les échanges en temps voulu d'informations opérationnelles, l'appui logistique, s'il y a lieu, et les activités de renforcement des capacités telles que celles qu'offre l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, pour mettre en commun et adopter les meilleures pratiques à suivre pour identifier les combattants terroristes étrangers, les empêcher de quitter ou de traverser le territoire d'un État Membre ou d'y pénétrer, prévenir le financement, la mobilisation, le recrutement et l'organisation des combattants

terroristes étrangers, s'opposer à l'extrémisme violent et à la radicalisation entraînant la violence, qui peuvent constituer un terrain favorable au terrorisme, redoubler d'efforts dans la mise en œuvre de programmes de déradicalisation et veiller à ce que quiconque participe au financement, à la planification, à la préparation ou à la perpétration d'actes terroristes ou à l'appui à de tels actes soit traduit en justice, conformément aux obligations qu'imposent le droit international et le droit interne applicable;

e) Prendre des mesures efficaces pour détecter, prévenir et combattre la corruption, ainsi que le transfert à l'étranger et le blanchiment d'avoirs tirés de la corruption, et renforcer la coopération internationale et l'assistance aux États Membres afin de les aider à localiser, geler ou saisir ces avoirs, et à les recouvrer et les restituer, conformément à la Convention des Nations Unies contre la corruption, en particulier à son chapitre V, et continuer à cet égard de débattre de solutions novatrices pour améliorer l'entraide judiciaire afin d'accélérer les procédures de recouvrement d'avoirs et de les rendre plus fructueuses, tout en tirant parti de l'expérience et des connaissances acquises dans le cadre de l'Initiative pour le recouvrement des avoirs volés de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et de la Banque mondiale;

f) Concevoir des stratégies visant à prévenir et combattre tous les flux financiers illicites et souligner qu'il faut d'urgence adopter des mesures plus efficaces de lutte contre la criminalité économique et financière, dont la fraude, et contre les infractions fiscales et la criminalité d'entreprise, en particulier dans leurs dimensions transnationales;

g) Renforcer les mesures prises pour prévenir et combattre plus efficacement le blanchiment d'argent ou, selon le cas, adopter de telles mesures, et améliorer les dispositifs visant à identifier, localiser, geler, saisir et recouvrer le produit de la criminalité, dont les revenus et autres avoirs non recensés et mis en lieu sûr, pour finalement le confisquer, y compris, selon qu'il convient et conformément au droit interne, en l'absence de condamnation, et en disposer en toute transparence;

h) Concevoir et mettre en place des mécanismes adaptés pour administrer les avoirs gelés, saisis ou confisqués qui sont le produit de la criminalité et en préserver la valeur et l'état, mais aussi resserrer la coopération internationale en matière pénale et étudier les moyens de s'accorder une entraide similaire dans le cadre des procédures civiles et administratives à des fins de confiscation;

i) Prendre les mesures voulues pour prévenir et combattre la traite des personnes et le trafic de migrants, tout en protégeant les victimes et les personnes qui ont fait l'objet de ces infractions, en passant par toutes les étapes juridiques et administratives nécessaires, conformément aux protocoles sur ces sujets, selon qu'il convient, et en resserrant la coopération et la coordination interinstitutionnelles au niveau national et la coopération bilatérale, régionale et multilatérale;

j) Envisager, dans le cadre des enquêtes et poursuites visant des infractions liées à la traite des personnes et au trafic de migrants, d'entreprendre en parallèle des enquêtes financières afin de localiser, de geler et de confisquer les avoirs tirés de ces infractions, et de faire de ces actes des infractions principales de blanchiment d'argent, et renforcer la coordination et l'échange d'informations entre services compétents;

k) Concevoir et adopter, selon qu'il convient, des mesures efficaces pour prévenir et combattre la fabrication illicite et le trafic d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, ainsi que d'explosifs, notamment en menant des campagnes de sensibilisation ayant pour objectif de faire cesser l'usage illicite d'armes à feu et la fabrication illicite d'explosifs, encourager les États parties au Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée²³, à mieux appliquer cet instrument et, pour ce faire, à envisager d'exploiter tous les outils disponibles, dont les techniques de marquage et d'enregistrement, pour faciliter le traçage des armes à feu et, si possible, de leurs pièces, éléments et munitions, de manière à faire progresser les enquêtes pénales visant le trafic d'armes à feu, soutenir la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects²⁴, et prendre note de ce qu'apportent les instruments existants à cet égard ainsi qu'en rapport avec des questions connexes, aux niveaux régional et international;

l) S'employer plus activement à lutter contre le problème mondial de la drogue, selon le principe de la responsabilité commune et partagée et suivant une démarche globale et équilibrée, qui fasse notamment appel à une coopération bilatérale, régionale et internationale plus efficace entre services judiciaires et répressifs, s'attaquer à la participation de groupes criminels organisés à la production illicite et au trafic de drogues et à d'autres activités apparentées, et faire le nécessaire pour réduire la violence qui accompagne ce trafic;

m) Continuer d'étudier toutes les options envisageables pour mettre en place un ou plusieurs mécanismes qui aideraient la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée à examiner de manière efficace et rationnelle l'application de la Convention et des Protocoles s'y rapportant;

n) Inviter les États Membres à s'inspirer des traités types sur la coopération internationale en matière pénale lorsqu'ils envisagent de passer des accords avec d'autres États, considérant l'intérêt que ces importants outils présentent pour le développement de la coopération internationale, et inviter la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à continuer de repérer ceux de ces textes qui, d'après les réactions reçues des États Membres, auraient besoin d'être mis à jour.

9. Nous entendons faire en sorte que les retombées des progrès économiques, sociaux et technologiques constituent une force positive allant dans le sens des efforts que nous déployons pour prévenir et combattre les formes de criminalité nouvelles et émergentes. Nous sommes conscients qu'il nous incombe de faire face comme il se doit aux menaces nouvelles, émergentes et évolutives que font planer ces infractions. Nous tendons donc à:

a) Concevoir et appliquer des mesures globales de prévention de la criminalité et de justice pénale, qui prévoient notamment le renforcement des capacités de nos institutions judiciaires et répressives, et adopter, au besoin, des

²³ Ibid., vol. 2326, n° 39574.

²⁴ *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, New York, 9-20 juillet 2001 (A/CONF.192/15), chap. IV, par. 24.*

mesures législatives et administratives pour prévenir et combattre efficacement les formes de criminalité nouvelles, émergentes et évolutives aux niveaux national, régional et international, compte tenu du champ d'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée qui couvre les "infractions graves", conformément à nos législations nationales;

b) Envisager les mesures spéciales à prendre pour mettre en place un cyberenvironnement sûr et résilient, prévenir et combattre les actes criminels commis sur Internet, en accordant une attention particulière à l'usurpation d'identité, au recrutement aux fins de la traite des personnes et à la protection des enfants contre l'exploitation et la maltraitance en ligne, et resserrer la coopération entre services de répression aux niveaux national et international, notamment pour identifier et protéger les victimes en retirant entre autres d'Internet tout matériel pornographique mettant en scène des enfants, en particulier toute image de maltraitance sexuelle d'enfants, améliorer la sécurité des réseaux informatiques et protéger l'intégrité des infrastructures correspondantes, et s'attacher à fournir une assistance technique et des services de renforcement des capacités s'inscrivant dans le long terme afin que les autorités nationales soient mieux à même de faire face à la cybercriminalité, notamment de prévenir cette criminalité sous toutes ses formes, la détecter, enquêter à son sujet et en poursuivre les auteurs. En outre, nous prenons note des travaux du groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée chargé de réaliser une étude approfondie sur le problème de la cybercriminalité et sur les mesures prises par les États Membres, la communauté internationale et le secteur privé pour y répondre, et invitons la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à envisager de recommander que le groupe d'experts continue, sur la base de ses travaux, d'échanger des informations sur les législations nationales, les meilleures pratiques, l'assistance technique et la coopération internationale, afin de trouver des moyens de renforcer les mesures juridiques ou autres prises aux niveaux national et international face à la cybercriminalité et d'en proposer de nouvelles;

c) Appliquer en les renforçant les mesures globales de prévention de la criminalité et de justice pénale visant le trafic de biens culturels, afin de permettre la coopération internationale la plus large possible face à ce type de criminalité, et passer en revue et consolider la législation interne de lutte contre le trafic de biens culturels, selon qu'il convient, conformément aux engagements que nous avons pris en vertu d'instruments internationaux comme, le cas échéant, la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels²⁵ de 1970, et compte tenu des Principes directeurs internationaux sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale relatives au trafic de biens culturels et autres infractions connexes²⁶, continuer de recueillir et d'échanger des informations et des statistiques sur le trafic de biens culturels, en particulier celui qui fait intervenir des groupes criminels organisés et des organisations terroristes, et continuer d'étudier l'intérêt que peut présenter le traité type pour la prévention des infractions visant les

²⁵ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 823, n° 11806.

²⁶ Résolution 69/196 de l'Assemblée générale, annexe.

biens meubles qui font partie du patrimoine culturel des peuples²⁷, ainsi que les règles et normes internationales en la matière, et les améliorations qui peuvent y être apportées, en étroite coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation internationale de police criminelle et d'autres organisations internationales compétentes, afin de coordonner les efforts déployés par chacune d'elles dans l'exécution de son mandat;

d) Poursuivre les travaux de recherche consacrés aux liens entre la criminalité urbaine et d'autres formes de criminalité organisée dans les mêmes pays ou régions, dont les infractions commises par des bandes, et échanger entre États Membres et avec les organisations internationales et régionales compétentes des données d'expérience et des informations concernant les programmes et politiques de prévention de la criminalité et de justice pénale ayant porté des fruits, afin de suivre des démarches novatrices pour lutter contre les incidences de la criminalité urbaine et de la violence liée aux bandes sur des populations et lieux donnés, en favorisant l'inclusion sociale et l'emploi, avec pour objectif de faciliter la réinsertion sociale des adolescents et des jeunes adultes;

e) Adopter des mesures efficaces pour prévenir et combattre ce phénomène grave que constituent les infractions ayant des incidences sur l'environnement, comme le trafic d'espèces sauvages, notamment de flore et de faune protégées en vertu de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction²⁸, de bois et produits qui en sont issus et de déchets dangereux, ainsi que le braconnage, en renforçant la législation, la coopération internationale, la valorisation des capacités, les mesures de justice pénale et celles de répression en vue, notamment, de lutter contre la criminalité transnationale organisée, la corruption et le blanchiment d'argent liés à ces infractions;

f) Veiller à ce que nos services de répression et de justice pénale disposent des compétences et des moyens techniques requis pour lutter comme il convient contre ces formes nouvelles et émergentes de criminalité, en coopération et en coordination étroites les uns avec les autres, et leur apporter tout l'appui financier et structurel dont ils ont besoin;

g) Poursuivre l'analyse et l'échange d'informations et de pratiques relatives aux autres formes évolutives de criminalité transnationale organisée ayant des incidences variables aux niveaux régional et mondial, afin de prévenir et de combattre plus efficacement la criminalité et de renforcer l'état de droit. Ces infractions peuvent comprendre, selon les cas, la contrebande de pétrole et de ses dérivés, le trafic de pierres et métaux précieux, l'exploitation minière illégale, la contrefaçon de marchandises de marque, le trafic d'organes, de sang et de tissus humains, ainsi que la piraterie et les actes de criminalité transnationale organisée commis en mer²⁹.

²⁷ *Huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, La Havane, 27 août-7 septembre 1990: rapport établi par le Secrétariat* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.91.IV.2), chap. I, sect. B.1, annexe.

²⁸ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 993, n° 14537.

²⁹ Au sens que la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale a donné à ce terme dans sa résolution 22/6.

10. Nous soutenons l'élaboration et la mise en œuvre de processus consultatifs et participatifs de prévention de la criminalité et de justice pénale, l'objectif étant d'inciter tous les membres de la société, dont les personnes qui risquent de devenir délinquantes ou victimes, à rendre nos efforts de prévention plus efficaces et de créer la confiance vis-à-vis des systèmes de justice pénale. Nous sommes conscients du rôle et de la responsabilité de premier plan qui nous reviennent, à tous les niveaux, pour ce qui est de concevoir et d'appliquer des stratégies de prévention de la criminalité et des politiques de justice pénale à l'échelle nationale et infranationale. Nous sommes également conscients que, pour rendre ces stratégies plus efficaces et équitables, nous devrions prendre des mesures visant à faire participer la société civile, le secteur privé et le monde universitaire, y compris les instituts composant le réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, ainsi que les médias et tous les autres acteurs concernés, à la conception et à l'application de politiques de prévention de la criminalité. Nous entendons donc:

a) Prévoir et mettre en œuvre des politiques et programmes complets qui favorisent le développement socioéconomique et mettent l'accent sur la prévention de la violence et de la criminalité, notamment urbaine, et soutenir les autres États Membres dans ces efforts, en particulier par l'échange de données d'expérience et d'informations pertinentes concernant les politiques et programmes ayant permis de réduire la criminalité et la violence grâce à des mesures sociales;

b) Mettre au point des campagnes de sensibilisation qui transmettent des valeurs clefs reposant sur l'état de droit et fassent appel à des programmes pédagogiques, y associant des politiques économiques et sociales favorisant l'équité, la solidarité et la justice, et aller vers les jeunes pour faire d'eux les agents d'un changement positif;

c) Promouvoir une culture de la légalité fondée sur les droits de l'homme et l'état de droit mais respectant les identités culturelles, en mettant tout particulièrement l'accent sur l'enfance et la jeunesse, en cherchant à s'attacher le soutien de la société civile et en intensifiant nos efforts de prévention et les mesures qui ciblent les familles, les établissements scolaires, les institutions religieuses et culturelles, les associations locales et le secteur privé et qui tirent parti de tout le potentiel que ceux-ci peuvent offrir, afin de nous attaquer aux causes socioéconomiques profondes de la criminalité;

d) Promouvoir la gestion et la résolution des conflits sociaux par le dialogue et par des mécanismes de participation citoyenne, y compris en sensibilisant les esprits, en empêchant la victimisation, en resserrant la coopération entre la population, les autorités compétentes et la société civile, et en favorisant la justice réparatrice;

e) Inspirer à la population une plus grande confiance dans la justice pénale en prévenant la corruption et en prônant le respect des droits de l'homme, ainsi qu'en améliorant la compétence professionnelle du personnel et renforçant les contrôles dans tous les secteurs du système de justice pénale, de manière à ce que celui-ci soit accessible à tous et adapté aux besoins et droits de chacun;

f) Envisager l'usage qui pourrait être fait des technologies traditionnelles et nouvelles de l'information et de la communication pour élaborer des politiques et programmes visant à renforcer la prévention de la criminalité et la justice pénale,

ainsi que pour recenser les questions de sécurité publique qui se posent, et favoriser la participation du public;

g) Encourager l'amélioration des aspects des systèmes d'administration électronique qui touchent à la prévention de la criminalité et à la justice pénale afin de renforcer la participation de la population, et favoriser l'usage des nouvelles technologies pour faciliter la coopération et les partenariats entre la police et la collectivité qu'elle dessert, ainsi que pour mettre en commun les bonnes pratiques et échanger des informations en matière de police de proximité;

h) Resserrer les partenariats public-privé pour prévenir et combattre la criminalité sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations;

i) Veiller à ce que la population ait accès au contenu des lois, et promouvoir, selon qu'il convient, la transparence des procès pénaux;

j) Adopter des pratiques et mesures, ou s'appuyer sur celles qui existent, pour encourager la population, en particulier les victimes, à dénoncer les actes de criminalité et de corruption et à suivre les affaires, et concevoir et appliquer des mesures de protection des donneurs d'alerte et des témoins;

k) Envisager de s'associer ou d'apporter un soutien aux initiatives collectives et d'encourager la participation active des citoyens de façon à assurer l'accès de tous à la justice, notamment en leur faisant connaître leurs droits, et en les faisant participer à la prévention de la criminalité et au traitement des délinquants, y compris en créant des possibilités de travail d'intérêt général et en soutenant la réinsertion sociale et la réadaptation des délinquants, et encourager à cet égard la mise en commun des meilleures pratiques et l'échange d'informations concernant les politiques et programmes de réinsertion sociale et les partenariats public-privé qui se prêtent à une telle action;

l) Encourager le secteur privé à participer activement à la prévention de la criminalité, ainsi qu'aux programmes d'insertion sociale et de préparation à l'emploi s'adressant aux membres vulnérables de la société, notamment aux victimes d'infractions et à ceux qui sortent de prison;

m) Mettre en place et maintenir à niveau les moyens nécessaires pour mener des travaux de recherche dans le domaine de la criminologie, ainsi que de la criminalistique et de la science pénitentiaire, et tirer parti des connaissances scientifiques actuelles pour concevoir et mettre en œuvre des politiques, programmes et projets en la matière.

11. Dans la poursuite de nos efforts visant à atteindre les objectifs fixés dans la présente déclaration, à renforcer la coopération internationale, à faire prévaloir l'état de droit et à veiller à ce que nos systèmes de prévention de la criminalité et de justice pénale soient efficaces, équitables, humains et responsables, nous réaffirmons l'importance de politiques et programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités adaptés, durables, efficaces et s'inscrivant dans le long terme. Nous tendons donc à:

a) Continuer de dégager des financements suffisants, stables et prévisibles à l'appui de la conception et de la mise en œuvre de programmes efficaces pour prévenir et combattre la criminalité sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, lorsque les États Membres en font la demande et après une

évaluation de leurs besoins et priorités propres, en étroite collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime;

b) Inviter l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, les instituts faisant partie du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et toutes les entités des Nations Unies et organisations internationales et régionales compétentes, dans l'accomplissement de leur mandat, à continuer de coordonner leur action avec celle des États Membres et de coopérer avec eux pour apporter des solutions efficaces aux problèmes qui se posent aux niveaux national, régional et mondial, ainsi que pour faire participer plus effectivement la population à la prévention de la criminalité et à la justice pénale, y compris par la réalisation d'études et la conception et la mise en œuvre de programmes.

12. Nous réaffirmons que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime demeure un partenaire essentiel pour la concrétisation de nos aspirations en matière de prévention de la criminalité et de justice pénale et l'application des dispositions de la présente déclaration.

13. Nous prenons note avec satisfaction de l'offre du Gouvernement japonais d'accueillir en 2020 le quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.

14. Nous exprimons notre profonde gratitude au peuple et au Gouvernement qatarien pour leur chaleureuse et généreuse hospitalité et pour les excellentes installations mises à la disposition du treizième Congrès.

Projet de résolution II

Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Mandela)

L'Assemblée générale,

Guidée par les principaux buts de l'Organisation des Nations Unies, énoncés dans le Préambule de la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme³⁰, et inspirée par la détermination à proclamer à nouveau sa foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, sans distinction d'aucune sorte, et dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international et à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

Rappelant toutes les règles et normes en matière de prévention du crime et de justice pénale élaborées à la demande de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale et adoptées ou recommandées par elle-même, ou adoptées par un congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et sachant que la Déclaration universelle des droits de l'homme est une source dont s'inspirent les règles et normes de prévention du crime et de justice pénale,

³⁰ Résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale.

Ayant à l'esprit que l'Organisation des Nations Unies se préoccupe de longue date de l'humanisation de la justice pénale et de la protection des droits de l'homme, et soulignant l'importance capitale de ces droits dans l'administration courante de la justice pénale et la prévention de la criminalité,

Consciente que l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus³¹ a été l'ensemble de normes minima universellement reconnu en matière de détention des détenus et qu'il a eu un rôle et une influence considérables, en tant que guide, dans le développement des lois, politiques et pratiques pénitentiaires depuis son adoption par le premier Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenu en 1955,

Sachant que, dans la "Déclaration de Salvador sur des stratégies globales pour faire face aux défis mondiaux: les systèmes de prévention du crime et de justice pénale et leur évolution dans un monde en mutation"³², les États Membres ont considéré qu'un système de justice pénale efficace, équitable, responsable et humain reposait sur la volonté résolue de faire prévaloir la protection des droits de l'homme dans l'administration de la justice et dans les activités préventives et la lutte contre la criminalité, et reconnu la valeur et l'influence des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale dans la conception et l'application des politiques, lois, procédures et programmes nationaux en matière de prévention du crime et de justice pénale,

Tenant compte de l'élaboration progressive de normes internationales dans le domaine du traitement des détenus depuis 1955, dont des instruments internationaux tels que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques³³, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels³³ et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants³⁴ et le Protocole facultatif s'y rapportant³⁵,

Rappelant les règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale portant sur le traitement des détenus et les mesures de substitution à l'emprisonnement adoptées depuis 1955, en particulier les dispositions visant à assurer l'application effective de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus³⁶, l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement³⁷, les Principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus³⁸, les Règles minima des Nations Unies pour l'élaboration de mesures non privatives de liberté (Règles de Tokyo)³⁹ et les Principes fondamentaux concernant le recours à des programmes de justice réparatrice en matière pénale⁴⁰,

³¹ *Droits de l'homme: Recueil d'instruments internationaux*, volume I (première partie), *Instruments universels* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.02.XIV.4 (vol. I, première partie)), sect. J, n° 34.

³² Résolution 65/230 de l'Assemblée générale, annexe.

³³ Voir résolution 2200 A (XXI), annexe.

³⁴ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1465, n° 24841.

³⁵ *Ibid.*, vol. 2375, n° 24841.

³⁶ Résolution 1984/47 du Conseil économique et social, annexe.

³⁷ Résolution 43/173 de l'Assemblée générale, annexe.

³⁸ Résolution 45/111 de l'Assemblée générale, annexe.

³⁹ Résolution 45/110 de l'Assemblée générale, annexe.

⁴⁰ Résolution 2002/12 du Conseil économique et social, annexe.

Consciente qu'il faut faire preuve de vigilance dans l'administration de la justice face à la situation particulière des enfants, des mineurs et des femmes, surtout lorsqu'ils sont privés de liberté, comme le prévoient l'Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing)⁴¹, les Principes directeurs des Nations Unies pour la prévention de la délinquance juvénile (Principes directeurs de Riyad)⁴², les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté⁴³, et les Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes (Règles de Bangkok)⁴⁴,

Rappelant les règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale adoptées depuis 1955, qui donnent des directives complémentaires au sujet du traitement des détenus et notamment le Code de conduite pour les responsables de l'application des lois⁴⁵, les Principes d'éthique médicale applicables au rôle du personnel de santé, en particulier des médecins, dans la protection des prisonniers et des détenus contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants⁴⁶, les Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois⁴⁷, les Principes des Nations Unies relatifs aux moyens d'enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants pour établir la réalité des faits⁴⁸ et les Principes et lignes directrices des Nations Unies sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale⁴⁹,

Ayant à l'esprit les principes et accords régionaux relatifs au traitement des détenus, y compris les Principes et bonnes pratiques de protection des personnes privées de liberté dans les Amériques, les Règles pénitentiaires européennes révisées, la Déclaration de Kampala sur les conditions de détention dans les prisons en Afrique⁵⁰, la Déclaration d'Arusha sur la bonne pratique en matière pénitentiaire⁵¹ et les Principes et directives sur le droit à un procès équitable et l'assistance judiciaire en Afrique,

Rappelant sa résolution 65/230 du 21 décembre 2010, intitulée "Douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale" dans laquelle elle a prié la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale de créer un groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée chargé d'échanger des informations sur les meilleures pratiques, ainsi que sur les législations nationales et le droit international existant, et de réviser l'ensemble existant des règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus, afin

⁴¹ Résolution 40/33 de l'Assemblée générale, annexe.

⁴² Résolution 45/112 de l'Assemblée générale, annexe.

⁴³ Résolution 45/113 de l'Assemblée générale, annexe.

⁴⁴ Résolution 65/229 de l'Assemblée générale, annexe.

⁴⁵ Résolution 34/169 de l'Assemblée générale, annexe.

⁴⁶ Résolution 37/194 de l'Assemblée générale, annexe.

⁴⁷ *Huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, La Havane, 27 août-7 septembre 1990: rapport établi par le Secrétariat* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.91.IV.2), chap. I, sect. B.2, annexe.

⁴⁸ Résolution 55/89 de l'Assemblée générale, annexe.

⁴⁹ Résolution 67/187 de l'Assemblée générale, annexe.

⁵⁰ Résolution 1997/36 du Conseil économique et social, annexe.

⁵¹ Résolution 1999/27 du Conseil économique et social, annexe.

qu'elles tiennent compte des progrès récents de la science pénitentiaire et des meilleures pratiques en la matière,

Rappelant également ses résolutions 67/188 du 20 décembre 2012, 68/190 du 18 décembre 2013 et 69/192 du 18 décembre 2014, intitulées "Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus", en particulier sa résolution 68/190, dans laquelle elle a pris note avec satisfaction des travaux réalisés par le Groupe d'experts sur l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, et sa résolution 69/192, dans laquelle elle a souligné qu'il faudrait s'efforcer de mener ce processus à terme, en s'appuyant sur les recommandations issues des trois réunions du Groupe d'experts et les communications des États Membres,

Ayant à l'esprit que, dans sa résolution 68/190, elle a tenu compte des recommandations du Groupe d'experts en ce qui concerne les questions et les règles devant être examinées aux fins de la révision de l'Ensemble de règles minima dans les domaines suivants:

- a) Le respect dû à la dignité et à la valeur inhérentes aux détenus en tant qu'êtres humains; (règle 6, par. 1; règles 57 à 59; et règle 60, par. 1),
- b) Les services médicaux et les soins de santé (règles 22 à 26; règle 52; règle 62; et règle 71, par. 2),
- c) Les mesures et sanctions disciplinaires, notamment en ce qui concerne le rôle du personnel médical, l'isolement et la réduction de nourriture (règles 27, 29, 31 et 32),
- d) La nécessité d'enquêter sur tout cas de décès survenu en détention et sur tout signe ou allégation de torture ou de peine ou traitement inhumains ou dégradants infligés à des détenus (règle 7 et règles proposées 44 *bis* et 54 *bis*),
- e) La protection et les besoins spécifiques des groupes vulnérables privés de liberté, notamment dans le contexte des pays en situation difficile (règles 6 et 7),
- f) Le droit d'accès à la représentation juridique (règle 30; règle 35, par. 1; règle 37; et règle 93),
- g) Les plaintes et l'inspection indépendante (règles 36 et 55),
- h) Le remplacement des termes surannés (règles 22 à 26, 62, 82 et 83, entre autres),
- i) La formation du personnel concerné à l'application de l'Ensemble de règles minima (règle 47),

Ayant également à l'esprit que, dans sa résolution 69/192, elle a rappelé que les modifications susceptibles d'être apportées à l'Ensemble de règles minima ne devraient en aucun cas abaisser les normes existantes, mais devraient tenir compte des progrès récents de la science pénitentiaire et des bonnes pratiques en la matière, afin de promouvoir la sûreté, la sécurité et le traitement humain des détenus,

Ayant en outre à l'esprit les longues consultations, y compris les consultations préliminaires techniques faisant appel à des experts et les réunions organisées à Vienne, à Buenos Aires et au Cap (Afrique du Sud), qui se sont tenues sur une période de cinq ans pour aboutir aux recommandations du Groupe d'experts, ainsi que l'active participation et l'apport des États Membres de toutes les régions, avec le concours de représentants du réseau du programme des Nations Unies pour la

prévention du crime et la justice pénale et d'autres entités des Nations Unies, comme le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, les organisations intergouvernementales, y compris le Comité international de la Croix-Rouge, les institutions spécialisées des Nations Unies, notamment l'Organisation mondiale de la Santé, les organisations non gouvernementales et les experts dans les domaines de la science pénitentiaire et des droits de l'homme,

Rappelant sa résolution 69/172 du 18 décembre 2014, intitulée "Les droits de l'homme dans l'administration de la justice", dans laquelle elle a déclaré mesurer l'importance du principe selon lequel, sous réserve des restrictions légitimes nécessairement liées à leur incarcération, les personnes privées de liberté doivent continuer à jouir de leurs droits individuels intangibles et de tous les autres droits de l'homme et libertés fondamentales, rappelé que la réinsertion et la réadaptation sociales des personnes privées de liberté doivent constituer l'un des objectifs fondamentaux du système de justice pénale de telle sorte que, dans toute la mesure possible, les auteurs d'infractions puissent vivre dans le respect des lois et subvenir à leurs besoins lorsqu'ils reprennent leur place dans la société, et pris note entre autres de l'observation générale n° 21 sur le droit des personnes privées de liberté d'être traitées avec humanité, que le Comité des droits de l'homme a adoptée⁵²,

1. *Exprime sa gratitude et sa reconnaissance* au Gouvernement sud-africain pour avoir accueilli la réunion du Groupe d'experts sur l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus au Cap (Afrique du Sud), du 2 au 5 mars 2015, et avoir apporté un soutien financier et joué un rôle de premier plan tout au long du processus d'examen et prend note avec satisfaction du consensus réalisé autour des neuf domaines thématiques et des règles correspondantes à amender que le Groupe a identifiés lors de ses réunions précédentes⁵³;

2. *Remercie* le Gouvernement argentin d'avoir accueilli et financé la réunion que le Groupe d'experts a tenue à Buenos Aires du 11 au 13 décembre 2012 et le Gouvernement brésilien d'avoir contribué au financement de celle que le Groupe d'experts a tenue à Vienne du 25 au 28 mars 2014;

3. *Apprécie* le travail remarquable qu'a accompli le bureau de la réunion du Groupe d'experts à Vienne en 2014 en établissant, avec le concours du Secrétariat, la documentation de la réunion du Groupe d'experts qui devait se tenir au Cap (Afrique du Sud) en 2015, en particulier le document de travail révisé et unifié⁵⁴;

4. *Note* que, dans la Déclaration de Doha sur l'intégration de la prévention de la criminalité et de la justice pénale dans le programme d'action plus large de l'Organisation des Nations Unies visant à faire face aux problèmes sociaux et économiques et à promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et la participation du public⁵⁵, adoptée lors du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, tenu à Doha du 12 au 19 avril 2015, le Congrès a salué les travaux du Groupe d'experts et pris note du projet d'ensemble

⁵² Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément n° 40 (A/47/40), annexe VI.B.

⁵³ Voir E/CN.15/2015/17.

⁵⁴ UNODC/CCPCJ/EG.6/2015/2.

⁵⁵ A/CONF.222/17, chap. I, résolution 1.

actualisé de règles minima pour le traitement des détenus auquel celui-ci a mis la dernière main à sa réunion du Cap (Afrique du Sud) en mars 2015;

5. *Adopte* le projet de texte révisé de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, intitulé "Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus", qui figure en annexe à la présente résolution;

6. *Approuve* la recommandation du Groupe d'experts tendant à donner à l'Ensemble le nom de "Règles Mandela" pour rendre hommage à l'œuvre accomplie par l'ancien Président sud-africain, Nelson Rolihlahla Mandela, dont le combat mondial en faveur des droits de l'homme, de l'égalité, de la démocratie et de la promotion d'une culture de paix lui avait valu de passer 27 ans de sa vie en prison;

7. *Décide* d'étendre la portée de la Journée internationale Nelson Mandela, fêtée chaque année le 18 juillet⁵⁶, pour qu'elle soit également la Journée Mandela pour les droits des détenus afin de promouvoir des conditions de détention humaines, de sensibiliser l'opinion au fait que les détenus continuent de faire partie de la société et de reconnaître l'importance particulière du travail social accompli par le personnel pénitentiaire et à cette fin invite les États Membres, les organisations régionales et les organismes des Nations Unies à la fêter comme il se doit;

8. *Réaffirme*, en rapport avec le paragraphe 5 ci-dessus, les observations préliminaires relatives aux Règles Mandela, insiste sur la nature non contraignante de ces règles, se rend compte que les États Membres ont des cadres juridiques variés et, à cet égard, reconnaît qu'ils peuvent adapter l'application des Règles Mandela à leur cadre juridique propre, compte tenu de l'esprit et de l'objet de celles-ci;

9. *Encourage* les États Membres à s'efforcer d'améliorer les conditions de détention en conformité avec les Règles Mandela et toutes les autres règles et normes des Nations Unies applicables en matière de prévention du crime et de justice pénale, de continuer de mettre en commun leurs bonnes pratiques afin de cerner les obstacles à surmonter pour appliquer les règles et de partager l'expérience qu'ils ont acquise en faisant face à ces défis;

10. *Invite* la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à envisager, à ses prochaines sessions, de convoquer à nouveau le Groupe d'experts sur l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus pour qu'il identifie les enseignements à tirer de l'expérience, les moyens de poursuivre l'échange de bonnes pratiques et les problèmes que pose l'application des Règles;

11. *Encourage* les États Membres à promouvoir l'application des Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté⁴³ et des Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes (Règles de Bangkok)⁴⁴;

12. *Recommande* que les États Membres continuent de s'efforcer de réduire la surpopulation et, selon qu'il convient, de recourir à des mesures non privatives de liberté plutôt qu'à la détention provisoire, d'encourager un accès accru aux mécanismes de justice et de défense, de renforcer les peines de substitution à l'emprisonnement et d'appuyer les programmes de réadaptation et de réinsertion,

⁵⁶ Résolution 64/13 de l'Assemblée générale.

conformément aux Règles minima des Nations Unies pour l'élaboration de mesures non privatives de liberté (Règles de Tokyo)³⁹;

13. *Note* l'importance d'un échange volontaire de données d'expérience et de bonnes pratiques entre États Membres et entre ces derniers et les organismes internationaux concernés, selon qu'il convient, et de l'apport d'une assistance technique aux États Membres qui le demandent pour une meilleure application des Règles Mandela;

14. *Encourage* les États Membres à envisager d'affecter les ressources humaines et financières voulues pour contribuer à améliorer les conditions de détention et appliquer les Règles Mandela;

15. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime d'assurer une large diffusion aux Règles Mandela, de concevoir des supports d'orientation et de fournir une assistance technique et des services consultatifs aux États Membres dans le domaine de la réforme pénale, afin de mettre au point des lois, procédures, politiques et pratiques qui aillent dans le sens desdites règles ou de renforcer celles qui existent déjà;

16. *Félicite* la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale de continuer à contribuer à l'amélioration de l'administration de la justice en définissant et améliorant les normes et règles internationales applicables à la prévention du crime et à la justice pénale, et invite les États Membres à poursuivre leur action en la matière;

17. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de continuer à promouvoir l'utilisation et l'application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, notamment en fournissant aux États Membres qui en font la demande des services consultatifs et une assistance technique, y compris une assistance aux fins de la prévention du crime, de la réforme de la justice pénale et du droit pénal, et de l'organisation de la formation des agents des services de détection et de répression, de prévention du crime et de justice pénale, et un appui à l'administration et à la gestion de leurs systèmes pénal et pénitentiaire, ce qui contribuera à renforcer leur efficacité et leurs capacités;

18. *Invite* les États Membres et les autres donateurs à verser des ressources extrabudgétaires à ces fins, conformément aux règles et procédures de l'Organisation des Nations Unies;

19. *Affirme* le rôle important que jouent le réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social dans le processus de révision et en contribuant à la diffusion, à la promotion et à l'application pratique des Règles Mandela, conformément aux dispositions visant à en assurer l'application effective.

Annexe

Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Mandela)

Observations préliminaires

Observation préliminaire 1

Les règles suivantes n'ont pas pour objet de décrire en détail un système pénitentiaire modèle. Elles ne visent qu'à établir, en s'inspirant des conceptions généralement admises de nos jours et des éléments essentiels des systèmes contemporains les plus adéquats, les principes et les règles d'une bonne organisation pénitentiaire et de la pratique du traitement des détenus.

Observation préliminaire 2

1. Il est évident que toutes les règles ne peuvent pas être appliquées en tout lieu et en tout temps, étant donné la grande variété de conditions juridiques, sociales, économiques et géographiques que l'on rencontre dans le monde. Elles devraient cependant servir à susciter une action de longue haleine pour surmonter les difficultés pratiques que présente leur application, en ayant à l'esprit le fait qu'elles représentent, dans leur ensemble, les conditions minima qui sont jugées acceptables par les Nations Unies.

2. D'autre part, ces règles se rapportent à des domaines dans lesquels la pensée est en évolution constante. Elles ne tendent pas à exclure la possibilité de tenter des expériences et d'adopter des pratiques, pourvu que celles-ci soient en accord avec les principes et les objectifs qui se dégagent du texte de l'Ensemble de règles. Dans cet esprit, l'administration pénitentiaire centrale sera toujours fondée à autoriser des exceptions aux règles.

Observation préliminaire 3

1. La partie I de l'Ensemble de règles traite des règles concernant l'administration générale des prisons et est applicable à toutes les catégories de détenus, criminels ou civils, prévenus ou condamnés, y compris les détenus faisant l'objet d'une mesure de sûreté ou d'une mesure rééducative ordonnée par le juge.

2. La partie II contient des règles qui ne sont applicables qu'aux catégories de détenus visés par chaque section. Toutefois, les règles de la section A, applicables aux détenus condamnés, seront également applicables aux catégories de détenus visées aux sections B, C et D, pourvu qu'elles ne soient pas contradictoires avec les règles qui les régissent et à condition qu'elles soient profitables à ces détenus.

Observation préliminaire 4

1. Ces règles n'ont pas pour dessein de déterminer l'organisation des établissements réservés aux jeunes (établissements de détention pour mineurs, instituts de rééducation, etc.). Cependant, d'une façon générale, la partie I de l'Ensemble de règles peut être considérée comme applicable également à ces établissements.

2. La catégorie des jeunes détenus doit comprendre pour le moins tous les mineurs qui relèvent des juridictions pour enfants. En règle générale, ces jeunes délinquants ne devraient pas être condamnés à des peines d'emprisonnement.

I. Règles d'application générale

Principes fondamentaux

Règle 1

Tous les détenus sont traités avec le respect dû à la dignité et à la valeur inhérentes à la personne humaine. Aucun détenu ne doit être soumis à la torture ni à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et tous les détenus sont protégés contre de tels actes, qui ne peuvent en aucun cas être justifiés par quelque circonstance que ce soit. La sûreté et la sécurité des détenus, du personnel, des prestataires de services et des visiteurs doivent être assurées à tout moment.

Règle 2

1. Les présentes règles doivent être appliquées impartialement. Il ne doit y avoir aucune discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou autre, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation. Les croyances religieuses et les préceptes moraux des détenus doivent être respectés.

2. Afin de traduire dans les faits le principe de non-discrimination, l'administration pénitentiaire doit prendre en compte les besoins de chaque détenu, en particulier ceux des catégories les plus vulnérables en milieu carcéral. Les mesures requises pour protéger et promouvoir les droits des détenus ayant des besoins particuliers doivent être prises et ne doivent pas être considérées comme discriminatoires.

Règle 3

L'emprisonnement et les autres mesures qui ont pour effet de couper des personnes du monde extérieur sont afflictifs par le fait même qu'ils les dépouillent du droit de disposer d'elles-mêmes en les privant de leur liberté. Sous réserve des mesures de séparation justifiées ou du maintien de la discipline, le système pénitentiaire ne doit donc pas aggraver les souffrances inhérentes à une telle situation.

Règle 4

1. Les objectifs des peines d'emprisonnement et mesures similaires privant l'individu de sa liberté sont principalement de protéger la société contre le crime et d'éviter les récidives. Ces objectifs ne sauraient être atteints que si la période de privation de liberté est mise à profit pour obtenir, dans toute la mesure possible, la réinsertion de ces individus dans la société après leur libération, afin qu'ils puissent vivre dans le respect de la loi et subvenir à leurs besoins.

2. À cette fin, les administrations pénitentiaires et les autres autorités compétentes doivent donner aux détenus la possibilité de recevoir une instruction et une formation professionnelle et de travailler, et leur offrir toutes les autres formes d'assistance qui soient adaptées et disponibles, y compris des moyens curatifs,

moraux, spirituels, sociaux, sanitaires et sportifs. Tous les programmes, activités et services ainsi proposés doivent être mis en œuvre conformément aux besoins du traitement individuel des détenus.

Règle 5

1. Le régime carcéral doit chercher à réduire au minimum les différences qui peuvent exister entre la vie en prison et la vie en liberté dans la mesure où ces différences tendent à atténuer le sens de la responsabilité du détenu ou le respect de la dignité de sa personne.

2. Les administrations pénitentiaires doivent apporter tous les aménagements et les ajustements raisonnables pour faire en sorte que les détenus souffrant d'une incapacité physique, mentale ou autre aient un accès entier et effectif à la vie carcérale de façon équitable.

Gestion des dossiers des détenus

Règle 6

Un système uniformisé de gestion des dossiers des détenus doit être mis en place dans tout endroit où des personnes sont détenues. Ce système peut être une base de données électroniques ou un registre aux pages numérotées et signées. Des procédures doivent être adoptées pour garantir la sécurité du système de vérification et empêcher l'accès non autorisé aux informations contenues dans le système ou la modification de ces informations.

Règle 7

Aucune personne ne peut être admise dans un établissement sans un ordre d'incarcération valable. Les renseignements ci-après doivent être consignés dans le système de gestion des dossiers des détenus dès l'admission de chaque détenu dans l'établissement:

- a) Des informations précises permettant de déterminer son identité propre, en respectant son sentiment d'appartenance à un sexe;
- b) Les motifs de sa détention et l'autorité compétente qui l'a ordonnée, ainsi que la date, l'heure et le lieu de son arrestation;
- c) Le jour et l'heure de l'admission et de la sortie, ainsi que de tout transfèrement;
- d) Toute blessure visible et tout mauvais traitement préalable signalé;
- e) Un inventaire de ses effets personnels;
- f) Le nom des membres de sa famille, y compris, le cas échéant, le nom et l'âge de ses enfants, le lieu où ils se trouvent et les informations relatives à leur garde ou à leur tutelle;
- g) Les coordonnées de la personne à contacter en cas d'urgence et des renseignements sur le parent le plus proche du détenu.

Règle 8

Les renseignements ci-après doivent être consignés, le cas échéant, dans le système de gestion des dossiers des détenus au cours de la détention:

- a) Des renseignements ayant trait à la procédure judiciaire, comme la date des audiences et la représentation juridique;
- b) Les rapports d'évaluation initiale et de classification;
- c) Des renseignements concernant le comportement et la discipline;
- d) Les requêtes et plaintes, notamment les allégations de torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, sauf si elles sont de nature confidentielle;
- e) Les mesures disciplinaires imposées;
- f) Les circonstances et les causes de toute blessure ou du décès et, dans le deuxième cas, la destination de la dépouille.

Règle 9

Tous les dossiers visés aux règles 7 et 8 doivent être tenus confidentiels et n'être communiqués qu'à ceux qui doivent y avoir accès pour des besoins professionnels. Chaque détenu doit avoir accès aux données le concernant, sous réserve des suppressions autorisées par la législation nationale, et doit pouvoir recevoir une copie officielle de son dossier lors de sa libération.

Règle 10

Les systèmes de gestion des dossiers des détenus seront également utilisés pour recueillir des données fiables sur les tendances et les caractéristiques de la population carcérale, notamment les taux d'occupation, afin de servir à la prise de décisions fondées sur des données factuelles.

Séparation des catégories

Règle 11

Les différentes catégories de détenus doivent être placées dans des établissements ou quartiers distincts, en tenant compte de leur sexe, de leur âge, de leur casier judiciaire, des motifs de leur détention et des exigences de leur traitement; c'est ainsi que:

- a) Les hommes et les femmes doivent être détenus dans la mesure du possible dans des établissements différents; dans un établissement recevant à la fois des hommes et des femmes, l'ensemble des locaux destinés aux femmes doit être entièrement séparé;
- b) Les prévenus doivent être séparés des condamnés;
- c) Les condamnés à la prison pour dettes ou à une autre peine civile doivent être séparés des détenus pour infraction pénale;
- d) Les jeunes détenus doivent être séparés des adultes.

Locaux de détention

Règle 12

1. Lorsque les détenus dorment dans des cellules ou chambres individuelles, celles-ci ne doivent être occupées la nuit que par un seul détenu. Si pour des raisons spéciales, telles qu'une suroccupation temporaire, il devient nécessaire pour l'administration pénitentiaire centrale de déroger à cette règle, il n'est pas souhaitable que deux détenus occupent la même cellule ou chambre.

2. Lorsqu'on recourt à des dortoirs, ceux-ci doivent être occupés par des détenus soigneusement sélectionnés et reconnus aptes à être logés dans ces conditions. La nuit, ils seront soumis à une surveillance régulière, adaptée au type d'établissement considéré.

Règle 13

Tous les locaux de détention et en particulier ceux où dorment les détenus doivent répondre à toutes les normes d'hygiène, compte dûment tenu du climat, notamment en ce qui concerne le volume d'air, la surface minimale au sol, l'éclairage, le chauffage et la ventilation.

Règle 14

Dans tout local où les détenus doivent vivre ou travailler:

a) Les fenêtres doivent être suffisamment grandes pour que le détenu puisse lire et travailler à la lumière naturelle et être agencées de façon à permettre l'entrée d'air frais, avec ou sans ventilation artificielle;

b) La lumière artificielle doit être suffisante pour permettre au détenu de lire ou de travailler sans altérer sa vue.

Règle 15

Les installations sanitaires doivent être adéquates pour permettre au détenu de satisfaire ses besoins naturels au moment voulu, d'une manière propre et décente.

Règle 16

Les installations de bain et de douche doivent être suffisantes pour que chaque détenu puisse être à même et tenu de les utiliser, à une température adaptée au climat et aussi fréquemment que l'exige l'hygiène générale selon la saison et la région géographique, mais au moins une fois par semaine sous un climat tempéré.

Règle 17

Tous les locaux fréquentés régulièrement par les détenus doivent être correctement entretenus et être maintenus en parfait état de propreté à tout moment.

Hygiène personnelle

Règle 18

1. Les détenus sont tenus de veiller à leur propreté personnelle et doivent pour ce faire disposer d'eau et des articles de toilette nécessaires à leur santé et à leur hygiène corporelle.
2. Afin de permettre aux détenus d'avoir une bonne apparence personnelle qui leur donne confiance en eux, des services doivent être prévus pour assurer le bon entretien des cheveux et de la barbe et les hommes doivent pouvoir se raser régulièrement.

Vêtements et literie

Règle 19

1. Tout détenu qui n'est pas autorisé à porter ses vêtements personnels doit recevoir une tenue qui soit adaptée au climat et suffisante pour le maintenir en bonne santé. Cette tenue ne doit en aucune manière être dégradante ou humiliante.
2. Tous les vêtements doivent être propres et maintenus en bon état. Les sous-vêtements doivent être changés et lavés aussi fréquemment qu'il est nécessaire pour le maintien de l'hygiène.
3. Lorsque dans des circonstances exceptionnelles, le détenu quitte la prison à des fins autorisées, il doit avoir la permission de porter ses vêtements personnels ou toute autre tenue n'attirant pas l'attention.

Règle 20

Lorsque les détenus sont autorisés à porter leurs vêtements personnels, des dispositions doivent être prises au moment de l'admission en prison pour veiller à ce que ceux-ci soient propres et portables.

Règle 21

Chaque détenu doit disposer, en conformité avec les normes locales ou nationales, d'un lit individuel et d'une literie individuelle convenable, propre à son arrivée puis bien entretenue et renouvelée assez souvent pour en assurer la propreté.

Alimentation

Règle 22

1. Tout détenu doit recevoir de l'administration pénitentiaire aux heures habituelles une alimentation de bonne qualité, bien préparée et servie, ayant une valeur nutritive suffisante au maintien de sa santé et de ses forces.
2. Chaque détenu doit pouvoir disposer d'eau potable lorsqu'il en a besoin.

Activité physique et sportive

Règle 23

1. Chaque détenu qui n'est pas occupé à un travail en plein air doit avoir, si le temps le permet, une heure au moins par jour d'exercice physique approprié en plein air.
2. Les jeunes détenus et les autres détenus dont l'âge et la condition physique le permettent doivent recevoir pendant la période réservée à l'exercice une éducation physique et récréative. Le terrain, les installations et l'équipement nécessaires devraient être mis à leur disposition.

Services de santé

Règle 24

1. L'État a la responsabilité d'assurer des soins de santé aux détenus, ceux-ci devant recevoir des soins de même qualité que ceux disponibles dans la société et avoir accès aux services nécessaires sans frais et sans discrimination fondée sur leur statut juridique.
2. Les services de santé doivent être organisés en relation étroite avec l'administration générale de santé publique et de manière à faciliter la continuité du traitement et des soins, notamment pour le VIH, la tuberculose et d'autres maladies infectieuses, ainsi que pour la toxicomanie.

Règle 25

1. Chaque prison doit disposer d'un service médical chargé d'évaluer, de promouvoir, de protéger et d'améliorer la santé physique et mentale des détenus, une attention particulière étant accordée à ceux qui ont des besoins spéciaux ou des problèmes de santé qui constituent un obstacle à leur réinsertion.
2. Ce service doit être doté d'un personnel interdisciplinaire comprenant un nombre suffisant de personnes qualifiées agissant en pleine indépendance clinique, et disposer de compétences suffisantes en psychologie et en psychiatrie. Tout détenu doit pouvoir bénéficier des soins d'un dentiste ayant les qualifications requises.

Règle 26

1. Le service médical doit établir et tenir des dossiers médicaux individuels exacts, à jour et confidentiels pour tous les détenus, qui doivent y avoir accès chaque fois qu'ils en font la demande. Un détenu peut désigner un tiers pour accéder à son dossier médical.
2. Les dossiers médicaux doivent être transmis au service médical de l'institution d'accueil lors du transfèrement d'un détenu et sont soumis au secret médical.

Règle 27

1. Tous les établissements pénitentiaires doivent garantir l'accès rapide aux soins médicaux en cas d'urgence. Les détenus qui requièrent des traitements spécialisés ou soins chirurgicaux doivent être transférés vers des établissements spécialisés ou vers des hôpitaux civils. Lorsqu'un établissement pénitentiaire dispose de ses propres installations hospitalières, le personnel affecté et le matériel fourni doivent

y être suffisants pour assurer un traitement et des soins adéquats aux détenus qui y sont envoyés.

2. Les décisions cliniques ne peuvent être prises que par les professionnels de la santé responsables et ne peuvent être rejetées ou ignorées par le personnel pénitentiaire non médical.

Règle 28

Dans les prisons pour femmes, des installations spéciales doivent être prévues pour tous les soins prénatals et postnatals nécessaires. Dans toute la mesure possible, des dispositions doivent être prises pour que l'accouchement ait lieu dans un hôpital extérieur. Si l'enfant est né en prison, l'acte de naissance ne doit pas faire mention de ce fait.

Règle 29

1. La décision d'autoriser un enfant à séjourner avec un parent en prison doit être prise compte tenu de l'intérêt supérieur de l'enfant. Lorsqu'un enfant est autorisé à séjourner avec un parent en prison, des mesures doivent être prises pour mettre en place:

a) Des structures d'accueil internes ou externes, dotées d'un personnel qualifié, où les enfants seront placés lorsqu'ils ne sont pas sous la garde de leur parent;

b) Des services de santé spécifiques aux enfants, y compris pour les examens médicaux pratiqués au moment de l'admission et pour un suivi continu de leur développement par des spécialistes.

2. Les enfants vivant en prison avec un parent ne doivent jamais être traités comme des détenus.

Règle 30

Un médecin ou un autre professionnel de la santé ayant les qualifications requises, tenu ou non de faire rapport au médecin, doit voir chaque détenu, lui parler et l'examiner aussitôt que possible après son admission et ensuite aussi souvent que nécessaire. Un soin particulier sera pris pour:

a) Cerner les besoins en matière de soins de santé et prendre toutes les mesures de traitement nécessaires;

b) Déceler tout mauvais traitement dont les nouveaux détenus pourraient avoir été victimes avant leur admission;

c) Repérer toute manifestation de tension psychologique ou autre due à l'emprisonnement, y compris, notamment, le risque de suicide ou d'automutilation, ainsi que de symptômes de manque liés à la consommation de stupéfiants, de médicaments ou d'alcool; et prendre toutes les mesures de traitement individualisé ou autre qui s'imposent;

d) Dans le cas des détenus susceptibles d'être atteints de maladies contagieuses, prévoir leur isolement clinique et leur offrir un traitement adapté pendant la période de contagion;

e) Déterminer si les détenus sont physiquement aptes à travailler, faire de l'exercice et participer à d'autres activités, selon le cas.

Règle 31

Le médecin ou, le cas échéant, d'autres professionnels de la santé ayant les qualifications requises, doivent pouvoir voir quotidiennement tous les détenus malades ou se plaignant de problèmes de santé physique ou mentale ou de blessures, et ceux sur lesquels leur attention est particulièrement attirée. Tous les examens médicaux doivent être pratiqués en toute confidentialité.

Règle 32

1. La relation entre le médecin ou les autres professionnels de la santé et les détenus est soumise aux mêmes normes déontologiques et professionnelles que celles qui s'appliquent aux patients au sein de la société, notamment:

a) Le devoir de protéger la santé physique et mentale des détenus, et de ne prévenir et traiter les maladies que sur des bases cliniques;

b) Le respect de l'autonomie des patients dans les décisions concernant leur santé et du consentement éclairé dans la relation médecin-patient;

c) La confidentialité des informations d'ordre médical, sauf en cas de menace réelle et imminente pour le patient ou pour autrui;

d) L'interdiction absolue de se livrer, activement ou passivement, à des actes assimilables à la torture ou à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, y compris les expériences médicales ou scientifiques de nature à nuire à la santé du détenu, telles que le prélèvement de cellules, de tissus cellulaires ou d'organes.

2. Sans préjudice du paragraphe 1 d) de la présente règle, les détenus peuvent être autorisés, s'ils donnent leur consentement libre et éclairé, conformément à la loi applicable, à participer à des essais cliniques et à d'autres travaux de recherche médicale organisés dans la société s'il en est attendu un bénéfice direct notable pour leur santé, et à donner des cellules, tissus cellulaires ou organes à un proche.

Règle 33

Le médecin doit faire rapport au directeur chaque fois qu'il estime que la santé physique ou mentale d'un détenu a été ou sera affectée par le maintien en détention ou par une des conditions de détention.

Règle 34

Si les professionnels de la santé constatent des signes de torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants lors des examens pratiqués sur les détenus au moment de l'admission ou lorsque, par la suite, ils dispensent des soins médicaux aux détenus, ils doivent le consigner et le signaler aux autorités médicales, administratives ou judiciaires compétentes. Des précautions procédurales adéquates doivent être prises pour ne pas exposer le détenu ou les personnes associées à des préjudices prévisibles.

Règle 35

1. Le médecin ou l'organisme de santé publique compétent doit faire des inspections régulières et conseiller le directeur en ce qui concerne:

- a) La quantité, la qualité, la préparation et la distribution des aliments;
- b) L'hygiène et la propreté de l'établissement et des détenus;
- c) Les installations sanitaires, la température, l'éclairage et la ventilation de l'établissement;
- d) La qualité et la propreté des vêtements et de la literie des détenus;
- e) L'observation des règles concernant l'éducation physique et sportive lorsque celle-ci est organisée par un personnel non spécialisé.

2. Le directeur de la prison doit prendre en considération les conseils et rapports du médecin, comme prévu au paragraphe 1 de la présente règle et à la règle 33, et prendre immédiatement les mesures voulues pour que ces avis et les recommandations figurant dans les rapports soient suivis. Si ces recommandations ou conseils échappent à sa compétence ou n'emportent pas son accord, il transmet immédiatement à l'autorité supérieure son propre rapport et les conseils et recommandations du médecin ou de l'organisme de santé publique compétent.

Restrictions, discipline et sanctions

Règle 36

L'ordre et la discipline doivent être maintenus sans apporter plus de restrictions qu'il n'est nécessaire pour le maintien de la sécurité, le bon fonctionnement de la prison et le bon ordre de la vie communautaire.

Règle 37

Les éléments ci-après doivent toujours être soumis à une autorisation prévue par la loi ou par le règlement de l'autorité administrative compétente:

- a) Conduite constituant une infraction à la discipline;
- b) Nature et durée des sanctions disciplinaires qui peuvent être infligées;
- c) Autorité habilitée à prononcer ces sanctions;
- d) Toute forme de séparation non volontaire du détenu de la population carcérale générale, telle que l'isolement cellulaire, l'isolement, la ségrégation, les unités de soins spéciaux ou les unités de logement restrictives, comme sanction disciplinaire ou pour maintenir l'ordre et la sécurité, y compris l'adoption de politiques et de procédures régissant le recours à toute forme de séparation non volontaire, la révision, le placement et la levée de toute forme de séparation non volontaire.

Règle 38

1. Les administrations pénitentiaires sont encouragées à avoir recours, dans la mesure du possible, à la prévention des conflits, la médiation ou tout autre mécanisme de résolution des différends afin de prévenir les infractions disciplinaires et de résoudre les conflits.

2. L'administration pénitentiaire doit prendre les mesures nécessaires pour atténuer les effets néfastes que peut avoir l'isolement sur les détenus mis à l'écart ou qui l'ont été et sur leur communauté après leur libération.

Règle 39

1. Aucun détenu ne doit être puni sauf s'il l'est conformément aux dispositions de la loi ou du règlement visées à la règle 37 et aux principes d'équité et de procédure régulière. Le détenu ne doit jamais être puni deux fois pour le même acte ou la même infraction.

2. Les administrations pénitentiaires doivent veiller à la proportionnalité de la sanction disciplinaire avec l'infraction correspondante et doivent consigner dans un registre toutes les mesures disciplinaires imposées.

3. Avant d'imposer des sanctions disciplinaires, les administrations pénitentiaires doivent déterminer si une maladie mentale ou des troubles du développement peuvent avoir contribué à la conduite et à la commission de l'infraction ou de l'acte sous-jacent à l'accusation d'infraction disciplinaire. Elles ne doivent pas sanctionner un comportement qui est jugé directement lié à la maladie mentale ou une déficience intellectuelle du détenu.

Règle 40

1. Aucun détenu ne pourra occuper dans la prison un emploi qui lui confère des pouvoirs disciplinaires.

2. Cette règle ne saurait toutefois faire obstacle au bon fonctionnement des systèmes d'autogouvernement recouvrant des activités ou responsabilités d'ordre social, éducatif ou sportif qui sont exercées, sous contrôle, par des détenus regroupés en vue de leur traitement.

Règle 41

1. Toute allégation d'infraction disciplinaire commise par un détenu doit être rapidement signalée à l'autorité compétente, qui procédera sans retard indu à une enquête.

2. Les détenus doivent être informés, sans retard et dans une langue qu'ils comprennent, de la nature de l'accusation portée contre eux et doivent disposer du temps et des services nécessaires à la préparation de leur défense.

3. Les détenus doivent être autorisés à se défendre, soit personnellement, soit à travers l'assistance juridique lorsque les intérêts de la justice l'exigent, en particulier dans les cas disciplinaires graves. S'ils ne comprennent ou ne parlent pas la langue dans laquelle se déroule l'audience disciplinaire, ils doivent pouvoir être gratuitement assistés par un interprète compétent.

4. Les détenus doivent pouvoir demander un contrôle juridictionnel des sanctions disciplinaires prises à leur encontre.

5. Lorsqu'un manquement à la discipline est traité comme une infraction, les détenus ont droit à toutes les garanties de procédure régulière applicables en matière pénale, y compris le droit d'avoir librement accès à un conseil juridique.

Règle 42

Les conditions de vie en général prévues dans les présentes règles, notamment pour ce qui est de l'éclairage, l'aération, la température, les installations sanitaires, la nourriture, l'eau potable, l'accès à l'air libre et l'exercice physique, l'hygiène personnelle, les soins de santé et la disponibilité d'un espace personnel suffisant, doivent s'appliquer à tous les détenus sans exception.

Règle 43

1. En aucun cas les restrictions ou sanctions disciplinaires ne peuvent constituer des actes de torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Les pratiques suivantes, en particulier, sont interdites:

- a) Isolement cellulaire pour une durée indéterminée;
- b) Isolement cellulaire prolongé;
- c) Placement d'un détenu dans une cellule obscure ou constamment éclairée;
- d) Châtiments corporels ou réduction de la ration alimentaire ou de l'eau potable que reçoit le détenu;
- e) Punitons collectives.

2. Les moyens de contrainte ne doivent jamais être utilisés à titre de sanctions disciplinaires.

3. Les sanctions disciplinaires ou mesures de restriction ne doivent pas consister en une interdiction de contacts avec la famille. Les contacts avec la famille ne peuvent être restreints que pour une période limitée, lorsque cela est strictement nécessaire pour assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité.

Règle 44

Aux fins des présentes règles, l'isolement cellulaire signifie l'isolement d'un détenu pendant 22 heures par jour ou plus, sans contact humain réel. L'isolement cellulaire prolongé signifie l'isolement cellulaire pour une période de plus de 15 jours consécutifs.

Règle 45

1. L'isolement cellulaire ne doit être utilisé qu'en dernier ressort dans des cas exceptionnels, pour une durée aussi brève que possible, sous contrôle indépendant et uniquement avec l'autorisation d'une autorité compétente. Il ne doit pas être imposé du fait de la nature de la peine du détenu.

2. Le recours à l'isolement cellulaire devrait être interdit pour les détenus souffrant d'une incapacité mentale ou physique lorsqu'il pourrait aggraver leur état. L'interdiction de recourir à l'isolement cellulaire et à des mesures similaires à l'égard des femmes et des enfants, qu'imposent d'autres règles et normes des

Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale⁵⁷, continue de s'appliquer.

Règle 46

1. Le personnel de santé ne doit jouer aucun rôle dans l'imposition de sanctions disciplinaires ou autres mesures de restriction. Il doit cependant prêter une attention particulière à la santé des détenus soumis à toute forme de séparation non volontaire, notamment en effectuant des visites quotidiennes et en fournissant promptement une assistance médicale et un traitement si le détenu ou le personnel pénitentiaire le demande.
2. Le personnel de santé doit signaler sans tarder au directeur tout effet néfaste d'une sanction disciplinaire ou autre mesure de restriction sur la santé physique ou mentale du détenu contre lequel elle est prise et informer le directeur s'il estime nécessaire de suspendre ou d'assouplir ladite sanction ou mesure pour des raisons médicales physiques ou mentales.
3. Le personnel de santé doit être habilité à envisager et à recommander des modifications à apporter à la mesure de séparation non volontaire prise contre un détenu pour s'assurer qu'elle n'aggrave pas l'état de santé ou la déficience mentale ou physique de ce dernier.

Moyens de contrainte

Règle 47

1. L'usage de chaînes, fers et autres instruments intrinsèquement dégradants ou douloureux est interdit.
2. D'autres moyens de contrainte peuvent être utilisés mais uniquement si la loi l'autorise et dans les circonstances suivantes:
 - a) Par mesure de précaution contre une évasion pendant un transfèrement, pourvu qu'ils soient enlevés dès que le détenu comparaît devant une autorité judiciaire ou administrative;
 - b) Sur ordre du directeur de la prison, si les autres moyens de maîtriser un détenu ont échoué, afin de l'empêcher de se blesser, de blesser autrui ou de causer des dégâts; dans ce cas, le directeur doit immédiatement prévenir le médecin ou un autre professionnel de la santé ayant les qualifications requises et faire rapport à l'autorité administrative supérieure.

⁵⁷ Voir règle 67 des Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté (résolution 45/113, annexe); et règle 22 des Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes (Règles de Bangkok) (résolution 65/229, annexe).

Règle 48

1. Lorsque l'utilisation de moyens de contrainte est autorisée conformément au paragraphe 2 de la règle 47, les principes suivants s'appliquent:

a) Il ne peut être fait usage de moyens de contrainte que si aucune autre forme de contrôle moins extrême ne permet de réduire les risques liés à la liberté de mouvement;

b) La méthode de contrainte doit être la méthode la moins attentatoire qui est nécessaire et raisonnablement disponible pour contrôler les mouvements du détenu, compte tenu du niveau et de la nature des risques encourus;

c) Les moyens de contrainte ne doivent être utilisés que le temps qui est nécessaire et être retirés dès que possible une fois qu'il n'y a plus de risques liés à la liberté de mouvement.

2. Les moyens de contrainte ne doivent jamais être utilisés sur des femmes pendant le travail, l'accouchement ou immédiatement après l'accouchement.

Règle 49

L'administration pénitentiaire doit chercher à avoir accès à des techniques de contrôle qui rendraient inutile le recours à des moyens de contrainte ou réduiraient leur degré d'intrusion, et dispenser une formation à l'utilisation de ces techniques.

Fouilles des détenus et des cellules

Règle 50

Les lois et règlements régissant les fouilles des détenus et des cellules doivent être conformes aux obligations découlant du droit international et tenir compte des règles et normes internationales, sachant qu'il est nécessaire d'assurer la sécurité au sein de l'établissement pénitentiaire. Les fouilles doivent être menées dans le respect de la dignité humaine et de l'intimité de la personne fouillée, ainsi que des principes de la proportionnalité, de la légalité et de la nécessité.

Règle 51

Les fouilles ne doivent pas être un moyen de harceler ou d'intimider un détenu, ou de porter inutilement atteinte à sa vie privée. À des fins de responsabilisation, l'administration pénitentiaire doit conserver des registres appropriés sur les fouilles, en particulier sur les fouilles intégrales, les investigations corporelles internes et les fouilles de cellules, ainsi que sur les motifs de ces fouilles, l'identité des personnes qui les ont effectuées et les éventuels résultats obtenus.

Règle 52

1. Les fouilles personnelles, y compris les fouilles intégrales et les investigations corporelles internes, ne doivent être effectuées que si elles sont absolument nécessaires. Les administrations pénitentiaires doivent être encouragées à trouver des solutions de remplacement aux fouilles personnelles et à y recourir. Les fouilles personnelles doivent être effectuées en privé et par un personnel qualifié du même sexe que le détenu.

2. Les investigations corporelles internes ne doivent être effectuées que par des professionnels de la santé ayant les qualifications requises autres que le personnel médical principalement chargé des soins dispensés au détenu ou, pour le moins, par du personnel ayant suivi une formation adaptée, dispensée par des professionnels de santé, sur les normes d'hygiène et de sécurité à respecter.

Règle 53

Les détenus doivent pouvoir accéder aux documents relatifs à la procédure judiciaire, ou être autorisés à les garder en leur possession, sans que l'administration pénitentiaire ne puisse y avoir accès.

Information et droit de plainte des détenus

Règle 54

Lors de son admission, chaque détenu doit rapidement être informé par écrit de ce qui suit:

- a) Le droit pénitentiaire et la réglementation pénitentiaire applicable;
- b) Ses droits, y compris les moyens autorisés pour obtenir des renseignements, son droit de bénéficier de conseils juridiques, y compris les dispositifs d'aide juridictionnelle, et les procédures de formulation de demandes et de plaintes;
- c) Ses obligations, y compris les mesures disciplinaires applicables; et
- d) Tous autres points nécessaires pour lui permettre de s'adapter à la vie de l'établissement.

Règle 55

1. Les informations visées à la règle 54 doivent être disponibles dans les langues les plus couramment utilisées, selon les besoins de la population carcérale. Si un détenu ne comprend aucune de ces langues, l'assistance d'un interprète devrait lui être accordée.
2. Si un détenu est illettré, ces informations doivent lui être fournies oralement. Les détenus souffrant de troubles sensoriels doivent être informés par des moyens adaptés à leurs besoins.
3. L'administration pénitentiaire doit afficher bien en vue des résumés des informations dans les parties communes de l'établissement.

Règle 56

1. Tout détenu doit avoir chaque jour la possibilité de présenter des requêtes ou des plaintes au directeur de l'établissement ou au fonctionnaire pénitentiaire autorisé à représenter ce dernier.
2. Des requêtes ou plaintes doivent pouvoir être présentées à l'inspecteur des prisons au cours d'une inspection. Le détenu doit pouvoir s'entretenir librement et en toute confidentialité avec l'inspecteur ou tout autre fonctionnaire chargé d'inspecter, hors la présence du directeur ou d'autres membres du personnel de l'établissement.

3. Tout détenu doit être autorisé à adresser, sans censure quant au fond, une requête ou une plainte concernant le traitement auquel il est soumis, à l'administration pénitentiaire centrale et à l'autorité judiciaire ou autre compétente, y compris les autorités de contrôle ou de recours compétentes.

4. L'exercice des droits énoncés aux paragraphes 1 à 3 de la présente règle est étendu au conseil juridique du détenu. Lorsque ni le détenu ni son conseil n'ont la possibilité d'exercer ces droits, un membre de la famille du détenu ou toute autre personne qui connaît l'affaire peut les exercer.

Règle 57

1. Toute requête ou plainte doit être examinée avec diligence et recevoir une réponse sans tarder. En cas de rejet de la requête ou de la plainte ou en cas de retard excessif, le demandeur est autorisé à saisir une autorité judiciaire ou autre.

2. Des garanties doivent être mises en place pour s'assurer que les détenus peuvent présenter des requêtes ou plaintes en toute sécurité et, s'ils le souhaitent, de manière confidentielle. Le détenu ou toute autre personne visée au paragraphe 4 de la règle 56 ne doivent être exposés à aucun risque de représailles, d'intimidation ou d'autres conséquences négatives pour avoir présenté une requête ou une plainte.

3. Les allégations de torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants de détenus doivent être examinées sans retard et donner lieu immédiatement à une enquête impartiale menée par une autorité nationale indépendante, conformément aux paragraphes 1 et 2 de la règle 71.

Contact avec le monde extérieur

Règle 58

1. Les détenus doivent être autorisés, sous la surveillance nécessaire, à communiquer avec leurs proches et amis à intervalles réguliers:

- a) Par correspondance écrite et, le cas échéant, par télécommunication électronique, numérique ou d'autres moyens; et
- b) En recevant des visites.

2. Lorsque les visites conjugales sont autorisées, ce droit doit être exercé sans discrimination, et les femmes doivent pouvoir l'exercer au même titre que les hommes. Des procédures doivent être mises en place et des locaux mis à disposition pour assurer un accès juste et égal dans des conditions de sûreté et de dignité.

Règle 59

Les détenus doivent être placés, dans la mesure du possible, dans des prisons situées près de leur domicile ou de leur lieu de réinsertion sociale.

Règle 60

1. Pour pouvoir être admis dans un établissement pénitentiaire, les visiteurs doivent accepter de se soumettre à une fouille. Un visiteur peut retirer son consentement à tout moment, auquel cas l'administration pénitentiaire peut lui refuser l'accès.

2. Les fouilles et les formalités d'entrée applicables aux visiteurs ne doivent pas être dégradantes et doivent être régies par des principes de protection au moins équivalents à ceux visés aux règles 50 à 52. Les investigations corporelles internes devraient être évitées et ne pas être pratiquées sur des enfants.

Règle 61

1. Les détenus doivent pouvoir recevoir la visite d'un conseil juridique de leur choix ou d'un prestataire d'aide juridictionnelle, s'entretenir avec lui et le consulter sur tout point de droit, sans retard, sans aucune interception ni censure et en toute discrétion, et disposer du temps et des moyens nécessaires à cet effet, conformément au droit national applicable. Ces consultations peuvent se dérouler à portée de vue, mais non à portée d'ouïe, du personnel pénitentiaire.

2. Si les détenus ne parlent pas la langue locale, l'administration pénitentiaire leur facilite l'accès aux services d'un interprète indépendant compétent.

3. Les détenus devraient avoir accès à une aide juridictionnelle effective.

Règle 62

1. Les détenus de nationalité étrangère doivent pouvoir bénéficier de facilités raisonnables pour communiquer avec les représentants diplomatiques et consulaires de l'État dont ils sont ressortissants.

2. Les détenus ressortissants d'États qui n'ont pas de représentants diplomatiques ou consulaires dans le pays, ainsi que les réfugiés et les apatrides, doivent bénéficier des mêmes facilités pour s'adresser au représentant diplomatique de l'État qui est chargé de leurs intérêts ou à toute autorité nationale ou internationale qui a pour mission de les protéger.

Règle 63

Les détenus doivent être tenus régulièrement au courant des événements les plus importants, soit par la lecture de journaux quotidiens, de périodiques ou de publications pénitentiaires spéciales, soit par des émissions radiophoniques, des conférences ou tout autre moyen analogue, autorisés ou contrôlés par l'administration pénitentiaire.

Bibliothèque

Règle 64

Chaque prison doit avoir une bibliothèque qui soit ouverte à toutes les catégories de détenus et dotée de suffisamment d'ouvrages instructifs et récréatifs, et les détenus doivent être encouragés à l'utiliser pleinement.

Religion

Règle 65

1. Si un nombre suffisant de coreligionnaires sont détenus dans la même prison, un représentant qualifié de cette religion doit être nommé ou agréé. Lorsque le nombre de détenus le justifie et que les circonstances le permettent, l'arrangement devrait être à temps complet.

2. Le représentant qualifié, nommé et agréé conformément au paragraphe 1 de la présente règle, doit être autorisé à organiser périodiquement des services religieux et à faire, aux moments qui conviennent, des visites pastorales en privé auprès des détenus de sa religion.

3. Le droit de s'adresser à un représentant qualifié d'une religion ne doit jamais être refusé à aucun détenu. En revanche, si un détenu s'oppose à la visite d'un représentant d'une religion, il faut pleinement respecter son attitude.

Règle 66

Chaque détenu doit être autorisé, dans la mesure du possible, à satisfaire aux exigences de sa vie religieuse, en participant aux services organisés dans la prison et en ayant en sa possession des livres de culte et d'instruction religieuse de sa confession.

Garde des effets personnels des détenus

Règle 67

1. Lorsque le règlement n'autorise pas le détenu à conserver en sa possession l'argent, les objets de valeur, vêtements et autres effets qui lui appartiennent, ceux-ci doivent tous être placés en lieu sûr, lors de son admission en prison. Un inventaire de ces effets doit être dressé et il doit être signé par le détenu. Des mesures doivent être prises pour faire en sorte que ces effets demeurent en bon état.

2. Ces effets et cet argent doivent tous lui être rendus à sa libération, à l'exception de l'argent qu'il a été autorisé à dépenser, des effets qu'il a pu envoyer à l'extérieur ou des vêtements qui ont dû être détruits par souci d'hygiène. Le détenu doit signer une décharge pour les effets et l'argent qui lui sont restitués.

3. Tout argent ou effet provenant de l'extérieur et destiné au détenu est soumis aux mêmes règles.

4. Si le détenu est en possession de médicaments ou de stupéfiants au moment de son admission, le médecin ou un autre professionnel de la santé ayant les qualifications requises décideront de l'usage à en faire.

Notifications

Règle 68

Tout détenu doit avoir le droit, la possibilité et les moyens d'informer immédiatement ses proches ou toute autre personne qu'il aura désignée comme personne à contacter, de sa détention, de son transfèrement vers un autre établissement et de toute maladie ou blessure grave. La communication des données personnelles des détenus est soumise à la législation nationale.

Règle 69

En cas de décès du détenu, le directeur de la prison doit immédiatement en informer son parent le plus proche ou la personne à contacter en cas d'urgence. Les personnes désignées par le détenu pour recevoir des informations sur son état de santé sont averties par le directeur en cas de maladie ou de blessure grave, ou de placement dans un établissement de santé. Si le détenu demande expressément que

son conjoint ou parent le plus proche ne soit pas informé en cas de maladie ou de blessure, sa volonté doit être respectée.

Règle 70

L'administration pénitentiaire doit informer immédiatement le détenu de la maladie grave ou du décès d'un proche parent ou de toute autre personne proche. Lorsque les circonstances le permettent, le détenu devrait être autorisé à se rendre au chevet d'un proche parent ou de toute autre personne proche gravement malade ou, en cas de décès, à son enterrement, soit sous escorte, soit librement.

Enquêtes

Règle 71

1. Nonobstant l'ouverture d'une enquête interne, le directeur signale sans tarder tout décès, toute disparition ou toute blessure grave survenant en cours de détention à une autorité judiciaire ou autre autorité compétente indépendante de l'administration pénitentiaire, qui sera chargée d'ouvrir promptement une enquête impartiale et efficace sur les circonstances et les causes de tels cas. L'administration pénitentiaire est tenue de coopérer pleinement avec cette autorité et de veiller à la conservation de tous les éléments de preuve.
2. L'obligation imposée au paragraphe 1 de la présente règle s'applique également chaque fois qu'on a des raisons de penser qu'un acte de torture a été commis ou que d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ont été infligés en prison, qu'une plainte formelle ait été reçue ou non.
3. Lorsqu'on a des raisons de penser qu'un acte visé au paragraphe 2 de la présente règle a été commis, des mesures doivent immédiatement être prises pour garantir qu'aucune des personnes susceptibles d'être impliquées ne participe à l'enquête ni n'ait de contact avec les témoins, la victime ou la famille de la victime.

Règle 72

L'administration pénitentiaire doit traiter la dépouille d'une personne décédée en cours de détention avec respect et dignité. La dépouille devrait être rendue à son parent le plus proche dès que raisonnablement possible, et au plus tard une fois l'enquête achevée. L'administration pénitentiaire doit organiser des funérailles culturellement adaptées, lorsque personne ne souhaite ou ne peut le faire, et consigner tous les faits y relatifs.

Transfèrement des détenus

Règle 73

1. Lorsque les détenus sont amenés à l'établissement ou en sont extraits, ils doivent être exposés aussi peu que possible à la vue du public et des dispositions doivent être prises pour les protéger des insultes, de la curiosité du public et de toute espèce de publicité.
2. Le transport des détenus dans de mauvaises conditions d'aération ou de lumière, ou par tout moyen leur imposant une souffrance physique inutile, doit être interdit.

3. Le transport des détenus doit se faire aux frais de l'administration pénitentiaire et dans des conditions d'égalité pour tous.

Personnel pénitentiaire

Règle 74

1. L'administration pénitentiaire doit choisir avec soin le personnel de tout grade, car c'est de l'intégrité, de l'humanité, de l'aptitude personnelle et des capacités professionnelles de ce personnel que dépend la bonne gestion des prisons.
2. L'administration pénitentiaire doit avoir le souci constant d'éveiller et de maintenir dans l'esprit du personnel et de l'opinion publique la conviction que la mission ainsi accomplie est un service social d'une grande importance et doit, pour ce faire, recourir à tous les moyens voulus pour éclairer le public.
3. Pour que les fins précitées puissent être atteintes, les membres du personnel pénitentiaire doivent être employés à plein temps en qualité de professionnels, doivent posséder le statut des fonctionnaires de l'État et bénéficier de ce fait de la sécurité de l'emploi sous réserve de leurs seules bonne conduite, efficacité dans le travail et aptitude physique. Pour que soient recrutés et maintenus en service des hommes et des femmes capables, la rémunération proposée doit être suffisante et les prestations offertes et conditions de service doivent tenir compte de la pénibilité du travail.

Règle 75

1. Tous les membres du personnel pénitentiaire doivent avoir un niveau d'instruction suffisant et se voir donner la possibilité et les moyens de s'acquitter de leurs fonctions de manière professionnelle.
2. Tous les membres du personnel pénitentiaire doivent suivre, avant d'entrer en service, une formation générale et spéciale adaptée, qui tienne compte des meilleures pratiques existantes fondées sur l'observation des faits dans le domaine des sciences pénales. Seuls les candidats ayant réussi les épreuves théoriques et pratiques sanctionnant cette formation sont autorisés à intégrer les services pénitentiaires.
3. L'administration pénitentiaire doit continuer d'offrir à son personnel une formation en cours d'emploi qui permette à ce dernier d'entretenir et d'améliorer ses connaissances et ses capacités professionnelles après son entrée en service et tout au long de sa carrière.

Règle 76

1. La formation visée au paragraphe 2 de la règle 75 doit inclure, au minimum, des enseignements concernant:
 - a) Les lois, réglementations et politiques nationales pertinentes, ainsi que les instruments internationaux et régionaux applicables, dont les dispositions doivent guider le travail et l'interaction du personnel pénitentiaire avec les détenus;
 - b) Les droits et devoirs qui s'appliquent aux membres du personnel pénitentiaire dans l'exercice de leurs fonctions, notamment le respect de la dignité

humaine des détenus et l'interdiction de certains comportements, en particulier la torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

c) La sécurité et la sûreté, notamment la notion de sécurité dynamique, l'usage de la force et de moyens de contrainte, ainsi que la prise en charge des délinquants violents, en tenant dûment compte des techniques de prévention et de désamorçage telles que la négociation et la médiation;

d) Les premiers soins, les besoins psychosociaux des détenus et les dynamiques propres au milieu carcéral, ainsi que la protection et l'assistance sociales, notamment le dépistage précoce des problèmes de santé mentale.

2. Les membres du personnel pénitentiaire qui s'occupent de certaines catégories de détenus, ou qui ont d'autres fonctions spécifiques, reçoivent une formation spécialisée correspondante.

Règle 77

Tous les membres du personnel pénitentiaire doivent en toute circonstance se conduire et accomplir leur tâche de telle manière que leur exemple ait une bonne influence sur les détenus et suscite leur respect.

Règle 78

1. Le personnel pénitentiaire doit, dans toute la mesure possible, comprendre un nombre suffisant de spécialistes tels que psychiatres, psychologues, assistants sociaux, enseignants et instructeurs techniques.

2. Les services des assistants sociaux, des enseignants et des instructeurs techniques doivent être assurés d'une façon permanente, mais sans exclure la possibilité de faire appel à des auxiliaires à temps partiel ou des bénévoles.

Règle 79

1. Le directeur de la prison doit avoir la personnalité, les capacités administratives, la formation spécialisée et l'expérience voulues pour s'acquitter correctement de sa tâche.

2. Il doit consacrer tout son temps à sa fonction officielle et ne peut pas être nommé à temps partiel. Il doit habiter la prison ou à proximité immédiate de celle-ci.

3. Lorsque deux ou plusieurs prisons sont placées sous l'autorité d'un seul directeur, celui-ci doit se rendre dans chacune à de fréquents intervalles. Chacune de ces prisons doit avoir à sa tête un fonctionnaire résident chargé de la diriger.

Règle 80

1. Le directeur de la prison, son adjoint et la majorité des autres membres du personnel pénitentiaire doivent parler la langue de la plupart des détenus, ou une langue comprise par la plupart d'entre eux.

2. En cas de besoin, il pourra être fait appel aux services d'un interprète compétent.

Règle 81

1. Dans une prison mixte, la section des femmes doit être placée sous la direction d'un membre du personnel de sexe féminin qui conservera toutes les clefs de ce quartier de la prison.
2. Aucun membre du personnel de sexe masculin ne doit pénétrer dans la section réservée aux femmes sans être accompagné d'un membre du personnel de sexe féminin.
3. Seuls des membres du personnel de sexe féminin doivent assurer la surveillance des détenues. Ceci n'exclut pas cependant que des membres du personnel de sexe masculin, notamment des médecins et des enseignants, exercent leurs fonctions dans les prisons ou sections réservées aux femmes.

Règle 82

1. Les membres du personnel des prisons ne doivent, dans leurs rapports avec les détenus, utiliser la force qu'en cas de légitime défense, de tentative d'évasion ou de résistance par la force ou par l'inertie physique à un ordre fondé sur la loi ou les règlements. Les membres du personnel qui recourent à la force doivent en limiter l'emploi au strict nécessaire et signaler immédiatement l'incident au directeur de la prison.
2. Les membres du personnel pénitentiaire doivent subir un entraînement physique spécial qui leur permette de maîtriser les détenus violents.
3. Sauf circonstances spéciales, les membres du personnel pénitentiaire qui assurent un service les mettant en contact direct avec les détenus ne doivent pas être armés. Par ailleurs, aucune arme ne doit être confiée à un membre du personnel pénitentiaire qui n'a pas été entraîné à son maniement.

Inspections internes et externes

Règle 83

1. Pour procéder à l'inspection régulière des établissements et services pénitentiaires, il doit être mis en place un système qui comprend les deux composantes suivantes:
 - a) Des inspections internes ou administratives menées par l'administration pénitentiaire centrale;
 - b) Des inspections externes menées par un organisme indépendant de l'administration pénitentiaire, dont peuvent faire partie des organismes régionaux ou internationaux compétents.
2. Dans les deux cas, les inspections doivent avoir pour objet de veiller à ce que les établissements pénitentiaires soient administrés conformément aux lois, règlements, politiques et procédures en vigueur, dans le but d'atteindre les objectifs des services pénitentiaires et correctionnels, et à ce que les droits des détenus soient protégés.

Règle 84

1. Les inspecteurs ont autorité:

a) Pour avoir accès à tous les renseignements concernant le nombre de détenus, le nombre de lieux de détention et leur emplacement, ainsi qu'à tous les renseignements relatifs au traitement des détenus, y compris à leurs dossiers et conditions de détention;

b) Pour choisir librement les établissements à visiter, y compris pour entreprendre de leur propre initiative des inspections non annoncées, et choisir les détenus à rencontrer;

c) Pour s'entretenir en privé et en toute confidentialité avec les détenus et le personnel pénitentiaire lors de leurs visites;

d) Pour formuler des recommandations à l'intention de l'administration pénitentiaire et d'autres autorités compétentes.

2. Les équipes d'inspection externes doivent être composées d'inspecteurs possédant les qualifications et l'expérience requises et ayant été nommés par une autorité compétente, ainsi que de professionnels de la santé. Elles doivent tenir dûment compte de l'équilibre entre les sexes pour ce qui est de leur composition.

Règle 85

1. Chaque inspection doit donner lieu à un rapport écrit qui sera remis à l'autorité compétente. La diffusion publique des rapports des inspections externes doit être dûment envisagée, à l'exception des données personnelles des détenus qui ne peuvent être divulguées que sur accord exprès de ces derniers.

2. L'administration pénitentiaire ou d'autres autorités compétentes doivent, le cas échéant, indiquer, dans un laps de temps raisonnable, si elles entendent appliquer les recommandations issues de l'inspection externe.

II. Règles applicables à des catégories spéciales

A. Détenus condamnés

Principes directeurs

Règle 86

Les principes directeurs exposés ci-après ont pour but de définir l'esprit dans lequel les systèmes pénitentiaires doivent être administrés et les objectifs vers lesquels ils doivent tendre, conformément à la déclaration faite dans l'observation préliminaire 1 des présentes règles.

Règle 87

Avant la fin de l'exécution d'une peine, il est souhaitable que les mesures nécessaires soient prises pour assurer le retour progressif du détenu à la vie en société. Ce but peut être atteint, selon les cas, par un régime préparatoire à la libération, organisé dans la prison même ou dans un autre établissement adapté, ou par une libération avec mise à l'épreuve sous un contrôle qui ne doit pas être confié à la police mais qui comportera une assistance sociale effective.

Règle 88

1. Le traitement des détenus ne doit pas mettre l'accent sur le fait que ceux-ci sont exclus de la société, mais au contraire sur celui qu'ils continuent à en faire partie. À cette fin, il faut, dans la mesure du possible, faire appel au concours d'organismes de la société pour aider le personnel pénitentiaire dans sa tâche de réadaptation des détenus.
2. Chaque prison devrait travailler avec des assistants sociaux qui devraient être chargés de favoriser et d'améliorer les relations du détenu avec sa famille et avec les organismes sociaux qui peuvent lui être utiles. Des dispositions doivent être prises en vue de garantir, pour autant que le permettent la loi et la peine à accomplir, les droits relatifs aux intérêts civils, le bénéfice des droits à la sécurité sociale et les autres avantages sociaux des détenus.

Règle 89

1. La concrétisation de ces principes exige l'individualisation du traitement et, à cette fin, un système souple de classification des détenus en groupes. Il est donc désirable que ces groupes soient placés dans des prisons distinctes où chaque groupe puisse recevoir le traitement nécessaire.
2. Ces prisons ne sont pas tenues d'assurer le même niveau de sécurité pour chaque groupe. Il est souhaitable de prévoir des degrés variables de sécurité selon les besoins des différents groupes. Les prisons ouvertes, par le fait même qu'elles ne prévoient pas de mesures de sécurité physique contre les évasions mais s'en remettent à l'autodiscipline des détenus, offrent les conditions les plus favorables au reclassement des détenus sélectionnés avec soin.
3. Il est souhaitable que, dans les prisons fermées, le trop grand nombre de détenus ne nuise pas à l'individualisation du traitement. Dans certains pays, on estime que la population de telles prisons ne devrait pas dépasser cinq cents détenus. Dans les prisons ouvertes, la population doit être aussi réduite que possible.
4. En revanche, il n'est pas souhaitable d'avoir des établissements trop petits pour que les services nécessaires puissent être assurés.

Règle 90

Le devoir de la société vis-à-vis du détenu ne prend pas fin avec la libération de celui-ci. Il faudrait donc que des organismes publics ou privés puissent apporter au détenu libéré une assistance postpénitentiaire effective, qui soit conçue pour diminuer les préjugés à son égard et contribuer à sa réinsertion dans la société.

Traitement

Règle 91

Le traitement des personnes condamnées à une peine d'emprisonnement ou mesure similaire doit avoir pour but, autant que la durée de la condamnation le permet, de leur donner la volonté et les moyens de vivre dans le respect de la loi et de subvenir à leurs propres besoins, après leur libération. Ce traitement doit être de nature à encourager leur respect de soi et à développer leur sens des responsabilités.

Règle 92

1. À ces fins, il faut recourir à tous les moyens voulus, notamment aux soins religieux dans les pays où cela est possible, à l'instruction, à l'orientation et à la formation professionnelles, à l'assistance sociale individuelle, au conseil pour l'emploi, au développement physique et à l'enseignement de la morale, en fonction des besoins de chaque détenu et compte tenu de ses antécédents sociaux et judiciaires, de ses capacités et aptitudes physiques et mentales, de sa personnalité, de la durée de la condamnation et de ses perspectives de réinsertion.
2. Pour chaque détenu condamné à une peine d'une durée adaptée, le directeur de la prison doit recevoir, aussitôt que possible après l'admission, des rapports complets sur tous les points mentionnés au paragraphe 1 de la présente règle. Ces rapports doivent toujours comprendre l'avis d'un médecin ou d'un autre professionnel de la santé ayant les qualifications requises sur l'état physique et mental du détenu.
3. Les rapports et toutes autres pièces pertinentes seront placés dans un dossier individuel. Ce dossier sera tenu à jour et classé de façon à pouvoir être consulté par le personnel responsable, chaque fois que cela est nécessaire.

Classification et individualisation

Règle 93

1. La classification doit avoir pour but:
 - a) D'écarter les détenus qui, en raison de leurs antécédents judiciaires ou de leur personnalité, sont susceptibles d'avoir une mauvaise influence sur leurs codétenus;
 - b) De répartir les détenus en groupes afin de faciliter leur traitement en vue de leur réadaptation sociale.
2. Dans la mesure du possible, des prisons séparées ou des quartiers distincts doivent être prévus pour le traitement des différents groupes de détenus.

Règle 94

Dès que possible après l'admission et après étude de la personnalité de chaque détenu condamné à une peine d'une durée adaptée, un programme de traitement doit être préparé pour celui-ci, à la lumière des données disponibles concernant ses besoins, capacités et dispositions propres.

Privilèges

Règle 95

Un système de privilèges adapté aux différents groupes de détenus et aux différentes méthodes de traitement doit être mis en place dans chaque prison afin d'encourager la bonne conduite, de développer le sens des responsabilités et de susciter l'intérêt et la coopération des détenus en vue de leur traitement.

Travail

Règle 96

1. Les détenus condamnés doivent avoir la possibilité de travailler et de participer activement à leur réadaptation, sous réserve de l'avis d'un médecin ou autre professionnel de la santé ayant les qualifications requises concernant leur aptitude physique et mentale.
2. Il faut fournir aux détenus un travail productif suffisant pour les occuper pendant la durée normale d'une journée de travail.

Règle 97

1. Le travail pénitentiaire ne doit pas avoir un caractère punitif.
2. Les détenus ne doivent pas être soumis à l'esclavage ou à la servitude.
3. Aucun détenu ne doit être tenu de travailler pour le bénéficiaire personnel ou privé d'un fonctionnaire pénitentiaire quel qu'il soit.

Règle 98

1. Le travail pénitentiaire doit, dans la mesure du possible, être de nature à entretenir ou accroître la capacité des détenus à gagner honnêtement leur vie après leur libération.
2. Une formation professionnelle utile doit être dispensée aux détenus qui sont à même d'en profiter et particulièrement aux jeunes.
3. Dans les limites compatibles avec une sélection professionnelle appropriée et avec les exigences de l'administration et de la discipline pénitentiaire, les détenus doivent pouvoir choisir le type de travail qu'ils souhaitent accomplir.

Règle 99

1. L'organisation et les méthodes de travail en milieu pénitentiaire doivent se rapprocher autant que possible de celles qui caractérisent un travail analogue en dehors de la prison, afin de préparer les détenus aux conditions de la vie professionnelle normale.
2. L'intérêt des détenus et de leur formation professionnelle ne doit toutefois pas être subordonné à la volonté de tirer un profit financier d'une activité exercée en milieu pénitentiaire.

Règle 100

1. Il est préférable que les ateliers et fermes pénitentiaires soient gérés directement par l'administration pénitentiaire et non par des entrepreneurs privés.
2. Lorsque les détenus sont employés pour effectuer des travaux qui ne sont pas contrôlés par l'administration pénitentiaire, ils doivent toujours être placés sous la surveillance du personnel pénitentiaire. À moins que les détenus travaillent pour le compte d'autres organismes d'État, les personnes auxquelles leur main-d'œuvre est fournie doivent verser à l'administration pénitentiaire l'intégralité du salaire normal exigible pour ce travail, compte tenu du rendement des détenus.

Règle 101

1. Les précautions prescrites pour protéger la sécurité et la santé des travailleurs libres doivent être également prises dans les établissements pénitentiaires.
2. Des dispositions doivent être prises pour indemniser les détenus en cas d'accident du travail et de maladie professionnelle, dans des conditions non moins favorables que celles que la loi accorde aux travailleurs libres.

Règle 102

1. Le nombre maximum d'heures de travail des détenus par jour et par semaine doit être fixé par la loi ou par un règlement administratif, compte tenu des normes ou pratiques locales concernant l'emploi des travailleurs libres.
2. Les heures ainsi fixées doivent laisser au détenu un jour de repos par semaine et suffisamment de temps en vue de son instruction ou d'autres activités requises pour assurer son traitement et sa réadaptation.

Règle 103

1. Le travail des détenus doit être rémunéré de façon équitable.
2. Le système en place doit permettre aux détenus d'utiliser au moins une partie de leur rémunération pour acheter des articles autorisés, destinés à leur usage personnel, et d'en envoyer une autre à leur famille.
3. Ce système devrait prévoir également qu'une partie de la rémunération soit mise de côté par l'administration pénitentiaire afin de constituer un pécule qui sera remis au détenu au moment de sa libération.

Éducation et loisirs

Règle 104

1. Des dispositions doivent être prises pour poursuivre l'éducation de tous les détenus capables d'en profiter, y compris l'instruction religieuse dans les pays où cela est possible. L'instruction des détenus analphabètes et des jeunes détenus doit être obligatoire et devra recevoir une attention particulière de la part de l'administration pénitentiaire.
2. Dans la mesure du possible, l'enseignement dispensé aux détenus doit l'être dans le cadre du système éducatif public afin que ceux-ci puissent poursuivre leur formation sans difficulté après la libération.

Règle 105

Des activités récréatives et culturelles doivent être organisées dans toutes les prisons pour assurer le bien-être physique et mental des détenus.

Relations sociales et aide postpénitentiaire

Règle 106

Une attention particulière doit être apportée au maintien et à l'amélioration des relations entre le détenu et sa famille, lorsque cela est souhaitable dans l'intérêt des deux parties.

Règle 107

Dès le début de l'exécution de la peine, il doit être tenu compte de l'avenir du détenu après sa libération et encourager ce dernier à cultiver ou à établir des relations avec des personnes ou des organismes extérieurs à la prison qui puissent favoriser sa réadaptation et les intérêts de sa famille.

Règle 108

1. Les services et organismes, publics ou non, qui aident les détenus libérés à retrouver leur place dans la société doivent, pour autant que cela soit possible ou nécessaire, procurer aux détenus qui sortent de prison les documents et pièces d'identité nécessaires, un endroit où loger, du travail, des vêtements corrects et adaptés au climat et à la saison, ainsi que des moyens suffisants pour arriver à destination et pour subvenir à leurs besoins pendant la période qui suit immédiatement la libération.
2. Les représentants agréés de ces organismes doivent avoir toute facilité nécessaire pour accéder à la prison et rendre visite aux détenus et doivent être consultés pour décider du sort de ceux-ci dès le début de leur peine.
3. Il est désirable que l'activité de ces organismes soit autant que possible centralisée ou coordonnée afin qu'elle soit utilisée au mieux.

B. Détenus souffrant d'un handicap mental ou d'autres affections

Règle 109

1. Les personnes qui ne sont pas tenues pénalement responsables, ou chez lesquelles un handicap mental ou une autre affection grave est détectée ultérieurement, et dont l'état serait aggravé par le séjour en prison, ne doivent pas être détenues dans une prison et des dispositions doivent être prises pour les transférer aussitôt que possible dans un service de santé mentale.
2. Si nécessaire, d'autres détenus souffrant d'un handicap mental ou d'une autre affection peuvent être mis en observation et traités dans un service spécialisé, sous la supervision de professionnels de santé ayant les qualifications requises.
3. Le service de santé doit assurer le traitement psychiatrique de tous les autres détenus qui en ont besoin.

Règle 110

Il est souhaitable que des dispositions soient prises, en accord avec les organismes compétents, pour assurer si nécessaire la poursuite du traitement psychiatrique après la libération, ainsi qu'une assistance postpénitentiaire sociopsychiatrique.

C. Personnes arrêtées ou prévenues

Règle 111

1. Tout individu arrêté ou incarcéré à raison d'une infraction pénale, qui est détenu soit dans des locaux de police soit dans une maison d'arrêt sans avoir encore été jugé, est qualifié de "prévenu" dans les dispositions qui suivent.

2. Le prévenu est présumé innocent et doit être traité comme tel.
3. Sans préjudice des dispositions légales relatives à la protection de la liberté individuelle ou fixant la procédure à suivre à l'égard des prévenus, ces derniers bénéficieront d'un régime spécial dont les règles ci-après définissent les grandes lignes.

Règle 112

1. Les prévenus doivent être séparés des condamnés.
2. Les jeunes prévenus doivent être séparés des adultes et doivent en principe être détenus dans des établissements distincts.

Règle 113

Les prévenus doivent dormir seuls dans des chambres individuelles, sous réserve d'un usage local différent dû au climat.

Règle 114

Dans les limites compatibles avec le bon ordre de l'établissement, les prévenus peuvent, s'ils le désirent, se nourrir à leurs frais en se procurant de la nourriture à l'extérieur soit par l'intermédiaire de l'administration, soit par celui de leurs proches ou amis. Sinon, l'administration doit pourvoir à leur alimentation.

Règle 115

Le prévenu doit être autorisé à porter ses vêtements personnels si ceux-ci sont propres et convenables. S'il porte l'uniforme de l'établissement, celui-ci doit être différent de celui des condamnés.

Règle 116

Le prévenu doit toujours avoir la possibilité de travailler mais ne peut y être obligé. S'il travaille, il doit être rémunéré.

Règle 117

Le prévenu doit être autorisé à se procurer, à ses frais ou aux frais de tiers, des ouvrages, journaux, fournitures pour écrire et autres moyens de s'occuper, dans les limites compatibles avec l'intérêt de l'administration de la justice et avec la sécurité et le bon ordre de l'établissement.

Règle 118

Le prévenu doit être autorisé à recevoir la visite et les soins de son propre médecin ou dentiste si sa demande est raisonnablement fondée et s'il a les moyens d'assumer les dépenses qui en découlent.

Règle 119

1. Tout prévenu a le droit d'être rapidement informé des raisons de sa détention et de toutes charges pesant sur lui.

2. Si un prévenu ne dispose pas d'un conseil juridique de son choix, il doit avoir le droit de s'en voir commettre un d'office par une autorité judiciaire ou autre dans tous les cas où les intérêts de la justice l'exigent et sans qu'il ait à payer s'il n'en a pas les moyens. Le déni du droit d'accès à un conseil juridique doit sans tarder faire l'objet d'un contrôle indépendant.

Règle 120

1. Les prérogatives et modalités relatives au droit du prévenu à un conseil juridique ou à un prestataire d'assistance juridictionnelle pour assurer sa défense sont régies par les mêmes principes que ceux définis par la règle 61.

2. Le prévenu doit pouvoir, s'il le demande, recevoir de quoi écrire pour rédiger les documents nécessaires à sa défense, y compris des instructions confidentielles destinées à son conseil juridique ou prestataire d'aide juridictionnelle.

D. Condamnés à une peine civile

Règle 121

Dans les pays où la loi autorise l'emprisonnement pour dettes ou pour une peine prononcée à l'issue de toute autre procédure judiciaire non pénale, ces détenus ne doivent pas être soumis à plus de restrictions ni être traités avec plus de sévérité qu'il n'est nécessaire pour assurer leur bonne garde et pour maintenir l'ordre. Leur traitement ne doit pas être moins favorable que celui des prévenus, sous réserve toutefois de l'obligation qui peut leur être faite de travailler.

E. Personnes arrêtées ou incarcérées sans avoir été inculpées

Règle 122

Sans préjudice des dispositions de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques⁵⁸, les personnes arrêtées ou incarcérées sans avoir été inculpées jouissent de la protection garantie par la partie I et par la section C de la partie II des présentes règles. Les dispositions pertinentes de la section A de la partie II des présentes règles s'appliquent également lorsque cela peut être à l'avantage de cette catégorie spéciale de détenus, à condition que ne soit prise aucune mesure impliquant que la rééducation ou la réadaptation puisse de quelque manière que ce soit être indiquée pour traiter des personnes qui ne sont convaincues d'aucune infraction.

Projet de résolution III

Adoption de mesures contre le meurtre sexiste de femmes et de filles

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 68/191 du 18 décembre 2013, relative à l'adoption de mesures contre le meurtre sexiste de femmes et de filles, en particulier l'obligation

⁵⁸ Voir résolution 2200 A (XXI), annexe.

de promouvoir et de protéger tous les droits élémentaires et libertés fondamentales de tous, femmes et filles comprises,

Profondément préoccupée par le fait que la prévalence mondiale de différentes manifestations du meurtre sexiste de femmes et de filles atteint des proportions alarmantes, constatant en particulier que, dans un cas sur deux, la femme victime d'homicide est tuée par son partenaire intime ou un membre de sa famille⁵⁹,

Profondément préoccupée également par le fléau de la violence sexuelle dans quelque situation que ce soit, y compris en cas de conflits, et par les enlèvements, viols et meurtres massifs et ciblés de femmes et de filles,

Prenant note du rapport de la Rapporteuse spéciale sur la violence à l'égard des femmes, ses causes et ses conséquences⁶⁰ et de la résolution 20/12 du Conseil des droits de l'homme, en date du 5 juillet 2012, sur l'intensification de l'action menée pour éliminer toutes formes de violence à l'égard des femmes: voies de recours pour les femmes qui ont été victimes de violences,

Rappelant le rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur la création et/ou le renforcement des liens et des synergies sur la question de la violence à l'égard des femmes et des filles⁶¹ et la résolution 23/25 du Conseil des droits de l'homme, en date du 14 juin 2013, sur l'intensification de l'action menée pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes: prévenir et lutter contre le viol et les autres formes de violence sexuelle,

Rappelant également sa résolution 69/147 du 18 décembre 2014, sur l'intensification de l'action menée pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles,

Prenant note avec satisfaction de la déclaration politique proclamée à l'occasion du vingtième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, que la Commission de la condition de la femme a adoptée à sa cinquante-neuvième session⁶² et qui porte principalement sur l'examen de l'application du Programme d'action de Beijing⁶³ 20 ans après son adoption,

Remerciant le Gouvernement thaïlandais d'avoir accueilli à Bangkok, du 11 au 13 novembre 2014, et présidé la réunion du groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur le meurtre sexiste de femmes et de filles, dont elle avait demandé l'organisation dans sa résolution 68/191 du 18 décembre 2013,

Prenant note avec satisfaction des recommandations issues de la réunion susmentionnée⁶⁴,

Se félicitant de la Déclaration de Doha sur l'intégration de la prévention de la criminalité et de la justice pénale dans le programme d'action plus large de l'Organisation des Nations Unies visant à faire face aux problèmes sociaux et

⁵⁹ Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, *Global Study on Homicide 2013*.

⁶⁰ A/HRC/20/16.

⁶¹ A/HRC/23/25.

⁶² Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2015, Supplément n° 7 (E/2015/27)*, chap. I, sect. C.

⁶³ *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexe II.

⁶⁴ E/CN.15/2015/16.

économiques et à promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et la participation du public⁶⁵, en particulier du fait que les États Membres entendent intégrer la problématique hommes-femmes dans leurs systèmes de justice pénale en mettant au point et en œuvre des stratégies et des plans nationaux visant à promouvoir l'entière protection des femmes et des filles contre tous les actes de violence, y compris le meurtre sexiste,

Soulignant qu'il importe d'éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles et de réduire nettement, partout dans le monde, toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés, dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015⁶⁶,

Soulignant également que les États ont l'obligation de promouvoir et de protéger tous les droits élémentaires et libertés fondamentales de tous, femmes et filles comprises, de prendre des mesures pour prévenir les actes de violence dirigés contre elles, enquêter à leur sujet et en poursuivre et punir les auteurs, quels qu'ils soient, et de mettre fin à l'impunité,

Rendant hommage au travail entrepris par le système des Nations Unies en matière de prévention et de répression de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles,

Notant avec satisfaction la contribution considérable que de nombreuses organisations de la société civile et universités apportent à la lutte contre les différentes formes de violence à l'égard des femmes et des filles, par les travaux de recherche et l'action directe qu'elles mènent dans leurs communautés respectives,

Prenant note des décisions de justice nationales et internationales qui condamnent le massacre de femmes et de filles,

Toujours alarmée par le niveau élevé d'impunité associé au meurtre sexiste de femmes et de filles et par le fait que la violence à l'égard des femmes et des filles figure parmi les infractions dont les auteurs sont le moins poursuivis et punis dans le monde,

1. *Prie instamment* les États Membres de prendre des mesures pour prévenir les actes de violence à l'égard des femmes et des filles, en particulier les meurtres sexistes, enquêter à leur sujet et en poursuivre et punir les auteurs, conformément à leur législation interne, et d'agir à tous les niveaux pour mettre fin à l'impunité des auteurs de ces crimes odieux contre les femmes et les filles;

2. *Prie aussi instamment* les États Membres de renforcer l'action qu'ils mènent en matière de justice pénale pour combattre le meurtre sexiste de femmes et de filles, en particulier en prenant des mesures pour être à même d'enquêter sur toutes les formes que revêt ce type de meurtre, d'en poursuivre les auteurs et de les punir, et d'envisager de prendre des mesures pour se donner les moyens d'offrir, selon le cas, une réparation, une indemnisation et/ou l'aide juridique, médicale, psychologique et sociale nécessaire aux victimes et à leur famille ou aux personnes à leur charge;

3. *Encourage* les États Membres à réfléchir aux moyens de resserrer la coopération internationale et l'échange de bonnes pratiques en matière pénale

⁶⁵ A/CONF.222/17, chap. I, résolution 1.

⁶⁶ A/68/970.

concernant la violence sexiste, notamment, selon qu'il convient, en ratifiant et appliquant la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et les Protocoles s'y rapportant⁶⁷ ainsi que d'autres instruments juridiques internationaux pertinents, ou en y adhérant;

4. *Encourage* les États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes⁶⁸ et à son Protocole facultatif⁶⁹, à la Convention relative aux droits de l'enfant et aux Protocoles facultatifs s'y rapportant⁷⁰ ainsi qu'au Statut de Rome de la Cour pénale internationale⁷¹ à donner dûment effet à ces instruments;

5. *Invite* les États Membres à prendre en considération, comme l'a recommandé le groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur le meurtre sexiste de femmes et de filles qui s'est réuni à Bangkok du 11 au 13 novembre 2014, les outils pratiques existants, à savoir le Protocole type latino-américain pour les enquêtes liées au meurtre sexiste de femmes et les Recommandations pour la conduite efficace des enquêtes liées au féminicide⁷²;

6. *Encourage* les États Membres à promouvoir des stratégies globales et intégrées qui visent à prévenir toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, y compris le meurtre sexiste, et qui prévoient des programmes d'éducation précoce et continue, des actions de mobilisation de la population et des campagnes de sensibilisation, afin de combattre les comportements et les facteurs sociaux qui favorisent, justifient ou tolèrent quelque forme de violence que ce soit à l'égard des femmes et des filles;

7. *Prie instamment* les États Membres d'adopter face à la violence faite aux femmes des mesures globales et intégrées afin de réduire le risque de meurtre sexiste grâce à une intervention précoce et une évaluation des risques, de faire preuve de la diligence voulue pour prévenir les meurtres sexistes de femmes et de filles, enquêter à leur sujet et en poursuivre et punir les auteurs, de garantir aux femmes l'égalité de protection devant la loi et l'égalité d'accès à la justice, d'envisager d'adopter une approche intégrée, multidisciplinaire et tenant compte des différences entre les sexes pour prévenir les meurtres sexistes de femmes et de filles, enquêter à leur sujet et en poursuivre et punir les auteurs de manière à réduire au minimum le risque de victimisation secondaire dans le système de justice pénale, et de mettre en place des mécanismes appropriés et des moyens renforcés pour les enquêtes criminalistiques visant à identifier des restes humains et des personnes disparues;

8. *Encourage* les États Membres à incriminer le viol et les autres formes de violence sexuelle et sexiste à l'égard des femmes et des filles et à en poursuivre et punir les auteurs, quelle que soit la situation dans laquelle l'acte a été commis, y compris en cas de conflit, en tenant compte des normes internationales, et prie instamment, selon que de besoin, les parties concernées de soutenir la mise en place et le renforcement des capacités dont les institutions nationales, en particulier les

⁶⁷ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2225, 2237, 2241 et 2326, n° 39574.

⁶⁸ Ibid., vol. 1249, n° 20378.

⁶⁹ Ibid., vol. 2131, n° 20378.

⁷⁰ Ibid., vol. 1577, 2171 et 2173, n° 27531.

⁷¹ Ibid., vol. 2187, n° 38544.

⁷² Espagne, Ministère des affaires étrangères et de la coopération (mai 2014).

services de détection et de répression, les systèmes judiciaires et les systèmes de santé ainsi que les réseaux locaux de la société civile, ont besoin pour offrir durablement aux femmes et filles touchées par la violence sexiste une assistance et un accès à la justice;

9. *Encourage également* les États Membres à faire en sorte que des peines appropriées soient prévues pour les auteurs de meurtres sexistes de femmes et de filles et qu'elles soient proportionnelles à la gravité de l'infraction;

10. *Engage* les États Membres à apporter aide et protection aux victimes, en faisant jouer à la société civile le rôle important qui est le sien et en veillant à ce que toutes les institutions publiques compétentes, notamment, selon qu'il convient, l'appareil judiciaire, les services de poursuite, les services de répression, les services sanitaires et sociaux et les autorités locales et régionales, coopèrent effectivement entre elles;

11. *Prie instamment* les États Membres de veiller à ce que les victimes et ceux qui leur survivent soient informés de leurs droits et puissent participer, selon qu'il convient, à la procédure pénale, en se souciant de leur dignité, de leur bien-être et de leur sécurité, et à ce que les victimes bénéficient du soutien des services compétents;

12. *Encourage* les entités et organismes compétents des Nations Unies, en particulier l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), à continuer d'aider les États Membres qui le demandent à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies et des politiques aux niveaux national, régional et international pour combattre et prévenir le meurtre sexiste de femmes et de filles;

13. *Encourage* les États Membres et les entités et organismes compétents des Nations Unies, en particulier l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, ONU-Femmes et d'autres fonds et programmes spécialisés des Nations Unies, à sensibiliser les esprits au meurtre sexiste de femmes et de filles;

14. *Encourage* les États Membres à recueillir, ventiler par catégories, analyser et communiquer des données sur le meurtre sexiste de femmes et de filles en appliquant la Classification internationale des infractions à des fins statistiques approuvée par la Commission de statistique et, selon que de besoin, dans la mesure du possible, à faire appel à la société civile, aux milieux universitaires, aux représentants des victimes et aux organisations internationales intéressées, et à former le personnel concerné, comme il convient, aux questions techniques et éthiques que posent cette collecte et cette analyse;

15. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et les instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale de continuer à conduire et à coordonner des travaux de recherche sur le meurtre sexiste de femmes et de filles, en particulier en rapport avec la normalisation de la collecte, de la ventilation par catégories, de l'analyse et de la communication des données;

16. *Prie également* l'Office de réaliser, en collaboration avec les États Membres, une étude analytique du meurtre sexiste de femmes et de filles dans le

monde qui contiendrait des données ventilées, émanant notamment des parties prenantes concernées, illustrant les différentes formes et caractéristiques du phénomène;

17. *Invite* les instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale à inscrire à leurs programmes de travail la question du meurtre sexiste de femmes et de filles, afin de mettre en avant, pour ce type d'infraction, des moyens plus efficaces de prévention, d'enquête, de poursuite et de sanction, et d'élaborer des outils de formation adaptés;

18. *Invite* les États Membres et les autres donateurs à verser des contributions extrabudgétaires aux fins susmentionnées, conformément aux règles et procédures de l'Organisation des Nations Unies;

19. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport à sa soixante-douzième session sur la suite donnée à la présente résolution.

Projet de résolution IV

Assistance technique à apporter en vue de l'application des conventions et protocoles internationaux relatifs à la lutte contre le terrorisme

L'Assemblée générale,

Rappelant toutes les résolutions qu'elle a adoptées sur l'assistance technique relative à la lutte contre le terrorisme, en particulier les plus récentes d'entre elles, comme ses résolutions 68/178 du 18 décembre 2013, sur la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, 68/187 du 18 décembre 2013, sur l'assistance technique à apporter en vue de l'application des conventions et protocoles internationaux relatifs à la lutte contre le terrorisme, 69/127 du 10 décembre 2014, sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international, 69/197 du 18 décembre 2014, sur le renforcement du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, surtout de ses capacités de coopération technique, et 68/276 du 13 juin 2014, sur l'examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies,

Prenant note des résolutions du Conseil de sécurité relatives à l'assistance technique à la lutte contre le terrorisme, en particulier les plus récentes d'entre elles⁷³,

Soulignant de nouveau qu'il faut renforcer la coopération internationale, régionale et sous-régionale pour prévenir et combattre efficacement le terrorisme et en particulier, à cet effet, renforcer les capacités nationales en fournissant une assistance technique aux États qui en font la demande en fonction des besoins et des priorités qu'ils ont définis,

⁷³ En particulier les résolutions 2178 (2014), en date du 24 septembre 2014, 2133 (2014), en date du 27 janvier 2014, 2195 (2014), en date du 19 décembre 2014 et 2199 (2015), en date du 12 février 2015.

Insistant sur la nécessité de s'attaquer aux conditions propices à la propagation du terrorisme tout en respectant intégralement les principes fondamentaux et les buts de la Charte des Nations Unies et du droit international,

Rappelant sa résolution 68/187, dans laquelle, en particulier, elle engageait l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à continuer de fournir une assistance technique aux États Membres qui le demandaient afin de doter ceux-ci des capacités nécessaires pour devenir parties aux conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme et les appliquer, notamment par des programmes ciblés et la formation des agents des systèmes de justice pénale concernés, par l'élaboration d'initiatives pertinentes et la participation à celles-ci, et par la conception d'outils et de publications techniques, en consultation avec les États Membres,

Réaffirmant tous les aspects de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies⁷⁴ et la nécessité pour les États de poursuivre sa mise en œuvre, comme elle l'a rappelé dans sa résolution 68/276, où elle a noté avec satisfaction les activités entreprises dans le domaine du renforcement des capacités par les entités des Nations Unies, y compris les entités de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, notamment l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en coordination avec d'autres organisations internationales, régionales et sous-régionales compétentes, pour aider les États Membres qui le demandaient à appliquer la Stratégie, et engagé l'Équipe à assurer la fourniture d'une assistance ciblée en matière de renforcement des capacités, notamment dans le cadre de l'initiative d'assistance intégrée pour la lutte antiterroriste,

Réaffirmant également que les États Membres sont tenus au premier chef d'appliquer la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, considérant qu'il faut renforcer le rôle essentiel de coordonnateur que joue l'Organisation des Nations Unies dans la promotion d'une application cohérente de la Stratégie aux échelons national, sous-régional, régional et international et dans la prestation d'une assistance, en particulier dans le domaine du renforcement des capacités, comme l'affirme la section III de la Stratégie, et encourageant d'autres organisations internationales, régionales et sous-régionales à coordonner les activités qu'elles mènent en la matière avec celles de l'Organisation,

Rappelant que, dans sa résolution 68/276, elle se déclarait préoccupée par le flot croissant de recrues internationales, notamment de combattants étrangers, venant renforcer les rangs des organisations terroristes et par la menace que ce phénomène représentait pour tous les États Membres, notamment les pays d'origine, de transit ou de destination, et rappelant également qu'elle s'y inquiétait de voir augmenter, dans certaines régions, le nombre d'enlèvements et de prises d'otages perpétrés par des groupes terroristes pour atteindre tel ou tel objectif, notamment celui d'obtenir des fonds ou des concessions politiques, et notait que les rançons versées à des terroristes constituaient l'une des sources de financement de leurs activités, notamment d'autres enlèvements,

Rappelant également la Déclaration de Doha sur l'intégration de la prévention de la criminalité et de la justice pénale dans le programme d'action plus large de l'Organisation des Nations Unies visant à faire face aux problèmes sociaux et

⁷⁴ Résolution 60/288 de l'Assemblée générale.

économiques et à promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et la participation du public⁷⁵, qui a été adoptée au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale,

Notant à cet égard qu'il faut continuer de combattre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, en s'attaquant notamment à tous les liens qui existent, se créent ou peuvent apparaître dans certains cas entre la criminalité transnationale organisée, les activités illicites liées à la drogue, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et de renforcer ainsi les réponses pénales apportées à ces formes de criminalité,

Alarmée par la destruction de biens faisant partie du patrimoine culturel dont des groupes terroristes se rendent coupables dans certains pays,

Reconnaissant le rôle important que joue l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime parmi les entités de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme dans la lutte contre le financement du terrorisme et dans l'action menée en matière de droit et de justice pénale pour combattre le terrorisme, et rappelant combien il importe que les entités des Nations Unies et l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme se coordonnent pour favoriser la responsabilité et la transparence et éviter les chevauchements d'activités,

Affirmant que les États doivent veiller à ce que toute mesure prise pour lutter contre le terrorisme soit conforme à l'ensemble des obligations que leur impose le droit international, en particulier le droit international des droits de l'homme, le droit des réfugiés et le droit humanitaire,

Prenant note des travaux entrepris et des progrès réalisés en matière d'assistance technique à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans le cadre des organismes régionaux et internationaux spécialisés concernés,

Prenant note également du rapport du Secrétaire général sur l'assistance technique en vue de l'application des conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme⁷⁶,

Prenant note en outre du travail continu que réalise l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour aider les États Membres à prévenir et combattre le terrorisme dans le contexte de la prévention de la criminalité et de la justice pénale, en particulier en ce qui concerne la compilation de bonnes pratiques sur l'assistance et l'appui aux victimes du terrorisme, notamment le rôle qui leur revient dans le cadre de la justice pénale, et réaffirmant que cette action doit être étroitement coordonnée avec celle des États Membres,

Réaffirmant que le terrorisme ne peut ni ne doit être associé à aucune religion, nationalité ou civilisation ni à aucun groupe ethnique,

1. *Prie instamment* les États Membres qui ne l'ont pas encore fait d'envisager de devenir parties aux conventions et protocoles internationaux existants relatifs à la lutte contre le terrorisme, et prie l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, agissant dans le cadre de son mandat et en coordination étroite avec les entités compétentes de l'Équipe spéciale de lutte contre le

⁷⁵ A/CONF.222/17, chap. I, résolution 1.

⁷⁶ E/CN.15/2015/4.

terrorisme, de continuer à fournir aux États Membres une assistance technique aux fins de la ratification de ces instruments juridiques internationaux et de leur incorporation dans la législation nationale;

2. *Prie instamment* les États Membres de continuer à renforcer la coordination et la coopération internationales pour prévenir et combattre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, conformément au droit international, notamment à la Charte des Nations Unies, d'appliquer effectivement les instruments internationaux et les résolutions des Nations Unies qui portent sur le phénomène des combattants terroristes étrangers, de lutter contre le financement du terrorisme, y compris le financement au moyen de prises d'otages et d'enlèvements avec demande de rançon, de conclure, au besoin, des traités bilatéraux, régionaux et multilatéraux d'extradition et d'entraide judiciaire, et de faire en sorte que tous les personnels intéressés soient convenablement formés à l'exécution d'activités de coopération internationale, et prie l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de fournir à cette fin, dans le cadre de son mandat, une assistance technique aux États Membres qui le demandent, notamment en continuant d'apporter une aide dans le domaine de la coopération judiciaire internationale pour la lutte contre le terrorisme ou en renforçant cette aide et en favorisant la mise en place d'autorités centrales fortes et efficaces chargées de la coopération internationale en matière pénale;

3. *Souligne* qu'il importe de créer et de maintenir des systèmes de justice pénale efficaces, équitables, humains, transparents et responsables, conformément au droit international applicable, en tant que fondement même de toute stratégie de lutte contre le terrorisme, et prie l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de tenir compte, lorsqu'il y a lieu, dans ses activités d'assistance technique en matière de lutte contre le terrorisme, des éléments nécessaires au développement des capacités nationales pour renforcer les systèmes de justice pénale et l'état de droit;

4. *Engage* l'Office à continuer d'étoffer l'assistance technique qu'il apporte, dans le cadre de son mandat, aux États Membres qui en font la demande, concernant les mesures de justice pénale efficaces et fondées sur l'état de droit visant à prévenir le terrorisme, dans le respect intégral des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

5. *Engage également* l'Office à continuer de fournir une assistance technique aux États Membres qui le demandent afin de doter ceux-ci des capacités nécessaires pour devenir parties aux conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme et les appliquer, notamment par des programmes ciblés et la formation des agents des systèmes de justice pénale et des services de répression concernés, par l'élaboration d'initiatives pertinentes et la participation à celles-ci, et par la conception d'outils et de publications techniques, en consultation avec les États Membres;

6. *Prie* l'Office de continuer à développer, dans le cadre de son mandat, ses connaissances juridiques spécialisées sur les moyens de prévenir et combattre le terrorisme et sur les thèmes relevant de son mandat, et de continuer à fournir aux États Membres qui en font la demande une assistance en ce qui concerne les mesures de justice pénale à prendre contre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, comme prévu dans les instruments juridiques internationaux et spécifié dans les résolutions pertinentes des Nations Unies;

7. *Prie également* l'Office, agissant dans le cadre de son mandat et en collaboration, selon qu'il conviendra, avec le Comité contre le terrorisme et sa Direction exécutive et avec l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, de fournir aux États Membres qui le demandent une assistance prenant la forme d'activités de renforcement des capacités pour les aider à lutter contre la menace que représentent les combattants terroristes étrangers, s'agissant de resserrer la coopération entre eux et d'élaborer des mesures adaptées, ainsi que des mesures de justice pénale appropriées, pour prévenir le financement, la mobilisation, les déplacements, le recrutement, l'organisation et la radicalisation de combattants terroristes étrangers, et pour veiller à ce que toute personne participant au financement, à la planification, à la préparation ou à la perpétration d'actes terroristes ou à l'appui à de tels actes soit traduite en justice, conformément aux obligations qu'imposent le droit international et le droit interne applicable;

8. *Encourage* les États Membres à resserrer leur collaboration en matière d'échange rapide et opérationnel d'informations concernant les combattants terroristes étrangers, ainsi qu'à coopérer et à s'attaquer, le cas échéant, notamment par la mise en commun effective d'informations, de données d'expérience et de bonnes pratiques, et faire obstacle à tous les liens qui existent, se créent ou peuvent apparaître dans certains cas entre la criminalité transnationale organisée, les activités illicites liées à la drogue, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et de renforcer ainsi les réponses pénales apportées à ces formes de criminalité, et demande à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime d'appuyer à cet égard, dans le cadre de ses attributions pertinentes, les efforts des États Membres qui en font la demande;

9. *Prie* l'Office, agissant dans le cadre de son mandat, de soutenir, selon qu'il convient, l'amélioration de la coopération entre les États Membres eu égard aux enlèvements et prises d'otages perpétrés par des groupes terroristes en leur fournissant, sur demande, une assistance technique qui les rende mieux à même de prévenir de futurs enlèvements et prises d'otages par des terroristes et d'empêcher les terroristes de retirer un bénéfice direct ou indirect du versement de rançons et de concessions politiques;

10. *Prie également* l'Office de continuer à développer, dans le cadre de son mandat, ses connaissances juridiques spécialisées en consultation étroite avec les États Membres pour continuer à aider ceux qui en font la demande à lutter contre l'utilisation d'Internet à des fins terroristes et à incriminer effectivement ces actes, à enquêter à leur sujet et à en poursuivre les auteurs conformément au droit international applicable en matière de garanties d'une procédure régulière et en respectant pleinement les droits de l'homme et les libertés fondamentales, et d'encourager l'utilisation d'Internet comme moyen d'empêcher la propagation du terrorisme;

11. *Prie en outre* l'Office de continuer, dans le cadre de son mandat, à aider les États Membres qui le demandent à mettre en œuvre des programmes de développement des capacités visant à renforcer les mesures de prévention du crime et de justice pénale prises face à la destruction du patrimoine culturel par des terroristes;

12. *Prie instamment* l'Office, agissant en coordination avec le Comité contre le terrorisme et sa Direction exécutive et avec l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, de continuer, lorsqu'il y a lieu, à intensifier sa coopération avec les

organisations internationales et les organismes compétents des Nations Unies ainsi qu'avec les organismes et mécanismes internationaux, régionaux et sous-régionaux pour dispenser une assistance technique;

13. *Prie* l'Office de continuer à privilégier la mise en œuvre d'une approche intégrée s'appuyant sur la promotion de ses programmes régionaux et thématiques, notamment en apportant une aide aux États qui en font la demande;

14. *Se félicite* des initiatives conjointes que mettent actuellement en œuvre l'Office et le Comité contre le terrorisme et sa Direction exécutive, ainsi que l'Office et l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme;

15. *Remercie* les États Membres qui soutiennent les activités d'assistance technique de l'Office, notamment en versant des contributions financières, et invite les États Membres à envisager de verser des contributions financières volontaires supplémentaires sur le long terme, ainsi que de fournir une aide en nature, compte tenu en particulier du fait que les États Membres ont besoin d'une assistance technique renforcée et efficace en vue de l'application des dispositions pertinentes de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies;

16. *Prie* le Secrétaire général de continuer d'allouer à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime des ressources suffisantes pour qu'il puisse mener les activités dont il est chargé et aider les États Membres qui le demandent à mettre en œuvre les éléments pertinents de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies;

17. *Prie également* le Secrétaire général de lui présenter à sa soixante et onzième session un rapport sur l'application de la présente résolution.

B. Projets de résolutions dont l'adoption est recommandée au Conseil économique et social

2. La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale recommande au Conseil économique et social d'adopter les projets de résolutions ci-après:

Projet de résolution I

Mise en œuvre du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes

Le Conseil économique et social,

Conscient de la portée du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes, que l'Assemblée générale a adopté dans sa résolution 64/293 du 30 juillet 2010, et soulignant l'importance que revêt sa mise en œuvre intégrale,

Réaffirmant que le Plan d'action mondial a été élaboré:

a) Pour promouvoir la ratification universelle de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée⁷⁷ et du Protocole visant à

⁷⁷ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2225, n° 39574.

prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée⁷⁸, ainsi que des autres instruments internationaux relatifs à la traite des personnes, et de renforcer l'application des instruments existant dans ce domaine,

b) Pour aider les États Membres à renforcer les engagements politiques et obligations juridiques qu'ils ont contractés en vue de prévenir et de combattre la traite des personnes,

c) Pour promouvoir, aux niveaux national, régional et international, une action globale, coordonnée et cohérente pour lutter contre la traite des personnes,

d) Pour promouvoir l'adoption d'une démarche reposant sur les droits de l'homme et tenant compte du sexe et de l'âge de chacun dans le cadre des efforts faits pour s'attaquer à tous les facteurs qui exposent les personnes à la traite et pour renforcer l'action de la justice pénale, qui sont nécessaires pour prévenir la traite des personnes, en protéger les victimes et en poursuivre les auteurs,

e) Pour sensibiliser les organismes des Nations Unies ainsi que les États et les autres parties prenantes telles que le secteur privé, les organisations de la société civile et les médias internationaux et nationaux, et le public en général,

f) Pour renforcer la coopération et la coordination entre toutes les parties concernées, notamment les États Membres, les organismes internationaux, les organisations de la société civile et le secteur privé, ainsi qu'entre les différentes entités du système des Nations Unies, en mettant à profit les meilleures pratiques et les enseignements tirés de l'expérience,

Rappelant sa résolution 2013/41 du 25 juillet 2013, intitulée "Mise en œuvre du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes",

Condamnant de nouveau fermement la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, qui constitue une infraction et une grave menace pour la dignité et l'intégrité physique des personnes, les droits de l'homme et le développement,

Appelant l'attention sur le rôle que joue l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime dans la mise en œuvre du Plan d'action mondial, notamment en sa qualité de coordonnateur du Groupe interinstitutions de coordination contre la traite des personnes,

Rappelant que le Groupe interinstitutions de coordination a été créé en vue de promouvoir la coordination et la coopération entre les organismes compétents des Nations Unies et les autres organisations internationales luttant contre la traite des êtres humains,

Sachant que le Groupe interinstitutions de coordination contribue, dans le cadre de ses attributions, à la mise en œuvre du Plan d'action mondial,

Sachant également que le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies en faveur des victimes de la traite des personnes, en particulier des femmes et

⁷⁸ Ibid., vol. 2237, n° 39574.

des enfants, qui a été créé comme prévu dans le Plan d'action mondial, vise à apporter aux victimes de la traite une aide humanitaire, juridique et financière par l'intermédiaire des mécanismes d'assistance en place, comme les organismes publics, les institutions intergouvernementales et les organisations non gouvernementales, et se félicitant des contributions qu'y versent les États et les autres acteurs concernés,

Se félicitant de la tenue de la réunion de haut niveau que l'Assemblée générale, à sa soixante-septième session, a consacrée, du 13 au 15 mai 2013, à l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan d'action mondial,

Prenant note de la décision que l'Assemblée générale a prise, dans sa résolution 68/192 du 18 décembre 2013, d'examiner tous les quatre ans, à compter de sa soixante-douzième session, les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan d'action mondial,

Prenant également note de la décision que l'Assemblée générale a prise, dans sa résolution 68/192, de faire du 30 juillet la Journée mondiale de la lutte contre la traite d'êtres humains, qui devait être célébrée chaque année à compter de 2014,

Rappelant le rôle que ne cessent de jouer les initiatives et dispositifs sous-régionaux, régionaux et interrégionaux dans l'action visant à combattre et à éliminer toutes les formes de traite des personnes,

1. *Souligne de nouveau* l'importance cruciale que revêt le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée⁷⁸, qui est entré en vigueur le 25 décembre 2003, qui a donné, pour la première fois, une définition arrêtée sur le plan international de l'infraction que constitue la traite, et qui vise à prévenir la traite, à en protéger les victimes et à en poursuivre les auteurs et, à cet égard, engage les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à envisager à titre prioritaire de ratifier la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée⁷⁹ et le Protocole relatif à la traite des personnes qui s'y rapporte;

2. *Réaffirme* l'importance de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, qui a été créée pour améliorer la capacité des États parties de combattre la criminalité transnationale organisée ainsi que pour promouvoir et examiner l'application de la Convention et du Protocole relatif à la traite des personnes;

3. *Prie instamment* les États Membres et les autres parties prenantes mentionnées dans le Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes⁸⁰ de continuer à contribuer, dans le cadre de leurs attributions respectives, à la mise en œuvre intégrale et effective du Plan d'action mondial, y compris en resserrant leur coopération et en améliorant leur coordination à cette fin, et invite la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et les autres organismes internationaux, régionaux et sous-régionaux compétents à faire de même;

⁷⁹ Ibid., vol. 2225, n° 39574.

⁸⁰ Résolution 64/293 de l'Assemblée générale.

4. *Se félicite* de la célébration en 2014, pour la première fois, de la Journée mondiale de la lutte contre la traite d'êtres humains, et invite tous les États Membres, les organismes compétents des Nations Unies et les autres organisations internationales, ainsi que la société civile, à continuer de célébrer chaque année la Journée mondiale;

5. *Se félicite également* de la publication du *Rapport mondial sur la traite des personnes de 2014*⁸¹, que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a établi comme prévu dans le Plan d'action mondial, attend avec intérêt la parution du prochain rapport, que l'Office produira en 2016, et engage les États Membres à communiquer à ce dernier des données factuelles sur les tendances de la traite des personnes, ses formes et ses flux;

6. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de continuer à intégrer le Plan d'action mondial dans ses programmes et activités et à fournir, aux niveaux national et régional, une assistance technique aux pays qui en font la demande pour renforcer les moyens dont ils disposent afin d'assurer la mise en œuvre intégrale et effective du Plan d'action mondial;

7. *Invite* l'Office et les autres organismes compétents des Nations Unies, agissant dans le cadre du Groupe interinstitutions de coordination contre la traite des personnes, de continuer d'accroître les activités que le Groupe consacre à la mise en œuvre du Plan d'action mondial;

8. *Encourage* l'Office, agissant en sa qualité de coordonnateur du Groupe interinstitutions de coordination contre la traite des personnes, et les autres membres du Groupe interinstitutions de coordination, à continuer de contribuer, dans le cadre de leurs attributions respectives, à la mise en œuvre du Plan d'action mondial et, à cet égard, invite l'Office et les autres membres du Groupe interinstitutions de coordination à continuer de dresser, en coopération avec les États Membres, une liste des mesures concrètes prévues jusqu'en 2017 pour mettre en œuvre le Plan d'action mondial et à la présenter comme il convient à l'Assemblée générale à sa soixante-neuvième session;

9. *Prie* l'Office, agissant en sa qualité de gestionnaire du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies en faveur des victimes de la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, de continuer d'inciter les États et tous les autres acteurs intéressés à verser des contributions au Fonds;

10. *Invite* les États Membres et les autres donateurs à fournir des ressources extrabudgétaires aux fins susmentionnées, conformément aux règles et procédures de l'Organisation des Nations Unies;

11. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, à sa vingt-sixième session, sur la suite donnée à la présente résolution, notamment de l'informer de l'état des contributions versées au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies en faveur des victimes de la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, et des dépenses imputées sur le Fonds.

⁸¹ Publication des Nations Unies, numéro de vente: E.14.V.10.

Projet de résolution II

Améliorer la qualité et la disponibilité des statistiques sur la criminalité et la justice pénale pour l'élaboration des politiques

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 67/189 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 2012, dans laquelle celle-ci priait l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime d'améliorer encore, dans le cadre de son mandat actuel, la collecte, l'analyse et la diffusion périodiques de données et d'informations exactes, fiables et comparables, et encourageait vivement les États Membres à communiquer de telles données et informations à l'Office,

Rappelant également sa résolution 2013/37 du 25 juillet 2013, intitulée "Améliorer la qualité et la disponibilité des statistiques sur la criminalité et la justice pénale pour l'élaboration des politiques", dans laquelle il appuyait les activités présentées dans la feuille de route visant à améliorer la qualité et la disponibilité des statistiques de la criminalité aux niveaux national et international⁸² et approuvait le projet de finaliser, à l'horizon 2015, une classification internationale des infractions à des fins statistiques, outil méthodologique qui contribuerait à l'harmonisation et à l'amélioration de la comparabilité aux niveaux international et régional,

Réaffirmant l'engagement de renforcer la mise au point et l'utilisation d'outils et de méthodes visant à améliorer la disponibilité et la qualité des informations statistiques et des études analytiques sur la criminalité et la justice pénale au niveau international, de façon à pouvoir mieux mesurer et évaluer les effets des mesures de lutte contre la criminalité et à accroître l'efficacité des programmes de prévention de la criminalité et de justice pénale aux niveaux national, régional et international, qui a été pris dans la Déclaration de Doha sur l'intégration de la prévention de la criminalité et de la justice pénale dans le programme d'action plus large de l'Organisation des Nations Unies visant à faire face aux problèmes sociaux et économiques et à promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et la participation du public⁸³, adoptée à l'occasion du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale,

Reconnaissant la nature transversale de l'information et des statistiques et l'importance qu'elles ont pour élaborer et appuyer les politiques publiques aux niveaux national, régional et mondial, ainsi que pour mesurer l'application des instruments internationaux pertinents dans le domaine de la prévention de la criminalité et de la justice pénale,

Insistant sur le fait que la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale et la Commission de statistique devraient poursuivre les efforts complémentaires et conjoints qu'elles déploient dans le domaine des statistiques sur la criminalité et la justice pénale,

Soulignant qu'il importe de fournir une assistance technique aux États Membres et de leur permettre d'acquérir les moyens de collecter, d'analyser, de

⁸² Voir E/CN.3/2013/11.

⁸³ A/CONF.222/17, chap. I, résolution 1.

communiquer et de diffuser des statistiques exactes et comparables sur la criminalité et la justice pénale,

1. *Considère* que la feuille de route visant à améliorer les statistiques sur la criminalité offre un cadre conceptuel et opérationnel utile pour améliorer les statistiques relatives à la criminalité et à la justice pénale, et encourage l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et tous ses partenaires compétents à poursuivre leurs activités en vue de son application, sous réserve que des ressources soient disponibles à cette fin;

2. *Se félicite* des délibérations que la Commission de statistique a tenues à sa quarante-sixième session, du 3 au 6 mars 2015, pendant laquelle elle a approuvé la Classification internationale des infractions à des fins statistiques comme norme statistique internationale applicable à la collecte de données à partir tant de registres administratifs que d'enquêtes statistiques et comme outil analytique permettant d'obtenir des informations spécifiques sur les facteurs de la criminalité, confirme que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime est le dépositaire de cette Classification, et approuve le plan prévu pour sa mise en pratique, y compris la création d'un groupe consultatif technique chargé de fournir à l'Office des avis et un appui techniques pour la tenue à jour de la Classification internationale;

3. *Salue* les travaux préparatoires complets et ouverts à tous qu'ont menés l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, la Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies, les États Membres et les experts du domaine en vue de mettre au point la Classification et d'en tester la faisabilité;

4. *Invite* les États Membres à élaborer des plans nationaux pour l'adoption progressive de la Classification et pour le renforcement des systèmes nationaux de statistiques sur la justice pénale, afin de renforcer l'efficacité de leurs législations et politiques nationales, en tenant compte des instruments internationaux pertinents dans le domaine de la prévention de la criminalité et de la justice pénale, en encourageant un dialogue productif entre autorités nationales responsables de la collecte, du traitement et de la diffusion des statistiques sur la criminalité et la justice pénale, y compris les bureaux nationaux de statistique, de façon à promouvoir l'application de la Classification par toutes les autorités nationales concernées;

5. *Encourage* les États Membres à poursuivre leurs efforts visant à améliorer les statistiques de la criminalité à l'échelle mondiale, notamment en mutualisant les données d'expérience et les bonnes pratiques et en créant des centres de statistique en coopération avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, et réaffirme à cet égard le rôle constructif que joue le Centre d'excellence sur les statistiques concernant la gouvernance, la sécurité publique, la victimisation et la justice, créé conjointement par l'Office et l'Institut national mexicain de statistique et de géographie;

6. *Invite* l'Office et les États Membres à continuer de soutenir l'application de la Classification internationale des infractions à des fins statistiques suivant le plan de mise en pratique prévu et sous réserve de la disponibilité de ressources à cet effet, en particulier par le lancement de campagnes d'information, la fourniture d'un appui méthodologique et la prestation d'une assistance technique aux États Membres qui le demandent;

7. *Prie instamment* l'Office d'appuyer, en coordination avec le groupe consultatif technique devant être créé et en consultation avec les États Membres, et dans le cadre de ses attributions, la tenue à jour de la Classification internationale des infractions à des fins statistiques, notamment en révisant et en évaluant le plan de mise en pratique, et prie l'Office de continuer à fournir des informations sur le sujet à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale et à la Commission de statistiques pour qu'elles les examinent;

8. *Prie* l'Office de continuer à élaborer, en consultation avec les États Membres, des outils techniques et méthodologiques en vue d'aider les pays à produire et à diffuser des statistiques exactes et comparables sur la criminalité et la justice pénale, et de continuer à fournir une assistance technique aux États Membres qui le demandent pour renforcer leurs moyens de collecte, d'analyse et de communication de données sur la criminalité et la justice pénale;

9. *Invite* les États Membres et les autres donateurs à fournir des ressources extrabudgétaires à ces fins, conformément aux règles et procédures de l'Organisation des Nations Unies;

10. *Prie* le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de rendre compte à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, à sa vingt-sixième session, de la suite donnée à la présente résolution.

C. Projets de décisions dont l'adoption est recommandée au Conseil économique et social

3. La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale recommande au Conseil économique et social d'adopter les projets de décisions ci-après:

Projet de décision I

Améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime: prorogation du mandat du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

Le Conseil économique et social, rappelant sa décision 2013/246 du 25 juillet 2013, intitulée "Amélioration de la gouvernance et de la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime: prorogation du mandat du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime", dans laquelle il a, entre autres, rappelé la résolution 52/13 de la Commission des stupéfiants en date du 20 mars 2009 et la résolution 18/3 de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale en date du 24 avril 2009 et décidé de renouveler le mandat du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la

drogue et le crime jusqu'à la partie de la session que chaque Commission devait tenir au premier semestre de 2015, à laquelle elle devait procéder à un examen approfondi du fonctionnement du groupe de travail et envisager la prorogation de son mandat:

a) Réaffirme l'efficacité du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime;

b) Réaffirme également le rôle de la Commission des stupéfiants en tant que principal organe chargé de définir les politiques des Nations Unies en matière de contrôle international des drogues et organe directeur du programme de lutte contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, et le rôle de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale en tant que principal organe chargé de définir les politiques des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale et organe directeur du programme de lutte contre le crime de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime;

c) Exprime de nouveau sa préoccupation constante face à la situation de l'Office sur le plan des finances et de la gouvernance, et considère qu'elle doit continuer d'être abordée d'une manière pragmatique, axée sur les résultats et efficace, dans un esprit de coopération;

d) Rappelle la résolution 52/13 de la Commission des stupéfiants et la résolution 18/3 de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale ainsi que les résolutions de la Commission des stupéfiants 54/10 du 25 mars 2011, 54/17 du 13 décembre 2011 et 56/11 du 15 mars 2013 et les résolutions de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale 20/1 du 13 avril 2011, 20/9 du 13 décembre 2011 et 22/2 du 26 avril 2013, et décide de renouveler le mandat du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime jusqu'à la partie de la session que chaque Commission doit tenir au premier semestre de 2017, à laquelle elle devrait procéder à un examen approfondi du fonctionnement du groupe de travail et envisager la prorogation de son mandat;

e) Décide que le groupe de travail tiendra des réunions officielles et informelles conformément à la pratique actuelle, et que les dates de ces réunions seront fixées par les coprésidents du groupe de travail en consultation avec le Secrétariat;

f) Demande que la documentation pertinente soit fournie au groupe de travail au plus tard 10 jours ouvrables avant chaque réunion;

g) Réaffirme qu'il importe que les États Membres établissent un plan de travail annuel indicatif tenant compte des éléments fournis par le Secrétariat, afin d'orienter les travaux du groupe, et approuve pour celui-ci l'ordre du jour provisoire ci-dessous:

1. Budget biennal consolidé de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.
2. Gouvernance et situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

3. Évaluation et contrôle.
4. Questions diverses.

Projet de décision II

Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa vingt-quatrième session et ordre du jour provisoire de sa vingt-cinquième session

Le Conseil économique et social:

- a) Prend note du rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa vingt-quatrième session;
- b) Réaffirme la décision 21/1 de la Commission en date du 27 avril 2012;
- c) Approuve l'ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session énoncé ci-dessous.

Ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique:
 - a) Travaux du groupe de travail chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime;
 - b) Directives sur les questions politiques et budgétaires pour le programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale;
 - c) Méthodes de travail de la Commission;
 - d) Composition des effectifs de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et questions connexes.
4. Débat thématique sur [...].
5. Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale:
 - a) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant;
 - b) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la corruption;
 - c) Ratification et application des instruments internationaux visant à prévenir et à combattre le terrorisme;
 - d) Autres questions liées à la prévention du crime et à la justice pénale;

- e) Autres activités à l'appui des travaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en particulier celles du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, des organisations non gouvernementales et d'autres instances.
6. Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale.
7. Tendances et nouveaux problèmes en matière de criminalité dans le monde et mesures prises dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale pour y faire face.
8. Suite à donner au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.
9. Contributions de la Commission aux travaux du Conseil économique et social, conformément à la résolution 68/1 de l'Assemblée générale.
10. Ordre du jour provisoire de la vingt-sixième session de la Commission.
11. Autres questions.
12. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa vingt-cinquième session.

Projet de décision III

Nomination d'un membre du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice

Le Conseil économique et social décide d'approuver la nomination de Christine M. Cline (États-Unis d'Amérique) au Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice.

D. Questions portées à l'attention du Conseil économique et social

4. Les résolutions et décisions ci-après, adoptées par la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, sont portées à l'attention du Conseil économique et social:

Résolution 24/1

Améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime: recommandations du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale,

Rappelant sa résolution 18/3 du 24 avril 2009, intitulée “Améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime”, dans laquelle elle a décidé de créer un groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé des questions financières et de gouvernance en vue d'atteindre l'objectif commun consistant à renforcer la performance et l'efficacité de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime,

Rappelant également la décision 2009/251 du Conseil économique et social en date du 30 juillet 2009, intitulée “Fréquence et durée des reprises des sessions de la Commission des stupéfiants et de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale”, dans laquelle le Conseil a décidé qu'à compter de 2010, la Commission des stupéfiants et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale tiendraient chaque année une reprise de leur session durant le deuxième semestre de l'année pour examiner, en application de la résolution 52/13 de la Commission des stupéfiants en date du 20 mars 2009 et de la résolution 18/3 de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, les rapports et les recommandations du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime,

Réaffirmant son rôle de principal organe chargé de définir les politiques des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale et d'organe directeur du programme contre le crime de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime,

Réaffirmant également ses résolutions 20/1 du 15 avril 2011 et 22/2 du 26 avril 2013, intitulées “Améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime: recommandations du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime”,

Préoccupée par la situation de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sur le plan des finances et de la gouvernance, et considérant qu'elle doit continuer d'être abordée d'une manière pragmatique, axée sur les résultats et efficace, dans un esprit de coopération,

1. *Prend note* des activités et de la note du Secrétariat sur les travaux du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé

d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime⁸⁴, conformément à ses résolutions 18/3, 20/1 et 22/2;

2. *Exprime ses remerciements* aux coprésidents du groupe de travail pour ce qu'ils ont accompli et au Secrétariat pour l'aide qu'il a fournie au groupe de travail, notamment en le renseignant sur la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et en tenant des réunions d'information et des présentations sur les différents programmes thématiques et régionaux et projets mondiaux, et sur les questions d'évaluation et de contrôle, et prie le Secrétariat de continuer d'apporter au groupe de travail le concours requis, dans la mesure des ressources limitées dont il dispose;

3. *Se félicite* de la pratique établie consistant à prévoir pour le groupe de travail un calendrier des réunions et un programme de travail clairs, demande que, pour chaque réunion, un ordre du jour provisoire, accompagné de tous les documents pertinents, soit distribué au plus tard 10 jours ouvrables avant la réunion, et réaffirme à quel point il importe que les États Membres élaborent un plan de travail annuel indicatif tenant compte des éléments fournis par le Secrétariat;

Appui continu à la consolidation de la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

4. *Rappelle* que le groupe de travail a abordé, à plusieurs reprises, les questions de mobilisation de fonds et les moyens d'assurer un financement durable et équilibré à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, de manière à ce que la prestation d'une assistance technique efficace, la capacité d'exécution des programmes thématiques, mondiaux, régionaux et nationaux et leur pérennité soient assurées;

5. *Rappelle également* que le groupe de travail a examiné la suite à donner à la résolution 56/17 de la Commission des stupéfiants en date du 13 décembre 2013 et à la résolution 22/9 de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale en date du 13 décembre 2013 et qu'il a été informé de l'application provisoire du nouveau modèle de financement fondé sur le recouvrement intégral des coûts;

6. *Prie* le groupe de travail de poursuivre l'examen et les débats qu'il consacre à la situation et la gestion financières de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et, pour ce faire, de prendre notamment les mesures suivantes:

a) Se tenir informé de la mobilisation de ressources et faciliter celle-ci pour promouvoir les programmes intégrés⁸⁵ de l'Office, en mettant l'accent sur les ressources nécessaires, et pour rendre les financements plus prévisibles, conformément à la stratégie à moyen terme;

b) Continuer de s'employer, y compris par l'intermédiaire de l'Office, à encourager encore plus les donateurs à verser des fonds à des fins générales, notamment en renforçant la transparence et en améliorant l'application du principe de recouvrement intégral des coûts et la qualité de l'information et de la

⁸⁴ E/CN.7/2015/6-E/CN.15/2015/6.

⁸⁵ Selon la définition retenue par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, la "programmation intégrée" inclut aussi les programmes de pays approuvés par le comité d'examen des programmes.

communication, et d'examiner plus avant les raisons expliquant le faible niveau de fonds à des fins générales mis à sa disposition, afin de rétablir un juste équilibre entre les fonds destinés à des fins générales et ceux affectés à des fins spéciales;

c) Continuer d'étudier la faisabilité, l'état d'application et les incidences du recouvrement intégral des coûts et de l'introduction d'une certaine souplesse dans l'emploi des fonds d'appui aux programmes, afin d'améliorer l'efficacité et les résultats des programmes d'assistance technique de l'Office;

Appui continu à la promotion d'une approche-programme intégrée

7. *Rappelle* que le groupe de travail s'est tenu au courant des progrès accomplis par l'Office pour ce qui est de mettre en œuvre une approche-programme intégrée propre à renforcer les liens entre les activités normatives et les activités opérationnelles d'assistance technique et d'améliorer les corrélations entre les politiques, la planification stratégique, l'évaluation, la programmation, la mobilisation des ressources et les partenariats avec tous les acteurs concernés;

8. *Prie* le groupe de travail de prendre les mesures suivantes:

a) Continuer d'encourager un dialogue régulier entre tous les États Membres, ainsi qu'avec l'Office, sur la planification et la définition des activités opérationnelles de l'Office, en particulier de ses programmes thématiques, mondiaux et régionaux, conformément à la stratégie à moyen terme et au cadre stratégique;

b) Continuer de s'informer auprès de l'Office des progrès réalisés dans l'exécution des programmes régionaux, mondiaux et thématiques ainsi que dans la prise en compte des enseignements et des recommandations découlant des évaluations au sein des régions et entre elles, afin que les programmes soient complémentaires les uns avec les autres et alignés sur le cadre stratégique pour la période 2014-2015 et la stratégie de l'Office pour la période 2012-2015;

c) Continuer d'aborder avec l'Office la question de la mise en œuvre d'une gestion et d'une budgétisation axées sur les résultats;

Appui continu à la promotion d'une culture de l'évaluation au sein de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à toutes les étapes de la planification, de l'élaboration et de l'exécution des programmes

9. *Rappelle* que le groupe de travail a entendu de nombreux exposés sur les conclusions de l'évaluation, au cours desquels les participants ont redit à quel point il importait que l'Office dispose d'une fonction d'évaluation interne pérenne, efficace et fonctionnellement indépendante, qui concentre son attention sur l'exécution, les résultats et les incidences des programmes intégrés et leur cohérence par rapport aux mandats de l'Office;

10. *Prie* le groupe de travail d'inviter le Groupe de l'évaluation indépendante à prendre les mesures suivantes:

a) Continuer de lui communiquer les constatations issues des évaluations portant sur les programmes de l'Office;

b) Continuer de promouvoir une culture de l'évaluation dans l'ensemble de l'Office à tous les stades de la planification, de l'élaboration et de l'exécution des programmes;

c) Continuer de suivre, avec l'Office, l'application des recommandations formulées par les organes de contrôle compétents;

d) Continuer de collaborer avec l'Office à l'instauration d'une coordination renforcée entre les organes d'évaluation, d'audit et de contrôle afin d'exercer une surveillance coordonnée et continue sur les projets et programmes de l'Office;

Appui continu au renforcement de la gouvernance en matière de ressources humaines pour améliorer l'équilibre entre les sexes et la représentation géographique

11. *Rappelle* que, dans le cadre des efforts qu'il déploie pour améliorer la gouvernance de l'Office, le groupe de travail a abordé à plusieurs reprises la question de la représentation géographique et de l'équilibre entre les sexes au sein du personnel de l'Office;

12. *Prie* le groupe de travail de prendre les mesures suivantes:

a) Continuer de débattre de la représentation des sexes et de celle des régions, et de la manière dont elles évoluent, au titre d'un point de l'ordre du jour spécial, afin de réfléchir à ce qui pourrait être fait dans ce domaine;

b) Continuer d'obtenir des informations à jour et complètes, y compris des données ventilées, sur la composition des effectifs et les politiques de recrutement de l'Office.

Résolution 24/2

Renforcement des mesures de prévention du crime et de justice pénale relatives au trafic de biens culturels et aux autres infractions connexes

La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale,

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale 66/180 du 19 décembre 2011 et 68/186 du 18 décembre 2013, intitulées "Renforcement des mesures de prévention du crime et de justice pénale visant à protéger les biens culturels, eu égard en particulier à leur trafic", et la résolution 69/196 de l'Assemblée en date du 18 décembre 2014, intitulée "Principes directeurs internationaux sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale relatives au trafic de biens culturels et aux autres infractions connexes",

Rappelant également la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée⁸⁶, que l'Assemblée générale a adoptée dans sa résolution 55/25 du 15 novembre 2000, et la Convention des Nations Unies contre la corruption⁸⁷, qu'elle a adoptée dans sa résolution 58/4 du 31 octobre 2003,

⁸⁶ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2225, n° 39574.

⁸⁷ *Ibid.*, vol. 2349, n° 42146.

Rappelant en outre la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels⁸⁸, adoptée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture le 14 novembre 1970, la Convention sur les biens culturels volés ou illicitement exportés⁸⁹, adoptée par l'Institut international pour l'unification du droit privé le 24 juin 1995, la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé⁹⁰, faite à La Haye le 14 mai 1954⁹⁰, et les deux Protocoles y relatifs, faits à La Haye le 14 mai 1954 et le 26 mars 1999⁹¹, ainsi que d'autres conventions sur la question, et réaffirmant combien il est nécessaire que les États qui ne l'ont pas fait envisagent de ratifier ces instruments internationaux ou d'y adhérer et, en tant qu'États parties, de les appliquer,

Réaffirmant l'engagement d'appliquer en les renforçant les mesures globales de prévention de la criminalité et de justice pénale visant le trafic de biens culturels qui a été pris dans la Déclaration de Doha sur l'intégration de la prévention de la criminalité et de la justice pénale dans le programme d'action plus large de l'Organisation des Nations Unies visant à faire face aux problèmes sociaux et économiques et à promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et la participation du public⁹²,

Soulignant de nouveau combien il importe que les mesures prises à cet égard en matière de justice pénale et les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) et d'autres organisations internationales compétentes fassent l'objet d'une étroite coopération, de manière à assurer la coordination du travail que chacune des organisations accomplit dans l'exécution de son mandat,

Prenant note des travaux que le Comité subsidiaire de la Réunion des États parties à la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels a menés en vue de l'élaboration de directives opérationnelles pour la mise en œuvre de cette Convention,

Affirmant que tous les peuples contribuent à la diversité et à la richesse des civilisations et des cultures, qui constituent le patrimoine commun de l'humanité,

Alarmée par la destruction de biens faisant partie du patrimoine culturel dont se sont récemment rendus coupables des groupes criminels organisés et des groupes terroristes, en relation avec le trafic de biens culturels dans certains pays,

Consciente du caractère criminel du trafic de biens culturels et des conséquences graves et préjudiciables qu'il a pour le patrimoine culturel de l'humanité,

1. *Encourage* les États Membres à combattre efficacement le trafic de biens culturels et à envisager, s'ils ne l'ont pas déjà fait, d'adhérer aux instruments internationaux susmentionnés;

⁸⁸ Ibid., vol. 823, n° 11806.

⁸⁹ Ibid., vol. 2421, n° 43718.

⁹⁰ Ibid., vol. 249, n° 3511.

⁹¹ Ibid., vol. 2253, n° 3511.

⁹² A/CONF.222/17, chap. I, résolution 1.

2. *Encourage vivement* les États Membres à tenir compte des Principes directeurs internationaux sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale relatives au trafic de biens culturels et aux autres infractions connexes⁹³ lorsqu'ils élaborent et renforcent leurs politiques, stratégies, législation et mécanismes de coopération en la matière;

3. *Invite* les États Membres à favoriser la coopération internationale ainsi que l'échange de renseignements concernant le trafic de biens culturels, en tant qu'infraction transnationale, les difficultés rencontrées pour la combattre et les bonnes pratiques mises en œuvre, en collaborant autant que possible dans ce domaine au niveau international;

4. *Prie* les États Membres de promouvoir la prévention de ce trafic en élaborant, avec la participation des médias, des campagnes de sensibilisation et d'information, notamment sur le vol, le saccage et le pillage de biens culturels, et de renforcer les systèmes éducatifs pour faire prendre conscience à la population de la valeur du patrimoine culturel;

5. *Invite* les États Membres à continuer de recueillir et d'échanger des données fiables et comparables sur les différents aspects du trafic de biens culturels, y compris ses liens avec la criminalité transnationale organisée et le produit illicite qui en est tiré;

6. *Exhorte* les États Membres à promouvoir la protection des biens culturels contre le trafic, en élaborant et adoptant au besoin une législation appropriée qui prévoient en particulier des procédures de saisie, de récupération et de restitution de ces biens conformes à leurs systèmes juridiques et en appliquant des mesures de sécurité adéquates consistant, par exemple, à renforcer les capacités et les ressources humaines des organes de surveillance, comme la police et les douanes, et du secteur touristique;

7. *Demande* aux États Membres de continuer d'informer l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de leurs besoins en assistance technique, par exemple en matière de programmes de formation ou d'aide à la rédaction de textes législatifs, afin de prévenir et de combattre plus efficacement le trafic de biens culturels, et charge l'Office de continuer de répondre à ces besoins comme il convient, sans perdre de vue les activités menées par les organisations internationales concernées telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et INTERPOL;

8. *Invite* les États Membres à continuer de soumettre par écrit à l'Office leurs observations concernant l'utilité que pourraient présenter le traité type pour la prévention des infractions visant les biens meubles qui font partie du patrimoine culturel des peuples⁹⁴ ainsi que les normes et principes internationaux sur le sujet, et les améliorations qui pourraient y être apportées, compte tenu, si possible, des Principes directeurs internationaux en la matière;

9. *Réaffirme* qu'il importe de concevoir un outil d'assistance pratique à l'application des Principes directeurs internationaux, et prie l'Office de poursuivre

⁹³ Résolution 69/196 de l'Assemblée générale, annexe.

⁹⁴ *Huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, La Havane, 27 août-7 septembre 1990: rapport établi par le Secrétariat* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.91.IV.2), chap. I, sect. B.1, annexe.

la mise au point d'un tel outil, selon qu'il convient, en consultation avec les États Membres, compte tenu du document technique établi aux fins de l'élaboration des Principes directeurs internationaux et des observations formulées par les États Membres à son sujet;

10. *Demande* aux États Membres d'utiliser, pour combattre le trafic de biens culturels, tous les instruments pertinents élaborés par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ainsi que les bases de données et outils pertinents mis au point par des organismes internationaux compétents tels que l'Institut international pour l'unification du droit privé, INTERPOL, l'Organisation mondiale des douanes et d'autres organismes comme le Conseil international des musées;

11. *Encourage* les États Membres à acquérir une connaissance plus approfondie des liens, mentionnés au préambule de la présente résolution, qui existent entre la destruction du patrimoine culturel et le trafic de biens culturels, afin de prendre des mesures de prévention du crime et de justice pénale plus fermes face à ces infractions;

12. *Invite* les États Membres et les autres donateurs à verser des ressources extrabudgétaires aux fins mentionnées dans la présente résolution, conformément aux règles et procédures de l'Organisation des Nations Unies;

13. *Prie* le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de lui rendre compte à sa vingt-cinquième session de la suite donnée à la présente résolution.

Décision 24/1

Rapport du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice

À sa 7^e séance, le 21 mai 2015, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale a décidé de transmettre le rapport du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice concernant les principales activités de l'Institut (E/CN.15/2015/12) au Conseil économique et social, conformément à l'alinéa e) du paragraphe 3 de l'article IV des statuts de l'Institut (résolution 1989/56 du Conseil économique et social, annexe).

Chapitre II

Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique

5. À sa 2^e séance, le 18 mai 2015, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale a examiné le point 3 de l'ordre du jour, qui était libellé comme suit:

“Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique:

- a) Travaux du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime;
- b) Directives sur les questions politiques et budgétaires pour le programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale;
- c) Méthodes de travail de la Commission;
- d) Composition des effectifs de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et questions connexes”.

6. Elle était saisie pour ce faire des documents suivants:

- a) Rapport du Directeur exécutif sur les activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/CN.7/2015/2-E/CN.15/2015/2);
- b) Note du Secrétariat sur les travaux du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/CN.7/2015/6-E/CN.15/2015/6);
- c) Rapport du Secrétariat sur l'application des résolutions et décisions relatives à la prévention du crime et à la justice pénale adoptées depuis 2012 et appelant des mesures de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/CN.15/2015/11 et Corr.1);
- d) Document de séance sur les méthodes de travail de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (E/CN.15/2015/CRP.1, en anglais seulement).

7. Le Directeur de la Division de la gestion et la Chef du Secrétariat des organes directeurs de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD) ont fait des déclarations liminaires. Le représentant de l'Espagne a également fait une déclaration liminaire en sa qualité de coprésident du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'ONUDD.

8. Au titre de ce point de l'ordre du jour, des déclarations ont été faites par les représentants de l'Italie, de la Thaïlande, de la République de Corée, de la Chine, du Brésil, du Canada, de la Norvège et des États-Unis d'Amérique. Des déclarations ont également été faites par les observateurs de la Croatie, de la Suède, de la Roumanie et de l'Inde.

A. Délibérations

9. Les orateurs ont remercié le Gouvernement qatarien d'avoir accueilli avec succès le treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, se sont félicités de l'adoption de la Déclaration de Doha sur l'intégration de la prévention de la criminalité et de la justice pénale dans le programme d'action plus large de l'Organisation des Nations Unies visant à faire face aux problèmes sociaux et économiques et à promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et la participation du public⁹⁵, et ont réaffirmé leur détermination à renforcer la prévention du crime et la justice pénale et à intégrer l'action menée en la matière dans le programme plus large de l'Organisation, notamment dans le programme de développement pour l'après-2015. Ils avaient une opinion favorable du rôle que jouait l'ONUSD et des compétences d'expert qu'il possédait dans ce domaine, et ils l'ont instamment prié de continuer de travailler en coopération étroite avec d'autres organismes des Nations Unies et organisations compétentes.

10. On a félicité l'ONUSD de l'assistance qu'il avait apportée aux États Membres dans leurs délibérations sur les objectifs de développement durable. Des orateurs ont souligné qu'il fallait nouer des partenariats efficaces au sein du système des Nations Unies et à l'extérieur afin d'aider les États Membres à atteindre les buts ambitieux énoncés au titre de l'objectif 16 que proposait le Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale sur les objectifs de développement durable (A/68/970). On a mentionné le rôle important que jouait l'ONUSD dans la collecte de données pouvant servir à examiner les progrès qui seraient accomplis vers la réalisation des objectifs de développement durable, et l'Office a été encouragé à continuer de prêter son concours aux États Membres à cet égard.

11. On a insisté sur la nécessité d'apporter un soutien continu à l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée⁹⁶, de la Convention des Nations Unies contre la corruption⁹⁷ et des instruments juridiques universels de lutte contre le terrorisme. On a mentionné la situation des migrants qui faisaient l'objet d'un trafic en Méditerranée et affirmé qu'il fallait veiller à la pleine application du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée⁹⁸. On a noté que l'application de cet instrument gagnerait beaucoup à ce que l'on procède à un examen systématique et efficace de l'application de la Convention contre la criminalité organisée et des Protocoles s'y rapportant. On a aussi mentionné les menaces que représentaient la contrefaçon et les liens entre celle-ci et d'autres formes de criminalité transnationale, et le trafic de biens culturels.

12. De nombreux intervenants ont salué les travaux menés par le groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'ONUSD et son utilité en tant que plate-forme d'échange d'informations et de renforcement de la coopération sur les questions programmatiques et financières entre les États Membres et l'ONUSD. Ils

⁹⁵ A/CONF.222/17, chap. I, résolution 1.

⁹⁶ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2225, n° 39574.

⁹⁷ Ibid., vol. 2349, n° 42146.

⁹⁸ Ibid., vol. 2241, n° 39574.

se sont aussi déclarés favorables à la prolongation de son mandat. Plusieurs orateurs ont noté la contribution précieuse du groupe de travail à l'amélioration de la transparence et de la responsabilité, ainsi qu'à la promotion d'une culture de l'évaluation.

13. L'augmentation des contributions versées à des fins spéciales a été saluée comme une preuve de confiance des donateurs dans le travail de l'Office, bien que des préoccupations aient été exprimées à propos de la baisse des ressources à des fins générales. L'évolution future de la situation financière de l'ONUDC a été évoquée, et des intervenants ont souhaité que la Cinquième Commission de l'Assemblée générale réfléchisse à un meilleur modèle budgétaire pour l'Office.

14. La plupart des orateurs qui ont mentionné le modèle de recouvrement intégral des coûts se sont félicités de son application en tant qu'instrument permettant d'accroître la transparence et la durabilité et ont demandé que l'on continue d'évaluer son impact sur l'exécution des programmes. Des intervenants ont rappelé que le recouvrement intégral des coûts avait été mis en place à titre provisoire et qu'il fallait en évaluer la faisabilité, et ils ont souligné l'importance d'une application cohérente et transparente. Certains ont estimé que l'utilisation des fonds d'appui aux programmes ne devrait pas être limitée au Siège de l'ONU et qu'il faudrait réfléchir à la possibilité d'en faire une utilisation souple.

15. On a indiqué qu'il importait que l'ONUDC reste compétitif en maintenant les frais généraux à un faible niveau. Il faudrait poursuivre les mesures d'économie et fournir davantage d'informations sur la maîtrise des coûts sur le terrain et au siège de l'ONUDC.

16. Plusieurs orateurs se sont félicités de l'inscription à titre permanent d'un point sur la composition des effectifs de l'ONUDC et d'autres questions connexes à l'ordre du jour de la Commission et ont demandé qu'à l'avenir, des données ventilées lui soient communiquées par écrit sur la composition des effectifs aux niveaux des administrateurs et de la direction. Des intervenants ont noté qu'en dépit de certains progrès, il fallait encore améliorer la représentation géographique et l'équilibre entre les sexes, en particulier aux postes de rang élevé et de direction et aux postes d'administrateur nécessitant des compétences spécifiques. Ils ont prié l'ONUDC de redoubler d'efforts à cet égard. Un orateur a demandé la mise en œuvre immédiate d'un plan d'action visant la parité entre les hommes et les femmes.

17. Plusieurs orateurs ont souligné qu'il fallait améliorer constamment la gestion axée sur les résultats à l'ONUDC et salué les efforts faits par l'Office pour rendre compte des résultats au niveau des programmes. Se félicitant du processus d'établissement d'un rapport annuel et d'appel de fonds annuel, des orateurs ont exprimé l'espoir que, associés à l'institutionnalisation en cours d'une culture de l'évaluation, ces documents aboutiraient à un descriptif stratégique clair donnant une image complète des résultats de l'Office au siège et sur le terrain. Certains intervenants ont aussi mentionné la nécessité de définir des indicateurs solides et de s'assurer que les programmes de l'Office étaient basés sur le respect de l'état de droit ainsi que sur l'application intégrale et cohérente des politiques et des directives de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme.

18. Au sujet des méthodes de travail, certains orateurs ont estimé que le nombre de résolutions soumises à l'examen de la Commission à une session donnée ne

devrait pas être limité. Il a été souligné que le maintien d'une date limite impérative de dépôt des projets de résolutions, comme la Commission en avait décidé à de précédentes sessions, permettait des débats plus constructifs. On a remercié l'ONU DC pour les rapports annuels qu'il avait établis sur les points inscrits à titre permanent à l'ordre du jour de la Commission et qui revêtaient une importance capitale pour les délibérations de celle-ci, et on a noté que l'Office devrait continuer de les établir et de les communiquer à la Commission à l'avenir. Toutefois, on a estimé que les États Membres devraient étudier sérieusement le nombre et la fréquence des rapports que l'ONU DC était tenu de produire et, lorsqu'ils lui demandaient des informations supplémentaires, déterminer si celles-ci pourraient leur être communiquées au moyen des rapports déjà prévus. On a également considéré que la Commission devrait faire pleinement usage des ressources mises à sa disposition en matière d'interprétation pendant les séances tenues en journée. On a proposé qu'elle examine de nouveau ses méthodes de travail à sa vingt-cinquième session.

19. Certains intervenants ont exprimé des préoccupations à propos des dispositions législatives types visant à lutter contre les médicaments frauduleux qui représentaient une menace pour la santé publique, dont il était question au paragraphe 32 du rapport du Directeur exécutif sur les activités de l'Office (E/CN.7/2015/2-E/CN.15/2015/2). Selon un orateur, les informations que l'ONU DC avait communiquées à la suite de la cinquante-huitième session de la Commission des stupéfiants dans une note verbale sur le sujet ne contenaient pas suffisamment de précisions sur le financement de ces travaux, le processus de sélection des experts et l'état d'avancement qui avait été atteint. Il a également été noté qu'il n'existait pas de définition claire et normalisée des médicaments frauduleux au niveau international et qu'un débat sur le sujet devrait avoir lieu au sein de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Organisation mondiale de la Santé, y compris dans le cadre du dispositif des États membres concernant les produits médicaux de qualité inférieure/faux/faussetment étiquetés/falsifiés/contrefaits que celle-ci avait mis en place. On a fait observer qu'il n'existait pas de mandat clair à cet égard, qu'une plus grande attention devrait être accordée aux préoccupations exprimées par les États Membres, et que l'ONU DC devrait s'abstenir de prendre quelque autre disposition que ce soit tant que tous les États Membres n'auraient pas été pleinement informés et consultés.

B. Mesures prises par la Commission

20. À sa 9^e séance, le 22 mai 2015, la Commission a adopté un projet de résolution (E/CN.15/2015/L.2) parrainé par l'Iran (République islamique d'), la Slovaquie, l'Espagne⁹⁹ et le Venezuela (République bolivarienne du). (Pour le texte, voir chap. I, sect. D, résolution 24/1.)

21. À la même séance, la Commission a recommandé au Conseil économique et social d'adopter un projet de décision (E/CN.15/2015/L.3) parrainé par l'Iran (République islamique d'), la Slovaquie, l'Espagne¹⁰⁰ et le Venezuela (République

⁹⁹ Après la clôture de la session, le 1^{er} juin 2015, le Secrétariat a reçu une note verbale de l'Espagne, qui indiquait qu'elle coparrainait ce projet de résolution.

¹⁰⁰ Après la clôture de la session, le 1^{er} juin 2015, le Secrétariat a reçu une note verbale de l'Espagne, qui indiquait qu'elle coparrainait ce projet de décision.

bolivarienne du). (Pour le texte, voir chap. I, sect. C, projet de décision I.)
Auparavant, un représentant du Secrétariat a donné lecture d'un état des incidences
financières de la décision. (Pour le texte, voir E/CN.15/2015/CRP.6, disponible sur
le site Web de l'ONUDC.)

Chapitre III

Débat thématique sur la suite à donner au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

22. À ses 3^e et 4^e séances, le 19 mai 2015, la Commission a examiné le point 4 de l'ordre du jour, intitulé "Débat thématique sur la suite à donner au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale". Les débats ont porté sur les sous-thèmes suivants:

a) De Doha à New York: contribution du treizième Congrès aux discussions concernant le programme de développement pour l'après-2015;

b) Mise en œuvre de la Déclaration de Doha: préparatifs pour le Japon.

23. Elle était saisie pour ce faire des documents suivants:

a) Note du Secrétariat transmettant les résultats du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (E/CN.15/2015/7);

b) Proposition du Président concernant les sous-thèmes du débat thématique de la vingt-quatrième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (E/CN.15/2015/CRP.2, en anglais seulement).

24. Le thème principal de la vingt-quatrième session de la Commission avait été choisi conformément à la décision 2014/230 du Conseil économique et social. Comme le Président de celui-ci le lui avait demandé, la Commission a, à sa réunion intersessions du 6 février 2015, approuvé la recommandation du bureau élargi tendant à ce qu'elle examine, au cours de son débat thématique, des questions relatives au Conseil, notamment les contributions concernant son thème principal pour 2015, à savoir "Comment assurer la transition des objectifs du Millénaire pour le développement à ceux du développement durable".

25. Le débat thématique a été conduit par le Président et animé par les experts suivants: Vongthep Arthakaivalvatee (Thaïlande), Rogelio Donadio (Panama), Lucie Angers (Canada), Slawomir Redo (Conseil universitaire pour le système des Nations Unies), Terutoshi Yamashita (Japon), José Andrés Francisco Tinajero Mullo (Équateur), Virginia Prugh (États-Unis) et Michael Platzter (Conseil universitaire pour le système des Nations Unies; Président de l'Alliance des organisations non gouvernementales de Vienne pour la prévention du crime et la justice pénale).

26. Le Président a fait une déclaration liminaire. L'Administrateur chargé de la Division des traités en a aussi fait une. Le Ministre fédéral autrichien de la justice a pris la parole. Des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants: Allemagne, Érythrée, Bélarus, Chine, Indonésie, Arabie saoudite, Nigéria, États-Unis, El Salvador, Japon, Brésil et République de Corée. Les observateurs de la France, de l'Afrique du Sud, du Soudan, du Venezuela (République bolivarienne du), de l'Iraq, de l'Inde et de la Roumanie ont également fait des déclarations, de même que l'observateur de l'Académie internationale de lutte contre la corruption.

A. Résumé du Président

27. Le Président a fait un résumé des points saillants qui n'a pas fait l'objet de négociations et qui est présenté ci-après.

De Doha à New York: contribution du treizième Congrès aux discussions concernant le programme de développement pour l'après-2015

28. De nombreux orateurs ont fait observer que pour la première fois, dans le contexte de la définition des objectifs de développement durable, une place prépondérante était accordée à la question de la justice et de l'état de droit dans les discussions concernant le programme de développement. Il a également été souligné que le treizième Congrès avait eu lieu à un moment charnière et qu'il avait tracé la voie à suivre en matière de prévention du crime et de justice pénale pour les cinq prochaines années et au-delà.

29. Un certain nombre d'intervenants ont signalé qu'il fallait intégrer les travaux de l'ONUDC et de l'ensemble des organismes du système des Nations Unies dans le programme de développement pour l'après-2015, et que la Commission devait coopérer plus étroitement avec le Conseil économique et social et ses autres commissions techniques pour trouver des domaines de travail communs en matière de prévention du crime et de justice pénale. Plusieurs orateurs ont signalé qu'il conviendrait de s'intéresser davantage aux liens entre l'état de droit et le développement durable, qui étaient fortement interdépendants et se renforçaient mutuellement.

30. Il importait de trouver dans la Déclaration de Doha des éléments pour lesquels des corrélations puissent être établies avec les objectifs de développement durable correspondants. À cet égard, il a été proposé que les États Membres s'inspirent du rapport du treizième Congrès et de la Déclaration de Doha pour préparer le Sommet des Nations Unies consacré à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015, qui se tiendra en septembre 2015, et pendant le Sommet lui-même, et que les résultats du Congrès devaient être présentés comme il se doit au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale, et devaient être pris en compte dans le cadre des objectifs de développement durable.

31. De nombreux orateurs ont noté le rôle précieux que jouait l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour aider les États Membres à mettre en œuvre le programme de développement pour l'après-2015 et la Déclaration de Doha, notamment dans le cadre du renforcement des capacités et de l'assistance technique.

Mise en œuvre de la Déclaration de Doha: préparatifs pour le Japon

32. De nombreux intervenants ont souligné que la Déclaration de Doha mettait en évidence la responsabilité partagée des États Membres pour ce qui était de prévenir et combattre la criminalité et de faire en sorte que les systèmes de prévention du crime et de justice pénale soient efficaces, équitables, humains et responsables afin de promouvoir et de défendre une culture de la légalité.

33. Certains orateurs ont noté que la Déclaration de Doha fournissait à la communauté internationale une feuille de route pour préparer le quatorzième Congrès, qui se tiendrait au Japon, et ont souligné que l'ONUDC, les autres organismes des Nations Unies et toutes les parties prenantes concernées avaient un

rôle à jouer dans sa mise en œuvre. Quelques orateurs ont indiqué à cet égard qu'il convenait d'évaluer et de mesurer en permanence les progrès accomplis dans cette mise en œuvre pour parvenir aux résultats escomptés en 2020.

34. Il a été souligné qu'il importait de coopérer plus étroitement à l'échelon régional et international, notamment dans le cadre de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, pendant la période menant à 2020. Il a été fait référence à cet égard à la Déclaration de Doha, qui faisait ressortir plusieurs domaines de coopération internationale.

35. Il a été souligné qu'il convenait de promouvoir une démarche soucieuse de l'égalité des sexes et des intérêts des jeunes et de l'intégrer dans les politiques nationales de prévention de la criminalité et de justice pénale. Certains orateurs ont par ailleurs indiqué que des politiques et programmes complets, participatifs et multidisciplinaires étaient essentiels pour combattre efficacement la criminalité et promouvoir le respect de l'état de droit.

36. Certains intervenants ont souligné que l'accès universel à l'éducation était fondamental pour garantir l'efficacité de la prévention du crime et de la justice pénale et promouvoir une culture de la légalité. Certains orateurs ont estimé que le Forum des jeunes de Doha pour la prévention du crime et la justice pénale était une bonne initiative pour sensibiliser les jeunes et s'assurer de leur participation dans ce domaine. D'autres ont par ailleurs salué les contributions substantielles des experts et des organisations non gouvernementales.

37. On a également souligné l'importance des activités de prévention du crime, notamment des politiques sociales, et celle de la poursuite des activités de recherche en matière de prévention du crime et de justice pénale.

B. Atelier sur la suite à donner au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale – mise en œuvre de la Déclaration de Doha

38. La 1^{re} séance du Comité plénier, le 18 mai 2015, a été consacrée à un atelier sur le thème "Suite à donner au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale: mise en œuvre de la Déclaration de Doha", organisé par les instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. Cet atelier a été présidé par le Troisième Vice-Président de la Commission et animé par le Directeur adjoint de l'Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et du droit humanitaire, membre du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.

39. Un représentant du Secrétariat a prononcé une déclaration liminaire. Des exposés ont été faits par des experts de l'Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et du droit humanitaire (Suède), l'Institut européen pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance (Finlande), le Conseil consultatif scientifique et professionnel international (Italie), l'Institut coréen de criminologie (République de Corée), le Centre international pour la réforme du droit criminel et la politique en matière de justice pénale (Canada), l'Institut australien de criminologie, l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient (Japon) et l'Institut des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine (Costa Rica). Au cours des

débats, des déclarations ont été faites par les représentants du Canada, de l'Arabie saoudite, des États-Unis et du Qatar et par l'observateur de la Finlande. Une déclaration finale a été faite par le Troisième Vice-Président de la Commission.

Chapitre IV

Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale

40. À ses 5^e, 6^e et 7^e séances, les 20 et 21 mai 2015, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale a examiné le point 5 de l'ordre du jour, libellé comme suit:

“Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale:

- a) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant;
- b) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la corruption;
- c) Ratification et application des instruments internationaux visant à prévenir et à combattre le terrorisme;
- d) Autres questions liées à la prévention du crime et à la justice pénale;
- e) Autres activités à l'appui des travaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en particulier celles du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, des organisations non gouvernementales et autres instances.”

41. Elle était saisie pour ce faire des documents suivants:

a) Rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée et la corruption (E/CN.15/2015/3);

b) Rapport du Secrétaire général sur l'assistance technique en vue de l'application des conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme (E/CN.15/2015/4);

c) Rapport du Secrétaire général sur les activités des instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (E/CN.15/2015/10);

d) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (E/CN.15/2015/12);

e) Note du Secrétaire général sur la présentation d'une candidature au Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (E/CN.15/2015/18).

42. Des déclarations liminaires ont été faites par la Chef du Service de la criminalité organisée et du trafic illicite, l'Administrateur chargé de la Division des

traités, le Chef du Service de la prévention du terrorisme et le Chef de la Section de la lutte contre la traite des êtres humains et le trafic illicite de migrants. Le Directeur de la Division de la gestion a présenté un rapport oral sur l'application de la résolution 23/3 de la Commission, intitulée "Renforcer le développement et la mise en œuvre du logiciel goAML aux fins de l'exécution du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale".

43. L'observateur de la Lettonie (au nom de l'Union européenne et de l'Albanie, de l'Andorre, de la Bosnie-Herzégovine, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de l'Islande, du Monténégro, de la Norvège, de la République de Moldova, de la Serbie, de la Turquie et de l'Ukraine) a fait une déclaration. Des déclarations ont été faites par les représentants de la République de Corée, d'El Salvador, du Bélarus, de la Thaïlande, du Canada, des États-Unis, de la Chine, de la Suisse, du Kenya, du Maroc, du Brésil, de la Norvège, de l'Indonésie et du Japon. Les observateurs du Costa Rica, du Viet Nam, du Venezuela (République bolivarienne du), de Cuba, de la Croatie, de Sri Lanka, de l'Algérie, de l'Iraq, de la Roumanie, de la Tunisie, de l'Afghanistan, du Soudan, du Kazakhstan, de l'Autriche, de l'Espagne, du Panama, de la France, du Honduras, de la République arabe syrienne, de l'Arménie et de la Turquie ont également fait des déclarations.

44. Les observateurs de la Ligue des États arabes et de l'Ordre souverain militaire de Malte ont aussi fait des déclarations, de même que les observateurs de l'Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et du droit humanitaire (au nom des instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale), de l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine et du Centre international pour la réforme du droit criminel et la politique en matière de justice pénale.

A. Délibérations

1. Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant

Travaux menés par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour faciliter la ratification et l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

45. Plusieurs orateurs se sont félicités du nombre élevé de ratifications de la Convention contre la criminalité organisée et des Protocoles s'y rapportant et ont appelé les États à redoubler d'efforts en vue d'appliquer pleinement et efficacement ces instruments. On a insisté sur l'importance de la coopération régionale et internationale pour lutter contre la criminalité organisée sous toutes ses formes. On s'est vivement félicité de l'action de la Commission dans ce domaine, et de nombreux orateurs ont exprimé leur satisfaction et leur appui concernant les activités d'assistance technique de l'ONUDC et les outils élaborés par l'ONUDC.

46. Plusieurs orateurs se sont déclarés favorables à la création d'un mécanisme d'examen de l'application de la Convention et des Protocoles s'y rapportant, notamment en vue de cerner les besoins d'assistance technique des États, et ont mentionné que des discussions se poursuivaient dans le cadre de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Différents avis ont été exprimés quant à la forme qu'un tel mécanisme

pourrait prendre. À cet égard, certains intervenants ont fait observer que les questions relatives à la participation de la société civile et au financement du mécanisme n'avaient pas encore été réglées.

47. Les orateurs ont abordé d'autres sujets de préoccupation particuliers, dont la traite des personnes, le trafic de migrants, la cybercriminalité, le trafic illicite de biens culturels, la corruption, le blanchiment d'argent, le trafic illicite de drogues et le financement du terrorisme.

2. Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la corruption

Travaux menés par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour faciliter la ratification et l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption

48. Les intervenants ont réaffirmé le plein engagement de leurs pays en faveur de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption et de son Mécanisme d'examen de l'application, qui avait produit des informations précieuses et une base pour les réformes nationales. Ils ont mentionné les efforts de réforme entrepris par leurs pays, y compris ceux qui s'appuyaient sur des recommandations adoptées lors d'examens de pays. Les orateurs ont souligné que les expériences et les enseignements tirés du premier cycle d'examen devaient être pris en compte pour le deuxième cycle. Certains ont insisté sur le rôle important que jouait la société civile dans l'examen de l'application de la Convention.

49. Par ailleurs, une attention particulière a été accordée au renforcement de la coopération internationale aux fins du recouvrement d'avoirs. Plusieurs orateurs ont accueilli avec satisfaction l'assistance technique que l'ONUSUD et l'Initiative conjointe de celui-ci et de la Banque mondiale pour le recouvrement des avoirs volés (StAR) fournissaient en vue de l'application de la Convention.

3. Ratification et application des instruments internationaux visant à prévenir et à combattre le terrorisme

50. Plusieurs orateurs ont félicité le Service de la prévention du terrorisme de l'ONUSUD d'avoir fourni aux États Membres une assistance juridique et une aide au développement des capacités axées sur le renforcement des systèmes de justice pénale nationaux à prévenir et combattre le terrorisme.

51. Un certain nombre d'intervenants étaient préoccupés par les menaces terroristes existantes et émergentes, en rapport notamment avec le phénomène des combattants terroristes étrangers, le financement du terrorisme, les liens de plus en plus étroits entre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée, l'utilisation d'Internet à des fins terroristes, l'extrémisme violent et la radicalisation, le trafic de biens culturels et les enlèvements avec demande de rançon.

52. Les orateurs ont appelé l'ONUSUD à améliorer encore ses prestations d'assistance technique dans ces domaines thématiques et à continuer de soutenir les États Membres en ce qui concerne le renforcement de la coopération internationale en matière pénale ayant trait au terrorisme. Les États donateurs ont été invités à augmenter leurs contributions financières à l'ONUSUD.

4. Autres questions liées à la prévention du crime et à la justice pénale

53. Les orateurs ont souligné l'importance de la coopération aux niveaux régional et international entre les pays d'origine, de transit et de destination, notamment au moyen des mécanismes existants tels que les mécanismes d'extradition et d'entraide judiciaire, ainsi que l'importance de mesures efficaces de détection et de répression pour lutter contre la traite des personnes et le trafic de migrants.

54. Plusieurs intervenants se sont dits satisfaits de l'assistance technique que l'ONUDC apportait aux États Membres pour les rendre mieux à même de combattre ces formes de criminalité. On a mentionné l'importance du Processus de Bali sur le trafic de migrants, la traite des personnes et la criminalité transnationale qui y est associée ainsi que du partage des informations facilité par l'ONUDC grâce à sa base de données de jurisprudence relative à la traite des personnes et au système de communication volontaire d'informations sur le trafic illicite de migrants et les actes connexes à l'appui du Processus de Bali. On a souligné la nécessité de poursuivre les efforts visant à réglementer les frais de recrutement pour la main-d'œuvre et de renforcer l'examen des documents d'identité et de voyage pour lutter contre la traite des personnes et le trafic de migrants, et on s'est félicité des efforts déployés par l'ONUDC à cet égard.

55. Il a été noté que les services de renseignement financier du monde entier étaient tributaires de systèmes informatiques efficaces, sécurisés et à jour. Le logiciel goAML était un outil utile pour la mise en œuvre du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, et il avait permis d'intensifier les efforts de lutte contre le blanchiment d'argent, la corruption et la criminalité organisée et de renforcer la coopération régionale et internationale. Les orateurs ont pris note du rapport du Bureau des services de contrôle interne sur la vérification des comptes du projet relatif aux systèmes de renseignement, de détection et de répression de l'ONUDC ainsi que de la suite que le Secrétariat avait donnée aux recommandations qui y figuraient. On a souligné l'importance d'un appui continu de l'ONUDC au développement et à la maintenance du logiciel goAML. L'ONUDC a été prié de fournir des informations supplémentaires sur l'application des recommandations du Bureau des services de contrôle interne.

5. Autres activités à l'appui des travaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en particulier celles du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, des organisations non gouvernementales et autres instances

56. On a souligné les travaux importants entrepris par les instituts membres du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, notamment les préparatifs du treizième Congrès, la prestation de cours de formation pour le personnel de l'appareil de justice pénale et l'organisation de réunions thématiques, ainsi que leurs contributions aux travaux de l'ONUDC.

57. On a insisté sur l'importance des travaux de recherche menés par les instituts en matière de politiques et de justice pénale. On a noté qu'un grand nombre des questions mentionnées dans la Déclaration de Doha étaient liées au programme de développement plus large des Nations Unies. On a mentionné le rôle important que jouait la société civile dans les délibérations de la Commission et, plus généralement, dans la mise en œuvre du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.

B. Mesures prises par la Commission

58. À sa 9^e séance, le 22 mai 2015, la Commission a recommandé au Conseil économique et social d'approuver en vue de son adoption par l'Assemblée générale un projet de résolution révisé (E/CN.15/2015/L.7/Rev.1) modifié oralement et parrainé par l'Andorre, l'Arabie saoudite, l'Australie, l'Autriche, l'Égypte, les États-Unis, la Fédération de Russie, le Japon, le Kenya, la Libye, le Maroc, le Nigéria et la Tunisie. (Pour le texte, voir chap. I, sect. A, projet de résolution IV.) Auparavant, un représentant du Secrétariat a donné lecture d'un état des incidences financières de la résolution. (Pour le texte, voir E/CN.15/2015/CRP.6, disponible sur le site Web de l'ONUDC.) Par la suite, l'observateur de l'Égypte a invité l'ONUDC à donner rapidement effet à ce texte une fois qu'il serait adopté, de manière à compléter l'action qu'il avait menée au cours des années précédentes, vu l'importance croissante que revêtait l'assistance technique qu'il apportait aux États Membres dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et de l'application des instruments internationaux en la matière. L'observateur de Cuba a précisé ainsi la position de son pays: celui-ci condamnait tous les actes de terrorisme, où qu'ils soient commis dans le monde, quelles que soient les personnes visées et quel qu'en soit le motif, et il rendait en même temps hommage au rôle que jouait l'ONUDC par l'assistance technique fournie à tous les États Membres qui en avaient besoin pour mettre en œuvre leurs politiques de lutte contre le terrorisme. Estimant que le projet de résolution révisé n'était pas bien équilibré, il a indiqué que sa délégation comprenait les incidences des nouvelles formes de terrorisme et les menaces qu'elles représentaient, et qu'une référence générale au terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations devait être maintenue sans qu'aucune résolution particulière du Conseil de sécurité ne soit mentionnée. Au sujet de l'assistance technique visant l'application des conventions et protocoles internationaux relatifs à la lutte contre le terrorisme, le représentant de l'Équateur était d'avis que le mandat de la Commission devait être pris en considération, et il s'est déclaré conscient des nouvelles dimensions, tendances et réalités qui faisaient leur apparition en matière de criminalité transnationale organisée. Il a également exprimé la préoccupation de son Gouvernement quant au fait que, dans le programme d'action international, la question de la sécurité tendait à être associée aux thèmes relevant de la prévention de la criminalité et de la justice pénale, alors qu'il s'agissait spécifiquement, entre autres, de lutter contre la criminalité en mettant avant tout l'accent sur la prévention, la législation internationale, l'apport d'une assistance et la coopération internationale. Il estimait que les considérations par trop centrées sur la sécurité devaient être mises de côté, que l'action antiterroriste devait être guidée par les conventions internationales sur le sujet et reposer sur la coopération internationale, et qu'elle devait s'inscrire dans le cadre de démarches globales de lutte contre la criminalité transnationale organisée. Il a fait savoir que son Gouvernement trouvait très délicat de reprendre dans cette enceinte des éléments de texte issus du Conseil de sécurité, et qu'il importait de coopérer plus efficacement au niveau international afin d'appuyer les efforts déployés à l'échelle nationale, sur la base de la responsabilité partagée de tous les États et dans le strict respect du droit international et des buts et principes de la Charte des Nations Unies, en particulier de la souveraineté des États et de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, ainsi que de leur intégrité territoriale. Le représentant de la République islamique d'Iran a fait consigner la position de sa délégation, selon laquelle il ne faudrait pas que le renvoi, dans le projet de résolution recommandé, à

des résolutions du Conseil de sécurité ne crée de précédent au sein de la Commission, compte tenu notamment de la nature technique et complexe des questions dont celle-ci traitait. L'observateur de l'Iraq comprenait les inquiétudes que certaines délégations avaient exprimées au sujet du terrorisme et de ses liens avec la criminalité organisée, ainsi que d'autres points, comme les résolutions du Conseil de sécurité. Il a fait savoir que sa délégation souhaitait mettre en lumière le grand danger auquel son pays s'exposait en combattant le terrorisme, et que si les résolutions du Conseil de sécurité étaient mentionnées, c'était eu égard à la coopération et à la collaboration internationales qu'appelait le récent phénomène des combattants terroristes étrangers, face auquel aucun pays n'était à l'abri. Il a par ailleurs engagé les délégations à prendre des mesures drastiques pour s'attaquer à ce phénomène, et il a instamment prié l'ONU DC d'intensifier et de renforcer l'assistance technique qu'il apportait aux pays concernés, tout en le remerciant de l'aide qu'il offrait, par cette assistance et par l'intermédiaire d'ateliers, aux spécialistes nationaux de la lutte antiterroriste. Ayant fait observer que, dans l'intérêt du consensus, l'Iraq avait renoncé à demander l'insertion de certains éléments dans le projet de résolution révisé, l'observateur a émis l'espoir que ce texte constituerait un point de départ solide et durable pour aboutir à des mesures d'assistance technique plus efficaces. Le représentant du Maroc a indiqué que sa délégation aurait souhaité que l'on aille plus loin sur la question des combattants terroristes étrangers mais que, dans un esprit de compromis, elle s'était associée au consensus, et il espérait que le projet de résolution recommandé servirait de fondement à de futurs travaux au sein de la Commission et d'autres instances.

59. À la même séance, la Commission a recommandé au Conseil économique et social d'adopter un projet de résolution révisé (E/CN.15/2015/L.4/Rev.1) modifié oralement et parrainé par le Bélarus, le Brésil, la Bolivie (État plurinational de), le Costa Rica, Cuba, l'Équateur, l'Érythrée, les États-Unis, la Fédération de Russie, le Guatemala, l'Indonésie, le Nicaragua, le Nigéria, les Philippines, la République dominicaine, la Thaïlande, la Turquie et le Venezuela (République bolivarienne du). (Pour le texte, voir chap. I, sect. B, projet de résolution I.) Auparavant, un représentant du Secrétariat a donné lecture d'un état des incidences financières de la résolution. (Pour le texte, voir E/CN.15/2015/CRP.6, disponible sur le site Web de l'ONU DC.) Par la suite, le représentant du Bélarus a remercié toutes les délégations grâce auxquelles un accord avait pu être trouvé et le projet de résolution révisé recommandé, et il a exprimé l'espoir que l'application de ce texte contribuerait à mettre fin à l'esclavage moderne.

60. À sa 7^e séance, le 21 mai 2015, la Commission a décidé de transmettre au Conseil économique et social la note du Secrétaire général transmettant le rapport du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (E/CN.15/2015/12), qui avait été établi en application d'une décision que le Conseil de direction de l'Institut avait prise à sa réunion du 13 au 14 novembre 2014, afin de faire rapport au Conseil économique et social, par l'intermédiaire de la Commission, conformément au paragraphe 3 e) de l'article 4 des statuts de l'Institut (résolution 1989/56 du Conseil économique et social, annexe). (Voir chap. I, sect. D, décision 24/1.)

61. À la même réunion, la Commission a recommandé à l'unanimité que Christine M. Cline (États-Unis) soit nommée au Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice. (Voir chap. I, sect. C, projet de décision III.)

Chapitre V

Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale

62. À ses 7^e et 8^e séances, le 21 mai 2015, la Commission a examiné le point 6 de l'ordre du jour, intitulé "Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale". Elle était saisie pour ce faire des documents suivants:

a) Rapport du Secrétaire général sur la peine capitale et l'application des garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort (E/2015/49 et Corr.1);

b) Rapport du Secrétaire général sur l'utilisation et l'application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale (E/CN.15/2015/8 et Corr.1);

c) Note du Secrétariat transmettant le rapport du Secrétaire général sur la peine capitale et l'application des garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort (E/CN.15/2015/9);

d) Rapport du Secrétaire général sur les résultats des travaux du groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur le meurtre sexiste de femmes et de filles (E/CN.15/2015/16);

e) Rapport du Secrétaire général sur les résultats de la réunion du Groupe d'experts sur l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus tenue au Cap (Afrique du Sud) du 2 au 5 mars 2015 (E/CN.15/2015/17);

f) Réponse des États-Unis d'Amérique à la neuvième enquête sur la peine capitale et l'application des garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort pour la période 2009-2013 (sections 3 et 4) (E/CN.15/2015/CRP.3).

63. Le Directeur de la Division des opérations de l'ONUDC a prononcé une déclaration liminaire. Une déclaration a été faite par l'observateur de la Lettonie (au nom de l'Union européenne et de l'Albanie, de l'Andorre, de l'Arménie, de la Bosnie-Herzégovine, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de l'Islande, du Liechtenstein, du Monténégro, de la Norvège, de la République de Moldova, de Saint-Marin, de la Serbie, de la Turquie et de l'Ukraine). Des déclarations ont été faites par les représentants de l'Allemagne, du Brésil, de la Thaïlande, du Canada, de la Suisse, de la Norvège, des États-Unis, de la République de Corée, de l'Indonésie et de la Chine, ainsi que par les observateurs de la Roumanie, de l'Algérie, des Pays-Bas, de l'Afrique du Sud et du Venezuela (République bolivarienne du).

64. Des déclarations ont aussi été faites par les observateurs de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, de Penal Reform International et du Comité consultatif mondial des amis.

A. Délibérations

65. Les orateurs ont insisté sur la valeur des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale en tant que repères pour une administration efficace de la justice fondée sur les droits de l'homme. Ils ont informé la Commission d'initiatives récemment menées dans leurs pays en matière de réforme de la justice pénale, souvent avec l'appui et l'assistance de l'ONUDC.

66. Les orateurs ont salué la finalisation des travaux du Groupe d'experts sur l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus en estimant qu'il s'agissait d'une réalisation historique et appuyé l'approbation de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Mandela) par la Commission et son adoption ultérieure par l'Assemblée générale. Ils ont souligné que l'Ensemble de règles révisé permettrait de mieux protéger les droits fondamentaux et la dignité des détenus, et mentionné plus particulièrement les règles relatives à la protection contre la torture, ainsi qu'aux services de santé pénitentiaires, aux fouilles et aux mesures disciplinaires. De nombreux orateurs ont insisté sur la nécessité d'une réforme pénitentiaire et souligné qu'il importait de réduire la récidive par la réinsertion et la réadaptation sociales, en particulier pour les jeunes délinquants.

67. De nombreux intervenants se sont félicités de la tendance générale à l'abolition de la peine capitale ou à la restriction de son usage, comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général sur la peine capitale et l'application des garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort (E/2015/49 et Corr.1). Certains ont toutefois exprimé des préoccupations quant au fait que la peine de mort continuait d'être appliquée dans plusieurs pays, et dans certains cas sans tenir dûment compte des garanties, y compris celles concernant la limitation de la peine capitale aux "crimes les plus graves" et la protection des membres vulnérables de la société. Plusieurs orateurs ont appuyé les recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général et appelant une décision du Conseil économique et social, mais un avis a été exprimé selon lequel le contexte national ne permettait pas l'abolition de la peine capitale et que les incidences sur les victimes et leurs familles devaient être prises en compte. Plusieurs orateurs ont fait valoir les efforts déployés par leurs pays pour restreindre le recours à la peine de mort.

68. On a souligné l'importance cruciale de la prévention et de la lutte contre la violence, en particulier à l'encontre des femmes, des filles et des enfants, et salué l'action de l'ONUDC dans ce domaine. Les intervenants ont accueilli avec satisfaction les recommandations du groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur le meurtre sexiste de femmes et de filles, qui ont fourni des orientations utiles aux autorités nationales.

B. Mesures prises par la Commission

69. À sa 9^e séance, le 22 mai 2015, la Commission a recommandé au Conseil économique et social d'approuver en vue de son adoption par l'Assemblée générale un projet de résolution révisé (E/CN.15/2015/L.6/Rev.1) parrainé par l'Afrique du Sud, l'Argentine, la Bolivie (État plurinational de), le Brésil, le Canada, le Chili, El Salvador, l'Équateur, les États-Unis, le Japon, la Lettonie (au nom de l'Union

européenne), le Liban, le Liechtenstein, le Mexique, le Nicaragua, la Norvège, le Panama, la République dominicaine, la Serbie, la Suisse, la Thaïlande et l'Uruguay. (Pour le texte, voir chap. I, sect. A, projet de résolution II.) Auparavant, un représentant du Secrétariat a donné lecture d'un état des incidences financières de la résolution. (Pour le texte, voir E/CN.15/2015/CRP.6, disponible sur le site Web de l'ONUUDC.) Par la suite, le représentant de la République islamique d'Iran a fait, en demandant à ce qu'elle soit consignée, une déclaration pour expliquer la position de son pays sur le projet de résolution révisé, indiquant que la République islamique d'Iran envisagerait de s'inspirer des Règles Mandela pour élaborer et appliquer, dans le respect des lois et règlements nationaux, des politiques et stratégies concernant la gestion des prisons et le traitement des détenus. Il a aussi demandé que soient consignées les réserves émises par son pays au sujet de certaines de ces règles, annexées au projet de résolution révisé, notamment la règle 7 a).

70. À la même séance, la Commission a recommandé au Conseil économique et social d'approuver en vue de son adoption par l'Assemblée générale un projet de résolution révisé (E/CN.15/2015/L.8/Rev.1) parrainé par l'Andorre, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, le Chili, le Costa Rica, El Salvador, la Lettonie (au nom de l'Union européenne), le Mexique, la Norvège, le Panama, les Philippines, la République de Corée, la République dominicaine, la Thaïlande et la Turquie. (Pour le texte, voir chap. I, sect. A, projet de résolution III.) Auparavant, un représentant du Secrétariat a donné lecture d'un état des incidences financières de la résolution. (Pour le texte, voir E/CN.15/2015/CRP.6, disponible sur le site Web de l'ONUUDC.)

Chapitre VI

Tendances de la criminalité dans le monde, et nouvelles questions et mesures prises dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale

71. À sa 8^e séance, le 21 mai 2015, la Commission a examiné le point 7 de l'ordre du jour, intitulé "Tendances de la criminalité dans le monde, et nouvelles questions et mesures prises dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale".

72. Elle était saisie pour ce faire des documents suivants:

a) Rapport du Directeur exécutif sur les activités de l'ONU DC (E/CN.7/2015/2-E/CN.15/2015/2);

b) Note du Secrétariat transmettant le rapport du Secrétaire général sur la situation de la criminalité et de la justice pénale dans le monde (E/CN.15/2015/5);

c) Note du Secrétariat transmettant le rapport de l'ONU DC sur la Classification internationale des infractions à des fins statistiques (E/CN.15/2015/13);

d) Note du Secrétariat transmettant le rapport de l'Institut national de statistique et de géographie du Mexique et de l'ONU DC sur les statistiques de la criminalité (E/CN.15/2105/14);

e) Rapport du Secrétaire général sur la situation de la criminalité et de la justice pénale dans le monde (A/CONF.222/4);

f) Conclusions de la réunion d'experts sur l'analyse du bois (10-12 décembre 2014) (E/CN.15/2015/CRP.4, en anglais seulement);

g) Document officieux soumis par le Brésil concernant son point de vue sur la question de la cybercriminalité (E/CN.15/2015/CRP.5, en anglais seulement).

73. Un représentant du Service de la recherche et de l'analyse des tendances de la Division de l'analyse des politiques et des relations publiques a fait une déclaration liminaire. Le Chef du Groupe des moyens de subsistance durables de l'ONU DC a rendu compte oralement de la suite qui avait été donnée à la résolution 2013/40 du Conseil économique et social.

74. Des déclarations ont été faites par les représentants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'El Salvador, du Japon, de la Thaïlande, du Brésil, du Canada, de l'Indonésie, des États-Unis, du Mexique et de la Chine. Des déclarations ont également été faites par les observateurs de la Roumanie, du Soudan, de l'Azerbaïdjan, de la France et de l'Inde.

75. L'observateur de Penal Reform International a aussi fait une déclaration.

A. Délibérations

76. Plusieurs orateurs se sont félicités que la Commission de statistique ait récemment approuvé la Classification internationale des infractions à des fins statistiques, décision qui marquait le franchissement d'une étape historique dans

l'action visant à renforcer les capacités des États à recueillir des données comparables et fiables. Ils ont encouragé l'ONUSDC à offrir, en sa qualité de dépositaire de la Classification, une assistance technique et des conseils méthodologiques en vue de sa mise en pratique aux niveaux national et international.

77. Un certain nombre d'intervenants ont par ailleurs déclaré qu'ils continuaient de soutenir les efforts que l'ONUSDC déployait pour recueillir des statistiques relatives à la criminalité et à la justice pénale au moyen de l'Enquête annuelle des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale et pour diffuser ces données par l'intermédiaire de son site Web officiel. À cet égard, plusieurs orateurs ont dit combien il était utile de disposer de données fiables et comparables pour élaborer des politiques de prévention de la criminalité et de justice pénale fondées sur des faits et pour en suivre la mise en œuvre et les effets relativement aux objectifs 5 et 16 de développement durable qui étaient proposés et aux débats qui étaient consacrés au programme de développement pour l'après-2015. On a aussi considéré que les compétences d'experts de l'ONUSDC représentaient une ressource technique à exploiter pour sélectionner les indicateurs qui serviraient à suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable.

78. Des orateurs se sont inquiétés du fait que les groupes criminels organisés recouraient de plus en plus aux technologies de l'information et de la communication et à Internet pour commettre des actes constituant des formes nouvelles et émergentes de criminalité. Ils se sont déclarés particulièrement préoccupés par les actes de maltraitance et d'exploitation d'enfants en ligne, d'utilisation d'Internet aux fins du trafic de drogues et à des fins terroristes, de traite des personnes et de trafic illicite de migrants.

79. De nombreux intervenants ont fait part des dispositions préventives, législatives et répressives et des mesures de cybersécurité que leurs gouvernements avaient récemment prises pour lutter contre la cybercriminalité. La plupart ont souligné que la coopération internationale et régionale, dont l'entraide judiciaire et la coopération en matière de détection et de répression, était le meilleur moyen de combattre ce phénomène, et ils ont à cet égard rappelé le texte de la Déclaration de Doha.

80. On a soutenu les activités d'assistance technique et de renforcement des capacités qui visaient à donner aux services de répression et systèmes judiciaires nationaux les moyens de conduire des enquêtes et des poursuites efficaces en matière de cybercriminalité, y compris par la bonne gestion des éléments de preuve électroniques. Certains orateurs ont émis un avis favorable sur le rôle que jouaient l'ONUSDC et le Programme mondial contre la cybercriminalité eu égard à l'exécution de ces activités.

81. Certains orateurs ont estimé qu'un nouvel instrument juridique international global était nécessaire pour combattre efficacement la cybercriminalité. Un intervenant a avancé qu'un tel instrument devrait porter principalement sur les aspects pertinents du droit de la procédure pénale. D'autres ont été d'avis qu'il n'y avait pas besoin de nouvel instrument mais que les États devraient s'efforcer de donner dûment effet aux instruments existants, notamment à la Convention des

Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et à la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité¹⁰¹, et d'identifier les besoins nationaux en matière d'assistance technique. Certains orateurs attendaient avec intérêt la poursuite des travaux du Groupe d'experts chargé de réaliser une étude approfondie sur la cybercriminalité et l'examen de cette étude.

82. Concernant les médicaments frauduleux, on a fait observer que la question concernait principalement les domaines sanitaire et de la santé publique et que, partant, l'enceinte internationale appropriée pour en débattre était l'Organisation mondiale de la Santé, et plus particulièrement son dispositif des États membres concernant les produits médicaux de qualité inférieure/faux/faussettement étiquetés/falsifiés/contrefaits. D'autre part, on a également évoqué ce que faisait l'ONUDC pour appliquer la résolution 20/6 de la Commission et mentionné la Convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique¹⁰².

83. On s'est félicité de l'adoption par l'Assemblée générale des Principes directeurs internationaux sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale relatives au trafic de biens culturels et aux autres infractions connexes¹⁰³. Quelques orateurs ont relevé que la criminalité transnationale organisée était souvent présente là où l'état de droit était défaillant, en particulier en cas de conflit ou au lendemain d'un conflit. Des orateurs ont estimé que le programme de développement pour l'après-2015 devrait tenir compte de questions telles que l'état de droit, la bonne gouvernance et les droits de l'homme.

84. Certains intervenants ont souligné que la criminalité visant les espèces sauvages et les forêts était liée à la criminalité transnationale organisée et touchait non seulement des pays mais aussi des régions entières. Ce type de criminalité était par ailleurs lié à d'autres infractions, telles que le blanchiment d'argent, le trafic de migrants et le trafic de drogues. Des orateurs ont décrit les mesures prises pour renforcer la législation nationale et les activités de détection et de répression. On a indiqué que, du fait de la dimension intersectorielle de la question, les ressources biologiques marines avaient des incidences sur le développement socioéconomique durable et la stabilité politique des États qui dépendaient de la pêche. On a également souligné que l'épuisement des stocks de poisson dû à la pêche illégale était un crime qu'il convenait de traiter de manière globale sous tous ses aspects.

B. Mesures prises par la Commission

85. À sa 9^e séance, le 22 mai 2015, la Commission a adopté un projet de résolution révisé (E/CN.15/2015/L.9/Rev.1) parrainé par l'Arabie saoudite, l'Argentine, la Bolivie (État plurinational de), le Chili, la Chine, la Colombie, le Costa Rica, l'Égypte, El Salvador, les États-Unis, la Fédération de Russie, le Guatemala, l'Indonésie, l'Iran (République islamique d'), l'Italie, le Kenya, le Mexique, le Nigéria, le Panama, le Pérou, la République dominicaine et la Turquie. (Pour le texte, voir chap. I, sect. D, résolution 24/2.) Auparavant, un représentant du Secrétariat a donné lecture d'un état des incidences financières de la résolution.

¹⁰¹ Conseil de l'Europe, *Série des Traités européens*, n° 185.

¹⁰² Ibid., n° 211.

¹⁰³ Résolution 69/196 de l'Assemblée générale, annexe.

(Pour le texte, voir E/CN.15/2015/CRP.6, disponible sur le site Web de l'ONU DC.) Par la suite, le représentant du Mexique a remercié toutes les délégations et tous les coparrains pour leur soutien et, faisant référence aux Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention de 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, qui avaient été adoptées par les États parties à cette Convention, il a noté que, pour ce qui était de faire face au trafic de biens culturels, l'action de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale et celle de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture se complétaient.

86. À la même séance, la Commission a recommandé au Conseil économique et social d'adopter un projet de résolution révisé (E/CN.15/2105/L.10/Rev.1) parrainé par l'Argentine, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, les États-Unis, le Guatemala, le Kenya, la Lettonie (au nom de l'Union européenne), le Mexique, la Norvège, le Panama, le Pérou, les Philippines, la République de Corée et la Thaïlande. (Pour le texte, voir chap. I, sect. B, projet de résolution II.) Auparavant, un représentant du Secrétariat a donné lecture d'un état des incidences financières de la résolution. (Pour le texte, voir E/CN.15/2015/CRP.6, disponible sur le site Web de l'ONU DC.)

Chapitre VII

Suite à donner au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

87. À sa 8^e séance, le 21 mai 2015, la Commission a examiné le point 8 de l'ordre du jour, intitulé "Suite à donner au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale".

88. Elle était saisie pour ce faire des documents suivants:

a) Note du Secrétariat sur le treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (E/CN.15/2015/7);

b) Rapport du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (A/CONF.222/17).

89. Le Directeur chargé de la Division des traités de l'ONUDC a fait une déclaration liminaire.

90. Des déclarations ont été faites par les représentants du Qatar, de la Thaïlande, du Japon, du Canada, des États-Unis et de la Chine. L'observateur de la Finlande a également fait une déclaration.

A. Délibérations

91. Tous les orateurs ont remercié le Gouvernement qatarien d'avoir accueilli le treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. Les orateurs ont salué les efforts déployés par l'ONUDC pour préparer le Congrès et assurer son bon déroulement. De nombreux intervenants ont également salué les contributions des instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, ainsi que les contributions des experts et des organisations non gouvernementales qui avaient pris part aux réunions parallèles. Tous les orateurs se sont félicités de l'offre du Gouvernement japonais d'accueillir le quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, en 2020.

92. Un grand nombre d'orateurs ont noté que le treizième Congrès avait donné lieu à de nombreuses "premières" et se sont félicités du document porteur d'avenir auquel il avait abouti, à savoir la Déclaration de Doha sur l'intégration de la prévention de la criminalité et de la justice pénale dans le programme d'action plus large de l'Organisation des Nations Unies visant à faire face aux problèmes sociaux et économiques et à promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et la participation du public.

93. Le représentant du Qatar a souligné la détermination de son pays à travailler en étroite collaboration avec l'ONUDC en vue d'assurer un suivi efficace de la Déclaration de Doha et sa bonne application.

94. Les orateurs ont débattu de questions liées à l'organisation du treizième Congrès et des moyens d'améliorer les préparatifs des futurs congrès, notamment en adoptant une déclaration concise et bien ciblée et en examinant la durée des congrès. Ils se sont félicités de la réussite des négociations sur la Déclaration de Doha tenues à Vienne, avant l'ouverture du treizième Congrès, et ont estimé que cette pratique devrait être renouvelée pour les futurs congrès.

95. Les orateurs se sont également félicités de l'organisation du débat de haut niveau au début du treizième Congrès ainsi que de la planification des thèmes et des ateliers. Il a été recommandé d'organiser une réunion de groupe d'experts de suivi sur les enseignements tirés, analogue à la réunion du Groupe intergouvernemental d'experts sur les enseignements tirés des congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale qui s'était tenue à Bangkok du 15 au 18 août 2006 et qui avait été convoquée par le Gouvernement thaïlandais, lequel avait accueilli le onzième Congrès.

B. Mesures prises par la Commission

96. À sa 9^e séance, le 22 mai 2015, la Commission a recommandé au Conseil économique et social d'approuver en vue de son adoption par l'Assemblée générale un projet de résolution révisé (E/CN.15/2015/L.5/Rev.1) parrainé par l'Algérie, l'Arabie saoudite, le Brésil, El Salvador, l'Érythrée, les États-Unis, la Finlande, le Guatemala, l'Indonésie, le Japon, la Jordanie, le Kenya, le Koweït, le Liban, la Libye, le Maroc, le Mexique, Oman, le Panama, le Pérou, les Philippines, le Qatar, le Soudan, la Thaïlande, la Tunisie et la Turquie. (Pour le texte, voir chap. I, sect. A, projet de résolution I.) Auparavant, un représentant du Secrétariat a donné lecture d'un état des incidences financières de la résolution. (Pour le texte, voir E/CN.15/2015/CRP.6, disponible sur le site Web de l'ONU DC.)

Chapitre VIII

Ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session de la Commission

97. À sa 9^e séance, le 22 mai 2015, la Commission a examiné le point 9 de l'ordre du jour, intitulé "Ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session de la Commission".

Mesures prises par la Commission

98. À sa 9^e séance, le 22 mai 2015, elle a recommandé au Conseil économique et social d'adopter un projet de décision (E/CN.15/2015/L.11). (Pour le texte, voir chap. I, sect. C, projet de décision II.)

Chapitre IX

Autres questions

99. À sa 9^e séance, le 22 mai 2015, la Commission a abordé le point 10 de l'ordre du jour, intitulé "Autres questions". Aucune question n'a été soulevée au titre de ce point.

Chapitre X

Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa vingt-quatrième session

100. À sa 9^e séance, le 22 mai 2015, la Commission a adopté par consensus, après l'avoir modifié oralement, le rapport sur les travaux de sa vingt-quatrième session (E/CN.15/2015/L.1 et Add.1 à 6).

Chapitre XI

Organisation de la session

A. Consultations informelles d'avant-session

101. À la reprise de sa vingt-troisième session, les 4 et 5 décembre 2014, la Commission est convenue de tenir sa vingt-quatrième session du 18 au 22 mai 2015 et des consultations informelles d'avant-session le jour ouvrable précédant le premier jour de la session, à savoir le 15 mai 2015.

102. Lors des consultations informelles d'avant-session, présidées par la Première Vice-Présidente, Bente Angell-Hansen (Norvège), le 15 mai 2015, la Commission a procédé à un examen préliminaire des projets de résolution qui avaient été déposés à la date limite du 4 mai 2015 et discuté de questions liées à l'organisation de sa vingt-quatrième session.

B. Ouverture et durée de la session

103. La Commission a tenu la partie de sa vingtième-quatrième session prévue pour le premier semestre à Vienne du 18 au 22 mai 2015. Neuf séances plénières et huit séances du Comité plénier ont eu lieu. Le Président de la Commission a ouvert cette partie de session. Aux 1^{re} et 2^e séances, le 18 mai 2015, des déclarations liminaires ont été faites par le Directeur exécutif de l'ONUDC et l'observateur du Chili (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), le représentant de la Namibie (au nom du Groupe des États d'Afrique), l'observateur de la Jordanie (au nom du Groupe des États d'Asie et du Pacifique), celui du Panama (au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes) et celui de la Lettonie (au nom de l'Union européenne et de l'Albanie, de l'Andorre, de la Bosnie-Herzégovine, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de l'Islande, du Monténégro, de la République de Moldova, de la Serbie et de l'Ukraine, ainsi que de la Norvège). Des déclarations ont également été faites par la Ministre de la justice du Paraguay; le Défenseur public général de l'Équateur; le Procureur général du Nicaragua; le Représentant spécial du Président de la Fédération de Russie chargé de la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée; le Vice-Ministre de la justice de la Chine; le Vice-Ministre de la sécurité publique du Panama; le Vice-Procureur général chargé des affaires juridiques et internationales du Mexique; le Conseiller juridique du Ministère de l'intérieur du Qatar; le Procureur général du district de Jeonju, qui dépend du Bureau du Procureur du Ministère de la justice de la République de Corée; le Secrétaire adjoint du Ministère de l'intérieur de l'Inde; et le Premier Sous-Secrétaire adjoint du Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs du Département d'État des États-Unis.

C. Participation

104. Les représentants de 33 États membres de la Commission ont participé à la vingt-quatrième session. Étaient également présents les observateurs de 81 autres États Membres de l'ONU, de 2 États non membres, ainsi que les représentants de

12 entités du système des Nations Unies et les observateurs des instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, de 13 organisations intergouvernementales et de 34 organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social. La liste des participants est publiée sous la cote E/CN.15/2015/INF/2/Rev.1.

D. Élection du Bureau

105. Conformément à la résolution 2003/31 du Conseil économique et social et à l'article 15 du Règlement intérieur des commissions techniques de ce dernier, la Commission, à l'issue de la reprise de sa vingt-troisième session, le 5 décembre 2014, a ouvert sa vingt-quatrième session afin d'élire son Bureau pour celle-ci. Compte tenu de la rotation des fonctions selon le principe de la répartition régionale, les membres du Bureau élus pour la vingt-quatrième session de la Commission et leurs groupes régionaux respectifs sont indiqués ci-dessous.

106. Le 12 décembre 2014, le Groupe des États d'Asie et du Pacifique a présenté la candidature de Mitsuru Kitano (Japon) à la fonction de deuxième vice-président. Le 6 février 2015, le Groupe des États d'Afrique a présenté la candidature de Michael Adipo Okoth Oyugi (Kenya) à la fonction de troisième vice-président. Le 16 janvier, le Groupe des États d'Europe orientale a présenté la candidature d'Albin Otruba (Slovaquie) à la fonction de rapporteur. La Commission a élu les deuxième et troisième Vice-Présidents et le Rapporteur au titre du point 1 de l'ordre du jour.

107. Le Bureau de la Commission à sa vingt-quatrième session était composé comme suit:

<i>Président</i>	États d'Amérique latine et des Caraïbes	Luis Alfonso de Alba (Mexique)
<i>Première Vice-Présidente</i>	États d'Europe occidentale et autres États	Bente Angell-Hansen (Norvège)
<i>Deuxième Vice-Président</i>	États d'Asie et du Pacifique	Mitsuru Kitano (Japon)
<i>Troisième Vice-Président</i>	États d'Afrique	Michael A. O. Oyugi (Kenya)
<i>Rapporteur</i>	États d'Europe orientale	Albin Otruba (Slovaquie)

108. Un groupe composé des présidents des cinq groupes régionaux (les représentants de l'Italie et du Nigéria et les observateurs de l'Azerbaïdjan, de la Jordanie et du Panama), de l'observateur du Chili (au nom du Groupe des 77 et de la Chine) et de l'observateur de la Lettonie (au nom de l'Union européenne) a été créé afin d'aider le Président de la Commission à régler les questions d'organisation. Il constituait, avec le Bureau élu, le bureau élargi prévu dans la résolution 2003/31 du Conseil économique et social. Au cours de la vingt-quatrième session de la Commission, le bureau élargi s'est réuni les 20 et 21 mai 2015 pour examiner des questions liées à l'organisation des travaux.

E. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

109. À sa 1^{re} séance, le 18 mai 2015, la Commission a adopté l'ordre du jour provisoire et le projet d'organisation des travaux (E/CN.15/2015/1) que le Conseil économique et social avait approuvés par sa décision 2014/230.

F. Documentation

110. La liste des documents dont la Commission était saisie à sa vingt-quatrième session figure dans le document de séance E/CN.15/2015/CRP.7.

G. Clôture de la partie de session en cours

110. À sa 9^e séance, le 22 mai 2015, la Commission a entendu des déclarations finales prononcées par le Directeur exécutif de l'ONU DC et par le Président de la Commission.
